

Au sujet de la *Dreigliederung* de l'organisme social

Rudolf Steiner

Recueil d'essais 1919-1921

(Traduction Daniel Kmiećik)¹

Avertissement

Au début de l'année 1919 a paru mon « Appel au peuple allemand et au monde de la culture ». Il voulait exprimer brièvement les énergies salutaires qu'il fallait amener pour lutter contre le déclin de la vie, lequel avait dévoilé ses symptômes maléfiques dans la catastrophe mondiale. De nombreuses personnalités d'Allemagne, d'Autriche et un grand nombre de Suisses, avaient cosigné cet appel et témoigné ainsi qu'elles tenaient les incitations qui y étaient exprimées comme quelque chose renvoyant aux nécessités de la vie du présent et du futur proche. J'en ai donné un exposé plus ample ensuite dans mon ouvrage : « *Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités présentes et à venir* ». Pour prendre fait et cause pour cet appel de manière durable et pour amener ce qui y est suggéré à se réaliser dans la vie pratique, « l'alliance pour la *Dreigliederung* de l'organisme social » a été ensuite fondée à Stuttgart et aussi en Suisse. Parmi les mesures diverses, qui ont été prises pour opérer cette réalisation pratiques, il y eut aussi la fondation de l'hebdomadaire « *Dreigliederung* de l'organisme social » paraissant à Stuttgart. Les essais qui suivent constituent les articles de fond, que j'ai rédigés à l'été 1919 et à l'hiver 1919-1920 pour cet hebdomadaire. Ils peuvent valoir en tant qu'exposés complémentaires à ce que j'ai déjà établi dans les « points essentiels ». On peut tout aussi bien les considérer également comme une préparation à la lecture de cet ouvrage.

Tout ce que j'ai publié, aussi bien dans les « questions essentielles » que dans ces essais, **ne** provient **pas** d'une élaboration théorique d'idées. Au cours de plus de trois décennies, j'ai suivi, dans ses ramifications les plus variées, la vie spirituelle, politique et économique de l'Europe. À cette occasion, il en a résulté pour moi, comme je le crois, un discernement dans les tendances selon lesquelles cette vie presse en vue de son assainissement. Je veux dire que les idées que j'exprime, ne sont pas celles d'un homme singulier, mais qu'elles expriment la volonté inconsciente de l'humanité européenne. Les circonstances particulières de l'époque présente, sur lesquelles j'en vins à parler dans les « points essentiels » et de nouveau dans ces essais, n'ont pas permis que cette volonté paraisse au grand jour, dans tous ses contours en étant reliée à l'effort de sa mise en réalisation pratique, dans la pleine conscience d'un nombre suffisant d'êtres humains. On pourrait désigner cela comme le caractère tragique de l'époque présente, à savoir que d'innombrables hommes se bouchent la vue par des illusions sur les valeurs de ce qu'il faut atteindre quant à ce qui est réellement nécessaire. Des manières de voir complètement surannées des partis répandent un épais brouillard idéal sur ce qui est nécessaire. Elles se bercent de tendances qui n'ont aucune chance d'aboutir et qui sont inexécutables ; le réel qu'elles entreprennent se transforme en utopie stérile et, par contre, les propositions, qui sont faites à partir d'une pratique authentique de la vie, sont considérées par elles comme de l'utopie. C'est avec ce fait concret qu'a à lutter ce qui est exprimé dans les essais qui suivent ; car on veut prendre consciemment position pour cette utopie.

C'est à partir de ce fait qu'actuellement, dans notre monde de la civilisation, on va encore et toujours à la dérive de la politique mondiale. Versailles et Spa (**1**) sont les étapes de cette politique. Le nombre des personnalités, qui percent à jour la manière dont ces étapes conduisent à un plus vaste déclin de la civilisation et ont révélé dans la catastrophe mondiale l'impossibilité de leur

¹ Le lecteur est invité à consulter de suite la postface « *en guise d'introduction* » de Robert Friendenthal. Il comprendra alors la raison pour laquelle sur de nombreux points les réflexions de Rudolf Steiner restent d'une actualité brûlante tandis que le temps ayant passé, elles brillent désormais d'une vérité éblouissante. (D.K.)

progression, est encore bien peu considérable. De telles personnalités sont certes présentes aujourd'hui dans les pays des vainqueurs comme dans les pays vaincus. Mais elles ne sont, premièrement, pas assez nombreuses et, secondement, la plupart d'entre elles aussi considèrent ce qu'il faut réellement faire comme utopique.

La raison pour laquelle « l'alliance pour la *Dreigliederung* de l'organisme social » est encore prise pour beaucoup comme une communauté de gens qui n'ont aucune chance d'aboutir, vient, selon moi, du fait que la plupart de ces gens se sont précisément écartés de toute vraie pratique de vie, et considèrent leurs illusions de parti et leurs routines de vie pour de la pratique. Mais on ne parviendra à aucun assainissement de la civilisation si l'on n'amène pas en pleine conscience la volonté de l'époque, qui est si profondément enfouie dans les halliers des routines des partis illusoire qui n'ont aucun sens pratique.

Pour quelqu'un qui ne sait que trop qu'il n'est pas en train de souffrir de niaises présomptions, il est difficile d'ajouter par écrit ce que beaucoup intègrent aujourd'hui dans leur réputation : à savoir, « Qu'il croit être plus sensé que tous ceux, qui ont acquis leur mot à dire au travers de leur participation pratique à la vie, dont il s'agit ici. » Le rédacteur de ces essais croit cependant que le reproche erroné, qui se trouve dans ces paroles, ne doit pas l'empêcher d'exprimer ce qu'il tient pour nécessaire, si l'on est d'avis qu'une relation particulière de sa propre situation de vie avec la vie présente a en effet dirigé son regard spirituel sur ce qui est nécessaire pendant plus de trois décennies.

Voilà, c'est là ma conviction, une conviction acquise par mon observation de la vie, laquelle croit éviter toute théorisation et n'envisager que la pratique, à savoir que la volonté de l'époque pousse vers la « *Dreigliederung* de l'organisme social » et que tout ce qui est vécu dans les phénomènes de déclin, tire son origine du fait que la conscience publique de la civilisation européenne, au lieu de se tourner vers cette urgence de l'époque, souhaiterait plutôt continuer d'emprunter d'anciennes voies devenues impraticables.

Un groupe de ces êtres humains, parmi lesquels ont émergé les personnalités dirigeantes d'avant guerre et dont sortent encore beaucoup de celles d'aujourd'hui, continue de vivre ainsi dans des façons de voir qui ont mené au déclin et ces personnalités ne veulent pas voir la relation de dépendance entre leurs manières de voir et ce déclin. Elles voudraient charpenter une nouvelle vie à partir d'énergies dont la progression a effectivement amené la mort.

L'autre groupe continue de suivre la façon de penser, qui est née de la critique agissant de manière négative ; celui-ci ne veut pas voir que dans cette manière de penser, la possibilité est certes donnée, d'amener l'existence passagère d'un semblant d'organisation sociale, avec les ruines de l'ancien, mais à la vérité celui-ci même est dévastateur par son caractère éphémère. D'une manière inverse, il continue le passé, mais sa façon de le faire n'a rien de neuf en germe.

Entre ces deux groupes, les énergies tiennent tête qui voudraient accoucher la volonté de l'époque réellement existante, mais recouverte par les décombres de l'ancien. Ceux qui les incarnent sont d'avis qu'elles renferment ce dont on a un besoin urgent aujourd'hui.

Mi-juillet 1920

Rudolf Steiner

(1) *Versailles, Spa* : La paix de Versailles, par laquelle la première Guerre mondiale fut formellement achevée, fut signée le 28 juin 1919. Spa, en Belgique, fut le lieu de la Conférence européenne sur les réparations allemandes du 5 au 16 juillet 1920. Par la menace d'une entrée des troupes dans la région de la Ruhr, l'Allemagne fut amenée à accepter les conditions des Alliés.

La *Dreigliederung* de l'organisme social, une nécessité de l'époque

Le temps est venu de reconnaître que les programmes de parti, qui se sont maintenus dans le présent à partir d'un passé ancien ou récent, ont été défailants vis-à-vis des faits concrets engendrés par la catastrophe mondiale. On doit tenir ceux de ces programmes, dont les agents étaient censés collaborer à l'ordre des conditions sociales, comme réfutés par cette catastrophe. Ces tenants des partis doivent être au clair sur le fait que leurs idées furent insuffisantes pour maîtriser l'évolution des faits. Ceux-ci ont échappé aux idées et ont fait entrer la confusion et provoqué la décharge violente. Que l'on doive s'efforcer à des idées plus à la hauteur du cheminement emprunté par le monde des faits concrets, tel doit être le résultat d'en telle connaissance.

On a appelé expérience pratique ce qui n'était que de la routine étriquée. Les soi-disant hommes de la pratique s'étaient bien habitués à un étroit domaine de vie. Ils le dominaient de manière routinière. L'inclination et l'intérêt faisaient défaut pour voir ce domaine de vie en interaction avec d'autres horizons plus vastes. On était fier d'être un « praticien » de son propre domaine de vie. On faisait ce que la routine demandait, et ce qu'on faisait, on le laissait simplement entrer dans la machinerie générale de la vie. C'est ainsi que finalement tout fonctionna sens dessus dessous ; et de cet embrouillamini des faits, se développa la catastrophe mondiale. On s'était adonnés à une « pratique » sans disposer d'idées capables de la maîtriser. Telle fut la destinée des cercles dirigeants. — Maintenant, que l'on se trouve devant la confusion, on ne peut pas se débarrasser des anciennes habitudes du penser. On s'est habitués de tenir ceci ou cela pour une « nécessité pratique », et l'on a perdu le regard permettant de percevoir à jour comment ce qui fut crue comme « nécessairement pratique » est dans un état de capilotade intérieure.

C'est dans l'ordre économique des temps modernes, qu'est apparu au plus concrètement cet échappement des faits aux idées humaines. Sur ce domaine de vie, l'état de capilotade intérieure se révéla par le mouvement prolétaire socialiste. Au sein de ce mouvement, naquit un autre genre de programmes de parti : celui qui provenait du vécu immédiat de la capilotade et qui, soit exigeait un changement du fonctionnement interne au sein de ce tohu-bohu, soit espérait un salut de « l'évolution » même des faits ainsi déchainés. Ces programmes furent échafaudés au plan théorique, à partir de revendications humanitaires générales, sans tenir compte de manière pratique des faits. À la pratique, qui n'était que routine et méprisait les idées, s'opposèrent donc les idées socialistes, qui ne formaient, elles, qu'une théorie dépourvue de pratique. Maintenant que les faits exigent eux-mêmes une intervention plus féconde dans le monde concret, des idées plus vivantes, ces idées théoriques, « sans pratique », se révèlent insuffisantes. Et elles révéleront toujours plus leur caractère d'insuffisance qu'il deviendra davantage nécessaire d'intervenir dans la réalité de la vie présente en pleine confusion.

Face à cette routine sans idées et aux programmes théoriques sans pratique, une bonne volonté dans une certaine direction est aujourd'hui indispensable chez les hommes qui veulent réellement penser au plan pratique. Les routiniers, pourtant en vérité des praticiens qui n'ont aucune chance d'aboutir, devraient s'efforcer de comprendre que mener des affaires sans plans ni idées ne nous fait pas sortir de la catastrophe mondiale mais, au contraire, nous y enfonce de plus en plus profondément. On veut actuellement encore s'étourdir en s'affranchissant du discernement sur cette absence d'idées, que l'on a confondue avec la pratique de la vie, a bel et bien mené à la confusion. On a méprisé ceux qui exigeaient des idées en les taxant « d'idéalistes sans pratique » et l'on ne veut pas admettre qu'ainsi on s'est donc mis à entreprendre tout ce qui était vraiment à l'opposé de la pratique. Effectivement, on s'est révélés ainsi comme des « idéalistes » mais au sens le plus mauvais du terme.

De l'autre côté, où règne la « revendication théorique sans pratique », on veut conquérir une existence dignement humaine pour cette classe de femmes et d'hommes qui n'en sont pas encore actuellement en possession. On ne voit pas qu'on veut ainsi lutter sans avoir de discernement réel

sur les nécessités de la vie inhérentes à un ordre social. On croit qu'en obtenant le pouvoir en luttant, au moyen de ce qui a été théoriquement exalté mais aussi revendiqué d'une manière dépourvue de pratique, on obtiendrait ensuite, comme par miracle, ce à quoi on aspire.

Et celui qui, de bonne foi avec l'humanité aussi dans cette classe-là, soulève cette revendication à partir du pénible état prolétarien et s'imagine en arriver au but de la manière caractérisée ci-dessus, celui-là doit d'abord se préoccuper de la question suivante: que doit-il advenir, si, d'un côté, l'on persiste dans des programmes qui ont été réfutés par la marche du monde, et, de l'autre, on doit conquérir le pouvoir par des revendications qui ne recherchent aucun accès à ce que la vie elle-même exige pour un ordre social possible ?

Vis-à-vis du prolétariat, on est peut-être bien disposés aujourd'hui, mais on n'est pas objectivement honnêtes si on ne lui fait pas comprendre que les programmes, dans lesquels il se reconnaît, ne le mèneront pas au salut qu'il aspire, mais au naufrage de la culture européenne, au naufrage de laquelle il a scellé le sien propre. On est aujourd'hui seulement honnêtes à l'égard du prolétariat, si l'on éveille en lui la compréhension que ce à quoi il aspire inconsciemment, ne peut jamais être atteint par les programmes qu'il a fait siens.

Le prolétariat vit dans une terrible erreur. Il a vu comment, tout au long de ces derniers siècles, les intérêts humains ont été progressivement et totalement absorbés par l'économie. Il a été contraint de remarquer comment les formes juridiques de la vie sociale humaine se déterminent à partir des formes du pouvoir et du besoin de l'économie ; il put voir ainsi comment la totalité de la vie de l'esprit, en particulier l'éducation et l'instruction publique, s'était édifiée à partir des circonstances résultant des fondements économiques et à partir de l'État dépendant de l'économie. Dans le prolétariat, s'est établie la superstition destructrice que tout ce qui relève de la vie juridique et de celle de l'esprit, naît naturellement et nécessairement des formes économiques. De vastes cercles, qui ne relèvent pas du prolétariat, ont déjà succombé aujourd'hui à cette superstition. — Ce qui s'est développé dans ces derniers siècles comme un phénomène d'époque : la dépendance de la vie spirituelle, et de celle du droit, de la vie économique, est considérée comme une nécessité naturelle. On ne remarque pas ce qu'est la vérité : à savoir, que cette dépendance même a conduit l'humanité dans la catastrophe ; et on continue de s'adonner à la superstition du penser qu'on a seulement besoin d'un autre ordre économique, lequel ferait poindre de lui-même une autre vie juridique et une autre vie de l'esprit. On veut seulement changer l'ordre économique, au lieu de reconnaître que l'on devrait supprimer la dépendance de la vie de l'esprit et de celle juridique de la forme économique.

Il ne peut plus s'agir, en cet instant présent de l'évolution historique universelle, d'aspirer à un autre genre de dépendance de la vie spirituelle et de celle juridique de la vie économique, mais il s'agit de configurer une telle vie économique afin que n'y soient gérées d'une manière pratique que la production et la circulation des biens, mais dans laquelle, à partir de la position de l'être humain dans le circuit économique, plus rien n'y soit effectué en raison de sa position juridique pour d'autres hommes et pour la possibilité d'amener à se déployer les capacités prédisposées en lui par l'éducation et l'école. Dans les époques historiques écoulées, la vie juridique et la vie de l'esprit étaient un exhaussement de la vie économique. Dans l'avenir, elles doivent devenir des membres autonomes de l'organisme social, à côté de la vie économique. Les mesures qui doivent être prises à cette fin, au sein de cette dernière, doivent résulter de l'expérience économique et de l'état d'union des hommes avec les domaines économiques particuliers. Des associations sur la base des situations professionnelles, à partir des intérêts entretenant producteurs et consommateurs, doivent se former, qui tendent à s'élever en culminant vers une gestion centrale de l'économie. Ces mêmes hommes qui appartiennent à cette organisation économique, établissent aussi une communauté juridique en rapport avec la gestion et la représentation, dans laquelle est régulé ce qui incombe au domaine du jugement de tout homme majeur. On organise ainsi sur des bases démocratiques tout ce qui rend tout homme égal à tout autre homme. Au sein de l'administration de cette communauté on

réglemente, par exemple, le droit du travail (manière, mesure, temps du travail). Ainsi, cette réglementation sort de la vie économique. Le travailleur se trouve dans la vie économique en tant que libre contractant vis-à-vis de ceux avec qui il doit produire en commun. Sur sa collaboration économique, on doit décider selon la compétence économique ; en rapport à l'exploitation de sa force de travail, il décide lui, en homme majeur, sur le terrain démocratique, en dehors du circuit économique.

Comme la vie juridique (l'administration de l'État) est réglementée comme un membre juridique autonome de l'organisme social, indépendant de la vie économique, de même la vie de l'esprit (l'éducation et l'instruction publique) forme en pleine liberté, un membre spirituel autonome de la communauté sociale. Car tout aussi peu qu'une vie économique ne peut être fusionnée avec le membre juridique de l'organisme social, dans lequel tout doit résulter des jugements des hommes se trouvant égaux les uns vis-à-vis des autres et majeurs, l'administration de la vie spirituelle ne peut être instaurée sur des lois, des ordonnances, une surveillance ou tout autres choses du même genre, qui résultent des jugements des hommes simplement devenus majeurs. La vie de l'esprit a besoin de l'autonomie de gestion, qui ne s'organise qu'à partir des points de vue de la pédagogie humaine. C'est uniquement dans une telle auto-gestion que l'on peut cultiver vraiment dans une communauté humaine les prédispositions individuelles au service de la vie sociale.

Celui qui est en situation de vérifier sans préventions, dans une réelle pratique de la vie, les conditions d'existence de l'organisme social, au degré actuel de l'évolution de l'humanité, ne peut en venir à aucun autre résultat, pour l'assainissement de cet organisme, que celui nécessaire de sa *Dreigliederung* en sous-organismes autonomes de la vie de l'esprit, de la vie juridique et de la vie économique. L'unité de l'organisme entier ne sera certainement pas mise en danger ; car cette unité est fondée dans la réalité du fait que tout être humain appartient au travers de ses intérêts, à tous ces trois sous-organismes, et que les administrations centrales, malgré leurs indépendances mutuelles, peuvent opérer l'harmonisation de leurs mesures.

Que les circonstances internationales ne forment aucun obstacle, quand bien même un seul État s'organiserait d'abord pour soi en un organisme social *dreigliederig*, c'est ce dont il va être question dans le prochain essai.

Les nécessités de la vie internationale et la *Dreigliederung* sociale

Une objection, qui est souvent faite à l'encontre de l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social, c'est qu'un État réalisant cette *Dreigliederung*, devrait amener une perturbation dans ses relations internationales avec d'autres États. On ne reconnaîtra l'importance qu'à cette objection que si l'on envisage la nature des relations internationales des États dans notre temps. Le plus frappant pour une observation approfondie, c'est que les faits économiques dans les temps les plus récents ont adopté des configurations qui ne se retrouvent plus en accord avec les frontières des États. Les conditions historiques, à partir desquelles ont résulté ces frontières étatiques, ont peu à faire avec les intérêts de la vie économique que les peuples mènent en vivant à l'intérieur de l'État. La conséquence en est que les gouvernements des États mettent en place des relations internationales, l'instauration desquelles serait plus conforme à leur nature si elle était directement établie par les personnes ou bien groupes de personnes qui gèrent les affaires. Une firme industrielle, qui a besoin d'un produit non manufacturé d'un État étranger, ne devrait avoir besoin, pour ce procurer ce produit non manufacturé, de faire rien d'autre que de s'arranger avec le gouvernement de celui-ci. Et tout ce qui relève de cet arrangement, ne doit se jouer qu'à l'intérieur du circuit économique. On peut voir que, ces tout derniers temps, la vie économique a adopté des formes qui renvoient d'elles-mêmes à ce genre de conclusion. Et à l'intérieur de cette vie économique close en elle-même, qui tend progressivement à devenir une unité sur toute la Terre, les intérêts étatiques surviennent comme des éléments perturbateurs. Qu'ont en effet à faire les conditions historiques, sous lesquelles l'Angleterre obtint la domination sur l'Inde, avec les conditions économiques à partir desquelles un fabricant allemand se fournit en Inde ?

La catastrophe de la Guerre mondiale révèle que la vie de l'humanité moderne ne supporte plus les perturbations de cette économie mondiale, laquelle tend à former une unité, des perturbations provoquées par les intérêts des domaines étatiques. Les conflits, auxquels l'Allemagne en est venue avec les pays de l'Ouest, ont pour fondement cette perturbation. Et dans les conflits avec les pays de l'Est, c'est la même chose qui joue. Des intérêts économiques réclamaient une voie ferrée partant de l'Autriche-Hongrie en direction du Sud Est. Les intérêts d'État de l'Autriche et ceux des pays des Balkans se firent prévaloir. Et la question surgit de savoir si ces intérêts ne contredisaient pas ce qui correspond aux exigences économiques. Le capital, qui doit se trouver au service de l'économie, est de ce fait mis en rapport avec les intérêts d'État. Les États veulent que leurs capitalistes se mettent à leur service. Les capitalistes veulent que le pouvoir, qui se concentre dans l'État, serve leurs intérêts économiques. La vie économique se retrouve de ce fait enclose dans le domaine étatique, alors qu'elle s'évertue, dans une phase d'évolution plus récente, à dépasser les frontières étatiques en direction d'une vie économique unitaire.

Ce caractère international de la vie économique indique qu'à l'avenir, les domaines singuliers de l'économie mondiale doivent établir des relations qui soient indépendantes des relations dans lesquelles se tiendront les peuples par les intérêts de vie se trouvant à l'extérieur du domaine économique. Les États devront donc commettre aux soins des personnes, ou groupes de personnes participant à la vie économique, la mise sur pied des relations économiques.

Si de cette façon, les relations culturelles spirituelles ne doivent pas en venir à une dépendance sans reste des intérêts économiques, alors ces relations doivent déployer leur vie internationale à partir de leurs propres conditions préalables. On ne doit assurément pas contester ici que les relations économiques puissent servir de fondements aussi pour la circulation de l'esprit. Mais on doit reconnaître que cette circulation de l'esprit agissant de cette façon ne peut devenir féconde qu'à la condition qu'à côté de celle-ci se forment des relations des peuples, ne provenant que des besoins de la vie spirituelle même. Dans les peuples singuliers, la vie spirituelle des personnalités s'échappe en luttant aux fondements économiques. Elle adopte des configurations qui n'ont rien à faire avec les formes de la vie économique. Ces configurations doivent pouvoir entrer en relations avec celles correspondantes chez d'autres peuples, qui n'émanent que de leur propre vie spirituelle. On ne

saurait nier que dans l'instant présent de l'évolution de l'humanité, la configuration internationale des domaines de la vie spirituelle répugne à la pulsion égoïste des peuples à s'enfermer dans leur propre nation. Les peuples s'efforcent de se constituer une formation étatique dont les frontières sont celles de leurs nations. Et cette tendance s'étend en direction de à l'autre, qui tend de faire de l'État national clos, un territoire économique également clos sur lui-même.

La tendance caractérisée de la globalisation de l'économie mondiale s'opposera à l'avenir à ces égoïsmes nationaux. Et si l'on ne veut pas que d'interminables conflits ne résultent de cette opposition, alors les intérêts culturels, émanant d'une vie spirituelle vécue pleinement dans les nations, à partir de leur propre essence, s'administreront indépendamment des circonstances économiques et devront former des relations internationales à partir de leurs propres gouvernances autonomes de la vie spirituelle. Cela ne sera pas autrement possible que si les domaines, dans lesquels règne une vie de l'esprit commune, se donnent des frontières relativement indépendantes des frontières territoriales, lesquelles naissent des conditions préalables de la vie économique.

La question tombe sous le sens, tout naturellement à présent, de savoir comment la vie de l'esprit doit tirer sa subsistance de la vie économique, si les domaines d'administration des deux domaines ne coïncident pas. La réponse s'ensuit, si l'on réfléchit au fait qu'une vie spirituelle se gouvernant elle-même fait face à une vie économique autonome, à l'instar d'une corporation économique. Cette dernière peut conclure pour ses bases économiques avec les administrations économiques des relations entre domaines, indifféremment aux domaines économiques plus vastes auxquels ces administrations appartiennent. Celui qui ne se représente comme possible en pratique que ce qu'il a vu jusqu'à présent, celui-là tiendra ce qui est mis ici en avant, comme de la haute théorie. Et il croira que l'ordre des rapports correspondants devra échouer de par la complexification même de ceux-ci. Eh bien, que les rapports soient compliqués ou pas, cela dépendra purement et simplement de l'habileté de ces personnalités qui auront à faire avec leur mise en ordre. Mais personne ne devrait cependant s'opposer, parce qu'il recule de frayeur devant cette soi-disant complexité, à des mesures qui sont présentement exigées par des nécessités relevant de l'histoire universelle. (Que l'on compare pour cela avec les exposés de mon ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale* », p.141).

La vie internationale de l'humanité s'efforce à configurer indépendamment les unes des autres les relations spirituelles entre les peuples et la vie économique des régions territoriales particulières. On tiendra compte de cette nécessité dans l'évolution de l'humanité par la *Dreigliederung* de l'organisme social. Dans la *Dreigliederung* de l'organisme social, la vie juridique, sur une base démocratique, forme le lien entre la vie économique, laquelle établit des relations internationales à partir de ses besoins, et la vie spirituelle, laquelle établit de telles relations à partir de ses énergies propres.

Il se peut qu'à partir des habitudes du penser, auxquelles on s'est adonné jusqu'à présent dans les circonstances étatiques, l'on dépende encore si fortement de la croyance que le changement de ces circonstances soit « inexécutable en pratique » : l'évolution historique passera par dessus cette objection, en détruisant tout ce qui, en tant que mesures provenant de ces habitudes du penser, voudra se maintenir ou bien ré-apparaître. Car, pour les besoins de la vie de l'humanité moderne, continuer de fondre ensemble les domaines spirituel, juridique et économique, devient une impossibilité. Celle-ci c'est bien révélée dans la catastrophe mondiale. Elle repose en effet sur des conflits économiques et de culture de l'esprit, qui résultèrent en formes d'oppositions à l'État et qui durent de ce fait en venir à un arrangement, qui n'est pas possible lorsque seulement la vie spirituelle s'oppose à la vie de l'esprit et les intérêts économiques à la vie économique.

Qu'il soit possible à une formation étatique singulière, sans entrer en conflit avec la vie internationale, d'aller vers une réalisation de la *Dreigliederung*, quand bien même si cette formation

reste encore la seule à réaliser cet accomplissement, c'est ce que l'on peut montrer de la manière suivante.

Un domaine économique, qui dans le cadre d'un État voudrait se former en grande association, ne pourrait pas maintenir des relations avantageuses avec un pays étranger, qui continue de se gérer de manière capitaliste. Des institutions, qui sont analogues à l'État, et qui relèvent d'une gérance économique centralisée, ôtent à la direction d'entreprise la possibilité de livrer des produits à l'étranger correspondant à la demande de celui-ci. Il se peut que relativement à l'acceptation des commandes, une large autonomie soit accordée au directeur d'entreprise, dans l'approvisionnement en matière première, il devrait alors s'en tenir aux instances de gestion de société. Dans la pratique, cet état d'étranglement, entre les demandes de l'étranger et la marche des affaires de la gestion interne, rendrait les relations impossibles. L'importation devrait rencontrer les mêmes difficultés que l'exportation. Celui qui veut démontrer que des relations économiques d'un territoire, qui veut se gérer à partir de fondements socialistes abstraits, n'est pas possible avec un pays étranger capitaliste, a seulement besoin de renvoyer à ces choses, et l'on devra lui en donner le droit naturel de le faire.

L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social ne peut pas être concernée par de telles objections. Elle ne chapeaute pas, de force, un plan d'organisation analogue à celui de l'État sur les relations qui sont données par les intérêts économiques eux-mêmes. Il est dans le sens de cette idée que les administrations des secteurs économiques placés dans la même direction se regroupent en associations, et que de telles associations continuent de s'articuler à d'autres, par lesquelles leurs produits trouvent une diffusion correspondante aux besoins des consommateurs du domaine économique. Une direction d'entreprise, qui travaille pour l'exportation, devra pouvoir opérer dans les échanges commerciaux avec l'étranger sur la base d'une libre initiative ; et elle sera en situation de contracter à l'intérieur du pays de telles alliances avec d'autres associations, qui lui sont les plus utiles dans l'approvisionnement en matières premières et autres choses analogues. La même chose vaudra pour une entreprise d'importation. Il sera seulement de règle, lors de la mise en configuration du circuit économique, qu'au travers de l'échange avec l'étranger, ne soient pas fabriqués ou introduits des produits, dont les coûts de fabrication ou bien les prix d'achat portent préjudice à la population qui travaille à l'intérieur du pays. Le travailleur qui travaille pour l'étranger devra recevoir en compensation salariale de ses produits autant qu'il est nécessaire à sa subsistance. Et des produits qui sont retirés de l'étranger doivent en général avoir un niveau de prix qui les rendent accessibles au travailleur de l'intérieur qui a besoin de les acquérir. Bien entendu, à l'occasion, il peut résulter de la différence des relations économiques entre l'intérieur et l'extérieur du pays que pour certains produits, que l'on doit importer de l'étranger, des prix plus élevés soient rendus nécessaires. On trouvera, si l'on veut y regarder de plus près, que dans les idées qui se trouvent à la base de la *Dreigliederung* de l'organisme social, on a tenu compte de tels faits concrets. Qu'on lise à la page 126 de mon ouvrage, « *Les points essentiels de la question sociale* » ce qui est dit pour un fait de la vie économique qui est analogue à celui caractérisé ici : « Une administration qui n'a à faire qu'avec le circuit de la vie économique, pourra mener à des règlements qui s'avèreront indispensables, d'aventure, à partir de ce circuit. Si une firme ne devait plus être en mesure de payer l'intérêt de leur épargne à ses prêteurs, alors, si cela est cependant reconnu comme correspondant à un besoin, on devra pouvoir financer ce manque à partir des autres firmes économiques, librement de gré à gré, avec toutes les personnes qui y ont part. » Ainsi donc un produit de l'étranger de prix trop élevé pourra être compensé par des versements supplémentaires qui proviennent des firmes, qui vis-à-vis des besoins de ceux qui travaillent chez elles, peuvent livrer à des profits trop élevés.

Celui qui s'efforce en direction des idées sur les lignes de visées directrices de la vie économique, ne pourra justement pas le faire, si ces idées doivent être pratiques, en donnant toutes les indications pour toutes ses détails. Car les particularités de cette vie économique son immensément nombreuses. Mais il devra configurer les idées de manière telle que tout un chacun qui, les

employant conformément à leur nature, sur un cas particulier, se débrouille avec cela d'une manière pratique. On trouvera dans les propositions qui ont été faites dans mon ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale* » que cette manière de venir à bout des difficultés est d'autant mieux organisée que l'on procède d'une manière plus conforme aux faits. On découvrira en particulier que la structure proposée d'un corps économique appartenant à l'organisme social *dreigliederig*, permet des relations économiques sans frein avec l'étranger, même si ce pays étranger ne dispose pas encore de la *Dreigliederung*.

Que cette relation commerciale pût se révéler impossible, cela ne l'affirmera pas celui qui comprend que l'administration autonome de la circulation économique doit être un résultat de l'économie s'efforçant à l'unité sur toute la Terre. Il en est pourtant ainsi que l'économie du terroir comprimée de force dans des formes étatiques singulières, s'efforce de surmonter ces formes étatiques singulières. Un territoire économique, pour lequel on tient compte de cette tendance, il est bien impossible qu'il puisse en venir à faire du tort à d'autres régions, qui s'opposent au développement général de l'économie. Ce qui en résultera, ne peut être plutôt que ceci. Dans l'organisme social *dreigliederig* le rapport du commerce extérieur pourra profiter à la subsistance de toute la population ; dans la *res publica* [*Gemeinwesen*] capitaliste, cela profite à quelques-uns. Le bilan commercial lui-même n'en sera pas préjudiciable, étant donné qu'il est différemment réparti sur les milieux de la population dans l'organisme social *dreigliederig* qu'il ne l'est dans celui qui n'est pas *dreigliederig*.

On voit par là qu'avec la *Dreigliederung*, ce n'est pas une utopie naïve qui est donnée, mais une somme d'impulsions pratiques, la réalisation desquelles peut commencer en chaque point de la vie. Cela distingue cette « idée » des « revendications » abstraites de divers partis socialistes. Ces revendications recherchent des boucs émissaires pour ce qui est devenu insupportable dans la vie sociale. Et ils disent que lorsqu'ils auront trouvés de tels boucs émissaires, il devront être écartés. L'idée de la *Dreigliederung* parle de ce qui doit être, à partir de ce qui existe, si l'on doit faire disparaître ces mauvais effets. Elle veut construire, à l'inverse d'autres idées qui critiquent bien, mais peuvent aussi démolir, sans pour autant donner d'indication sur une reconstruction. Cela est particulièrement révélateur pour celui qui, sans idée préconçue, réfléchit vers quoi, en rapport avec le trafic économique avec l'étranger, devrait être conduit un domaine étatique qui voudrait s'organiser à partir de tels principes édificateurs simplistes. Aux tendances déconstructrices à l'intérieur, s'ajouteraient aussi celles des désaccords sapant la vie à l'égard de l'étranger.

On peut effectivement ne pas douter que les circonstances économiques d'un seul organisme social *dreigliederig* devraient agir en exemple sur l'étranger. Les milieux participants à une répartition équitable des biens aspireront à la *Dreigliederung* dans leur pays, lorsqu'ils verront cette opportunité réalisée chez d'autres. Et avec cette diffusion de l'idée de la *Dreigliederung*, la tendance qui est inhérente à la vie économique de l'époque moderne elle-même et à laquelle elle s'efforce, sera de plus en plus atteinte. Et puisque ces tendances rencontrent aujourd'hui la disgrâce des intérêts d'États qui sont encore puissants en maintes régions du monde, les êtres humains, qui ont une compréhension pour cette *Dreigliederung*, ont besoin de ne pas entraver l'instauration d'un tel domaine économique. Ce qui est dit ici montre qu'il ne peut en résulter de difficultés internationales pour eux dans la vie économique.

Marxisme et *Dreigliederung*

Il est impossible de sortir des complications sociales dans lesquelles l'Europe s'est enfoncée, si certaines revendications sociales qui se sont fait valoir, restent encore longuement dans le manque de clarté sur la manière dont elles sont actuellement altérées. Comment une telle revendication vit dans de vastes milieux Friedrich Engels l'a exprimé par ces mots dans son ouvrage « *L'évolution du socialisme de l'utopie à la science* » (1) : « À la place de la domination sur les personnes s'avancent l'administration des affaires et la gestion de processus de production. » De nombreux meneurs du prolétariat, et avec eux les masses prolétaires elles-mêmes, font profession de foi de cette manière de voir qui prend naissance de ces paroles. D'un certain point de vue, celle-ci est également correcte. Les relations humaines, à partir desquelles les États modernes se sont développés, ont formé des administrations par lesquelles, non seulement des affaires et des processus de production sont réglementés, mais elles régissent aussi les hommes qui sont employés dans les secteurs de la production et dans les affaires. La vie économique englobe l'administration des affaires et des secteurs de la production. Celle-ci a pris des formes dans les temps modernes qui rendent indispensable que le gouvernement des hommes ne puisse plus s'acquitter de leur administration. C'est ce qu'ont reconnu Marx et Engel. Ils dirigèrent leur attention sur la façon dont, dans le circuit économique, le capital et la force du travail humain étaient opérants. Ils éprouvèrent que la vie de l'humanité moderne s'efforce de sortir de la manière adoptée par cette activité. Car cette manière est telle que le capital est devenu la base du pouvoir sur l'énergie du travail humain. Il ne sert pas seulement l'administration des affaires et la direction des processus de production ; il donne le principe directeur du gouvernement des hommes. Marx et Engel en conclurent que l'on devait éloigner le gouvernement sur les hommes des circuits économiques. Leur conclusion est correcte. Car la vie moderne ne tolère pas que les hommes soient uniquement considérés comme des appendices des affaires et des processus de production et soient administrés avec leur gestion.

Mais Marx et Engels croyaient que l'affaire était entendue avec cela, que l'on devait rejeter le gouvernement hors du processus économique et laisser continuer d'exister une administration de l'économie épurée évoluant hors de l'État. Or ils ne virent pas qu'il y avait quelque chose dans le gouvernement qui régulaient les rapports entre les hommes, qui ne pouvait pas resté non réglé et qui ne se régulait pas non plus de soi-même, si elle n'était plus régulée par les exigences de la vie économique de l'ancienne manière. Ils ne virent pas non plus que dans le capital se trouve la source à partir de laquelle afflue l'énergie vers la gestion des affaires et la direction des secteurs de la production. Par le détour du capital, l'esprit humain conduit la vie économique. En administrant les affaires et en dirigeant les secteurs de la production, on ne prend pas soin encore de l'esprit humain, qui prend naissance de créations d'existence sans cesse renouvelées, et qui doit pourvoir sans cesse la vie économique en énergies nouvelles, si elle ne doit pas d'abord s'engourdir et ensuite dépérir complètement.

Ce que Marx et Engels virent était juste : que l'administration du circuit économique ne devait rien renfermer de ce qu'un gouvernement signifie sur les hommes et qu'au capital, qui sert ce circuit, ne doit pas échoir non plus le pouvoir sur l'esprit humain qui lui indique son chemin. Mais il est devenu funeste qu'ils crurent tous deux que les rapports mutuels entre les hommes, réglés par le gouvernement, et la direction de la vie économique par l'esprit humain, pussent exister ensuite d'eux-mêmes si cela ne procède plus de l'administration de l'économie.

L'épuration de la vie économique, à savoir sa restriction à l'administration des affaires et à la direction des processus de production, est seulement possible si, à la place de l'ancien gouvernement, apparaît quelque chose d'autre qui fasse de l'esprit humain le véritable directeur du circuit économique. L'idée de l'organisme social *dreigliederig* prend en compte cette exigence. L'administration de la vie spirituelle, qui est fondée sur elle-même, pourvoira la vie économique en énergies de l'esprit humain, qui peuvent la féconder en la faisant progresser à neuf, si sur son propre terrain l'administration de la vie spirituelle elle gère simplement les affaires et régule les secteurs de

la production. Et l'élément du droit de l'organisme social, séparé du domaine spirituel et de celui économique, réglementera quant à lui les rapports humains de manière telle que peuvent les réglementer démocratiquement un être humain devenu majeur en face d'un autre être humain majeur, sans que lors de cette réglementation n'intervienne le pouvoir que l'un puisse avoir sur l'autre par des énergies individuelles plus fortes ou bien pour des raisons économiques.

Le point de vue de Marx et Engels était en rapport avec l'exigence d'une reconfiguration de la vie économique : mais il était unilatéral. Ils ne virent pas que la vie économique ne peut se libérer que si elle place à côté d'elle-même une vie libre du droit et une culture libre de l'esprit. Quelles formes doit adopter à l'avenir la vie économique, seul peut le voir celui qui est au clair sur le fait que l'orientation économique capitaliste doit passer dans le spirituel immédiat, à savoir qu'elle doit passer de la régulation des rapports humains résultant du pouvoir économique dans l'immédiatement humain. La prétention d'une vie économique, dans laquelle seules des affaires et des processus de production sont menés, ne peut jamais être réalisée si elle est revendiquée seulement pour elle-même. Celui qui l'élève pourtant, celui là veut créer une vie économique qui rejette d'elle-même ce qu'elle a jusque là porté en elle comme une nécessité existentielle, et qui doit pourtant exister.

À partir de tout autres fondements de la vie, mais sur la base d'une expérience fondamentale, Goethe a forgé deux phrases (2) qui sont cependant pleinement valables pour maintes exigences sociales de notre temps. L'une dit : « Une vérité insuffisante continue d'agir longtemps ; au lieu d'une pleine clarification, surgit cependant tout d'un coup une fausseté aveuglante ; celle-ci suffit au monde et des siècles s'en trouvent ainsi fascinés. » L'autre dit : « Des concepts généraux et une grande présomption sont toujours en train d'occasionner un épouvantable malheur. » Par ma foi !, le marxisme qui n'est pas enseigné par les circonstances de notre époque est une « vérité insuffisante », qui malgré son insuffisance, agit cependant dans la conception du monde prolétaire ; mais après la catastrophe de la Guerre mondiale, vis-à-vis des vraies exigences de l'époque, c'est une « fausseté aveuglante » qui doit être empêchée de continuer de « fasciner pendant des siècles ». Penchera en faveur de cet empêchement, celui qui reconnaît dans quel malheur le prolétariat court par sa « vérité insuffisante ». De cette « vérité insuffisante » sont réellement devenus des « concepts généraux », dont les porteurs, à partir d'une infatuation qui n'est pas mince, refusent tout en taxant d'utopie tout ce qui s'efforce de mettre en lieu et place de leurs généralités utopiques, des réalités de la vie.

Notes :

- (1) Friedrich Engels, 1820-1895, « *L'évolution du socialisme de l'utopie à la science* » (1891), 6^{ème} édition, Berlin 1919.
- (2) Citations tirées de « *Aphorismes en prose* ».

Libre école et *Dreigliederung*

L'entretien public de la vie spirituelle dans l'éducation et l'école est devenu de plus en plus ces temps derniers une affaire de l'État. Que l'enseignement soit une affaire dont un État doit se charger, voilà qui s'enracine si profondément dans la conscience des hommes que celui qui présume devoir ébranler ce jugement est considéré comme un « idéologue » étranger au monde. Et pourtant il se présente justement là, dans ce domaine de la vie, quelque chose qui nécessite la plus sérieuse de toutes les considérations. Car ceux qui pensent de façon à laisser entendre ce « caractère insolite », ne soupçonnent même pas quelle cause insolite ils soutiennent eux-mêmes ainsi. Notre enseignement porte tout particulièrement les traits de caractère en soi, qui reflètent les courants du déclin de la vie culturelle de l'humanité d'aujourd'hui. Les formations étatiques modernes, avec leur structure sociale, ne sont plus à la hauteur des exigences de la vie. Elles révèlent, par exemple, une configuration qui ne suffit plus aux exigences économique de l'humanité moderne. Elles ont marqué aussi l'enseignement de leur esprit arriéré, de sorte qu'après l'avoir arraché aux communautés religieuses, elles l'ont placé en totale dépendance d'eux-mêmes. L'école à tous ses degrés, forme l'être humain de la manière dont l'État en a besoin pour les productions qu'il tient pour nécessaires. Dans les institutions de l'école se reflètent les besoins de l'État. Certes, on parle bien d'une formation humaine générale et d'autres choses analogues, que l'on veut s'efforcer d'atteindre ; mais l'être humain moderne se ressent inconsciemment si fortement comme un membre de l'ordre étatique, qu'il ne remarque absolument pas comment il parle de la formation humaine générale en voulant simplement dire en vérité, qu'il vise la formation de serviteurs utilisables par l'État.

Sous ce rapport, les convictions de ceux d'aujourd'hui qui pensent en socialistes, ne promettent rien de bon. On veut transformer l'ancien État en une grosse organisation économique. Et c'est à l'intérieur de celle-ci que l'école de l'État doit se poursuivre. Cette continuation augmenterait toutes les erreurs de l'école actuelle de la plus inquiétante manière. Jusqu'à présent, il se trouvait dans cette école maintes choses qui provenaient d'époques dans lesquelles l'État n'était pas encore le souverain de l'instruction publique. On ne peut naturellement pas souhaiter le retour de la domination du spirituel qui provenait de ces époques anciennes. Mais on devrait s'efforcer de porter jusque dans l'école cet esprit nouveau de l'humanité qui a continué à évoluer. Cet esprit n'y sera pas, si l'on transforme l'État en une organisation économique et que l'on réorganise l'école d'une manière telle qu'il en sorte des femmes et des hommes qui peuvent être les plus utiles des machines effectuant un travail au sein de cette organisation économique. Que l'on se représente théoriquement, sous cette école unitaire, quelque chose de très joli, ce n'est pas cela qui importe. Car, si l'on arrange l'école comme un membre organique d'une organisation économique, alors elle ne peut pas être quelque chose de joli.

Ce qui doit importer à l'époque actuelle, c'est d'ancrer entièrement l'école dans une libre vie de l'esprit. Ce qui doit être enseigné et éduqué, cela ne doit être emprunté qu'à la connaissance de l'être humain en devenir et de ses dispositions individuelles. Une anthropologie authentique doit donc être la base de l'éducation et des enseignements. On ne doit pas se demander ce qu'un être humain a besoin de savoir et a besoin de savoir faire pour l'ordre sociale qui existe mais : qu'elle est la prédisposition en l'être humain et qu'est-ce qui peut être développé chez lui. Ensuite, il sera possible de pourvoir l'ordre social d'énergies toujours nouvelles à partir de la génération qui monte. Alors dans cet ordre social, la vie devient toujours ce que les hommes complets, en entrant en elle, en feront ; mais on ne doit pas faire de la génération qui monte ce que l'ordre social existant veut en faire.

Un rapport sain entre l'école et une organisation sociale existe seulement si, à cette dernière, sont amenées sans cesse de nouvelles prédispositions humaines formées selon un développement sans entrave. Cela ne peut se produire que si l'école et l'instruction publique au sein de l'organisme social sont placées sur le terrain de leur propre administration. La vie de l'État et de l'économie

doivent recevoir les êtres humains formés à partir de la vie spirituelle autonome ; mais ils ne doivent pas pouvoir se voir imposer néanmoins, selon les nécessités, leurs parcours de formation. Ce qu'un être humains doit savoir et pouvoir faire à un âge déterminé de la vie, cela doit résulter de sa nature propre. L'État et l'économie doivent être organisés de manière appropriée aux exigences de la nature humaine. Ce ne sont ni l'État, ni l'économie qui ont à dire comment nous avons besoin de l'être humain pour une fonction déterminée ; examinons donc les êtres humains dont nous avons besoin et veillons tout d'abord à ce qu'ils sachent et connaissent ce qu'il nous faut ; mais la composante spirituelle de l'organisme social doit, à partir de sa propre administration, mener les êtres doués, d'une manière appropriée à leur nature, à un certain degré de formation, et l'État et l'économie doivent s'organiser conformément aux résultats du travail au sein de la composante spirituelle de l'organisme social.

Étant donné que la vie de l'État et celle de l'économie ne sont en rien détachées de la nature humaine, mais sont le résultat de cette nature humaine, il n'y a donc jamais à redouter qu'une vie spirituelle réellement libre, fondée sur elle-même, forme des êtres humains qui ne connaissent rien à la vie. Par contre, surgissent de tels êtres humains qui ne connaissent rien à la vie dans le cas où les institutions de l'État ou de l'économie réglementent à partir d'elles-mêmes l'école et l'instruction publique. Car dans l'État et l'économie doivent être adoptés les aspects de ce qui existe et du devenu. Pour le développement de l'être humain en devenir, on a besoin de toute autres lignes de conduites du penser et des sentiments. On ne se tire correctement d'affaire, en tant qu'éducateur et enseignant, que lorsqu'on fait face, d'une manière libre et individuelle, à celui que l'on a à éduquer et à qui on a à enseigner. Pour ce qui est des lignes de conduite de l'action, on doit seulement se savoir dépendants de *connaissances* sur la nature humaine, sur la nature de l'ordre social et choses analogues, et non pas de *prescriptions* ou de *lois*, qui sont données de l'extérieur. Si l'on veut sérieusement former la transition depuis l'ordre social actuel à celui gouvernés par les aspects sociaux, on ne devra pas craindre de placer la vie de l'esprit — avec l'instruction publique et l'enseignement — dans une administration qui lui sera propre. Car à partir d'une telle composante autonome de l'organisme social, des êtres humains sortiront avec ardeur et envie d'agir dans l'organisme social ; À partir d'une école réglementée par l'État ou par la vie économique, ne peuvent sortir que des hommes à qui font défaut cette ardeur et cette envie, car ils ressentent le contrecoup d'une domination comme quelque chose de mortifère, avant d'être des citoyens et des collaborateurs de cet État ou de cette économie. L'homme en devenir doit grandir par l'énergie de l'éducateur et de l'enseignant indépendants de l'État et de l'économie, qui peuvent librement développer les facultés individuelles, car les leurs peuvent régner en liberté.

Dans mon ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités du présent et du futur* », je me suis efforcé de montrer, que dans la conception de la vie conforme au parti des dirigeants socialistes, ne continue de vivre, pour l'essentiel, que le monde conceptuel de la bourgeoisie, poussé à un certain extrême, de ces derniers trois ou quatre siècles. C'est l'illusion des socialistes de penser que leurs idées représentent une rupture totale avec ce monde conceptuel. Ce n'est pas cela qui se présente chez eux, mais seulement la coloration particulière de la conception de la vie bourgeoise émanant du sentiment et de la sensibilité du prolétariat. Ceci se manifeste tout particulièrement fortement dans la position, que ces dirigeants socialistes adoptent à l'égard de la vie de l'esprit et de son mode d'intégration à l'organisme social. Par l'importance extraordinaire de la vie économique dans l'organisation bourgeoise de la société du siècle dernier, la vie de l'esprit est tombée dans une forte dépendance de la vie économique. La conscience d'une vie de l'esprit qui se fonde elle-même et à laquelle l'âme humaine participe, s'est donc perdue. Contemplation de la nature et industrialisme ont provoqué ensemble cette disparition. Se rattache aussi à cela la manière dont à l'époque moderne on a intégré l'école dans l'organisme social. La chose capitale fut de rendre l'être humain utilisable pour la vie extérieure dans l'État et l'économie. On a de moins en moins réfléchi au fait qu'en tout premier lieu, il est un être d'âme devant être pénétré de la conscience de sa connexion à un ordre de l'esprit des choses, et que par cette connexion, *sa conscience* donne un sens à l'État et à l'économie. Les têtes se dirigèrent donc de moins en moins

selon l'ordre spirituel du monde, et de plus en plus selon les circonstances de la production industrielle. Par la bourgeoisie, ceci fit naître une orientation sentimentale de la vie de l'âme. Les meneurs prolétaires en firent une conception théorique de vie, un dogme de vie.

Ce dogme de vie deviendrait dévastateur dans l'avenir, s'il voulait devenir fondamental dans la mise en place d'une instruction publique. Étant donné qu'en réalité, à partir d'une organisation économique si parfaite de l'organisme social, il ne peut résulter, en effet, aucun soin d'une vie authentique de l'esprit, et en particulier aussi, aucun aménagement productif de l'instruction publique, cette orientation devait donc d'abord être amenée par la continuation de l'ancien monde conceptuel. Les partis, qui veulent être les porteurs d'une nouvelle organisation de la vie, devaient donc continuer de laisser la spiritualité dans les écoles aux mains des porteurs des anciennes conceptions du monde. Mais comme, dans de telles circonstances, une connexion intérieure de la génération montante ne peut pas encore survenir avec ce que l'ancienne continuait de cultiver, la vie spirituelle devait nécessairement se corrompre de plus en plus. Les âmes de cette génération seraient dévastées par ce maintien insincère dans une conception de la vie, qui ne pût devenir pour eux une source d'énergie. Les êtres humains deviendraient des êtres aux âmes grises et vides au sein d'un ordre de société prenant naissance de l'industrialisme.

Pour que cela ne se produise pas, le mouvement pour la *Dreigliederung* de l'organisme social s'efforce d'arriver à la séparation complète de l'enseignement d'avec la vie de l'état et d'avec celle de l'économie. L'articulation et la configuration sociales des personnalités qui participent à l'enseignement ne doivent dépendre d'aucun autre pouvoir qu'uniquement celui des personnes qui collaborent avec elles à cette tâche. L'administration des établissements d'instruction, les dispositions pédagogiques des plans et des objectifs des études, ne doivent être menées à bien que par des personnes qui enseignent *en même temps*, ou sinon s'activent d'une manière productive au sein de la vie de l'esprit. Chacune de ces personnes partagerait son temps entre les cours ou autres créations spirituelles et l'administration de l'enseignement. Celui qui a la possibilité de se laisser engager dans un jugement sans idée préconçue sur la vie de l'esprit, celui-là peut voir que l'énergie vivante dont on a besoin pour organiser et administrer l'éducation et l'instruction publiques, ne peut grandir que dans l'âme, que si l'on se maintient très concrètement au beau milieu des activités de cours ou d'autres productions de l'esprit.

Pleinement d'accord avec cela sera seulement celui qui, pour notre temps présent, considère sans préjugé la manière dont une nouvelle source de vie spirituelle doit jaillir pour la restauration de notre ordre social effondré. Dans l'essai « *Marxisme et Dreigliederung* » j'ai fait allusion aux idées de Engels, justes, mais unilatérales : « À la place du gouvernement sur les personnes, surgit l'administration des choses et la direction des processus de production ». Aussi juste que cela soit, aussi vraie est l'autre affirmation, que dans les ordres de la sociétés du passé, la vie de l'être humain n'était possible que parce que les êtres humains étaient gouvernés en même temps que la direction des processus de production économique. Que cesse cette double gouvernance, alors les êtres humains doivent recevoir de la vie de l'esprit libre et édifiée sur elle-même, les impulsions qui opéraient en eux jusqu'à présent au travers des impulsions du gouvernement.

À tout cela s'ajoute encore autre chose. La vie de l'esprit ne peut prospérer, que si elle peut se développer comme une unité. C'est du même développement des forces des âmes, à partir desquelles provient une conception du monde soutenant d'une manière satisfaisante les hommes, que doit provenir aussi l'énergie productive qui fait de l'être humain un vrai collaborateur dans la vie économique. Des êtres humains ayant un sens pratique pour la vie extérieure proviendront pourtant aussi d'une telle instruction publique, qui a aussi la capacité de développer d'une manière saine les hautes impulsions de conception du monde. Un ordre sociétal, qui n'administre que des affaires et ne conduit que des processus de production, devrait peu à peu prendre une voie tout à fait fautive, si l'on ne le pourvoyait pas en hommes aux âmes sainement développées.

Une réédification de notre vie sociale doit, pour cette raison, acquérir l'énergie d'organiser une instruction publique autonome. Si des hommes ne doivent plus « régner » sur des hommes comme cela était le cas dans l'ancienne manière, alors la possibilité doit être créée que l'esprit libre en tout âme humaine soit si vigoureux, qu'il soit à chaque fois, au sein des individualités humaines, le réel conducteur de la vie. Mais cet esprit ne se laisse pas opprimer. Des institutions qui voudraient réglementer l'instruction publique à partir de simples aspects issus d'un ordre économique, seraient une tentative vers ce genre d'oppression. Elle mènerait en outre à ce que l'esprit libre se révolterait constamment à partir de ses fondements de nature. Le bouleversement continu de l'édifice social serait la conséquence inéluctable d'un ordre qui, à partir de la conduite des processus de production voudrait en même temps organiser l'instruction publique.

Pour celui qui domine du regard de telles choses, la fondation d'une communauté humaine qui s'efforce d'atteindre la liberté et l'autonomie administrative de l'éducation et de l'instruction publique, devient la plus importante des exigences de l'époque. Toutes les autres nécessités urgentes de l'époque ne pourront pas trouver de satisfaction si, dans ce domaine, ce qui relève du droit n'est pas examiné. Et il ne faut en vérité qu'un regard dépourvu de préjugés sur la configuration de notre actuelle vie de l'esprit, avec son désordre, avec sa faible capacité pour les âmes humaines, pour comprendre ce droit.

Ce qu'il faut

On ne trouvera pas le sens de la réalité, qui vit dans l'idée du *Dreigliederung*, si l'on compare celle-ci avec ce qu'on s'est approprié de possiblement pratique à partir des traditions, dans lesquelles on a grandi par l'éducation et les habitudes de vie. Que ces traditions aient mené à des habitudes de penser et de sentir, que la vie a dépassées, c'est en effet justement la raison de notre imbroglio social et d'état. C'est pourquoi, celui qui dit : la *Dreigliederung* ne prend pas en compte à partir de quelles impulsions jusqu'à présent les institutions humaines ont grandi, celui-là vit dans l'erreur de croire que l'effort couronné de succès sur ces impulsions soit un péché contre tout ordre social éventuel. Cependant, l'idée de la *Dreigliederung* est édifiée sur la connaissance que la croyance en une énergie qui continue d'être porteuse de ces impulsions forme l'obstacle le plus puissant pour une impulsion de progrès comptant avec l'actuel degré de développement de l'humanité.

Que les anciennes impulsions ne puissent continuer d'être cultivées, on doit le reconnaître à partir du fait concret qu'elles ont perdu leur énergie d'impact dans le travail productif des hommes. Les anciennes instigations économiques de la rentabilité du capital et du rapport de revenu ne pouvaient affirmer leur énergie d'impact, qu'aussi longtemps qu'il y avait encore assez de biens de vie de reste, vis-à-vis duquel l'être humain pouvait encore développer inclination et amour. Ces biens de la vie se révèlent nettement épuisés avec l'époque qui vient de finir. Et les êtres humains devinrent de plus en plus nombreux qui ne surent plus, en tant que capitalistes, pourquoi le capital devait être accumulé ; de plus en plus nombreux furent aussi les hommes qui, se trouvant dans une relation salariale, ne surent plus pourquoi ils travaillaient.

L'épuisement des instigations agissant dans les structures de l'État se révéla en ce que dans ces tout derniers temps, pour de nombreux êtres humains, cela devint une chose allant de soi de considérer l'État comme une fin en soi et d'oublier, que l'État est là pour l'amour des hommes. On peut seulement considérer l'État comme une fin en soi, si l'on a si largement égaré l'affirmation du soi intérieure et individuelle, que l'on ne revendique *plus* pour cette auto-affirmation et à partir d'elle les institutions d'État correspondantes. C'est-à-dire qu'alors, on doit aller rechercher dans toutes sortes d'institutions de l'État, ce dont la nature tente d'aller à l'encontre de ses véritables missions. On sera exaucés, en s'en remettant *plus* aux institutions de l'État, qu'à l'affirmation de soi des hommes qui sont réunis en lui. Chacun de ces « *plus d'État* » est cependant un témoignage pour un *moins* d'êtres humains soutenant l'État.

Dans la vie spirituelle se manifeste la stérilité des anciennes instigations dans la défiance que l'on présente principalement à l'encontre de l'esprit. Ce qui émane des circonstances de la vie non spirituelle, pour cela on a des intérêts ; là-dessus on se forme des intuitions intellectuelles et des idées. Ce qui provient de la production spirituelle, on préfère au mieux le considérer comme relevant de la disposition personnelle de l'être humain qui le produit. On l'entrave plutôt que de l'encourager lorsqu'on veut que cela soit accueilli dans la vie publique. Cela fait partie des particularités les plus répandues parmi les hommes de notre époque qu'un sens ouvert pour les productions de l'esprit chez leurs contemporains leur fasse défaut.

Le temps présent a besoin de tourner les yeux sur cette détérioration qui est la sienne, en rapport aux impulsions économiques, étatiques et spirituelles. À partir de ce regard doit s'enflammer un vouloir social énergique. Avant de méconnaître que dans notre détresse économique, étatique et spirituelle, ce ne sont pas simplement des circonstances extérieures de la vie qui agissent, mais c'est la disposition des âmes des hommes modernes qui en est le fondement et qui n'est pas encore donnée en vue d'une refondation indispensable.

Une dissension est entrée dans l'état d'âme de l'humanité. Dans les élans instinctifs, inconscients de la nature humaine, quelque chose de nouveau fait du tapage. Dans le penser conscient les anciennes idées ne veulent plus suivre les élans instinctifs. Mais si les meilleurs élans instinctifs ne sont plus

illuminés par des idées qui leur correspondent, alors ils deviennent barbares, bestiaux. L'humanité du présent s'enfoncé dans une conjoncture dangereuse au travers de l'animalisation de ses instincts. Le salut n'est à découvrir que dans un effort pour acquérir de nouvelles idées pour une nouvelle condition du monde.

Un appel à la socialisation qui ne tient pas compte de ceci, ne peut conduire à rien de bon. La crainte de considérer l'être humain comme un être d'âme et d'esprit, doit être surmontée. Une transformation unilatérale de la vie économique, une reconfiguration unilatérale de la structure de l'État, sans prendre soin d'une disposition des âmes socialement saine et féconde, est propre à bercer l'humanité d'illusions, au lieu de pénétrer au cœur de la réalité. Et parce que quelques-uns seulement sont en mesure de se décider à envisager la question vitale de notre présent et du prochain futur dans le sens le plus large comme une question d'institutions extérieures et de renouvellement intérieur, voilà pourquoi nous progressons si lentement sur la voie d'une reconfiguration sociale. Si beaucoup disent : le renouvellement intérieur requerra un temps long, on ne devrait pas le précipiter, alors perce sous de tels discours la crainte devant ce renouvellement. Car la juste atmosphère ne peut être que *celle-ci* : tout envisager énergiquement, de ce qui peut mener au renouvellement et veiller ensuite comment, lentement ou rapidement, l'allure de la vie progressera.

Les événements de ces dernières années ont répandu une certaine lassitude dans les dispositions des âmes de nos contemporains. Pour l'amour des générations à venir, pour l'amour de la culture de l'avenir proche, cette lassitude doit être combattue. C'est à partir de telles sensibilités qu'a surgi l'idée du *Dreigliederung* dans le public. Elle peut être incomplète, elle peut être tout de travers ; ses porteurs comprendront qu'on la combatte à partir des points de vue d'autres idées nouvelles. Qu'on la trouve souvent « incompréhensible », parce qu'elle contredit l'ancien auquel on s'est habitué, cela ses porteurs ne peuvent pas la considérer comme un signe que chez de tels adversaires on entend bien l'appel, comme on devrait le croire, qui se laisse suffisamment nettement percevoir à partir de l'évolution de l'humanité pour notre temps.

Capacité de travail, volonté de travail et organisme social *dreigliederig*

Des personnes pensantes en socialistes voient jusqu'à présent, au sein de la vie économique, dans la forme du gain, une stimulation au travail, de la mise à l'écart duquel dépend l'apparition de conditions sociales plus saines qu'elles ne le sont jusqu'à maintenant. Pour de telles personnes, la question devient pressante : Qu'est-ce qui prédisposera les êtres humains à mettre leurs facultés, dans une mesure nécessairement vigoureuse, au service de la production économique, si l'égoïsme, qui trouve sa satisfaction dans le gain, ne peut plus se donner du bon temps ? On ne peut pas dire qu'avec cette question on fait preuve de suffisamment de sollicitude à l'égard de ceux qui pensent en terme de socialisation. L'exigence qu'à l'avenir, l'être humain ne peut plus travailler pour lui seul, mais doit travailler « pour la communauté », reste dénuée de consistance, aussi longtemps que l'on ne peut pas développer des connaissances conformes à la réalité, sur quelle manière on peut déterminer les âmes humaines afin qu'elles travaillent tout aussi volontairement pour la communauté que pour elles-mêmes. Sans doute que l'on pourrait s'abandonner à l'opinion qu'une administration centrale placerait chaque être humain à son poste de travail, et ensuite, par cette organisation du travail, il serait aussi possible de répartir les produits du travail d'une manière correcte à partir de l'administration centrale. Toutefois une telle opinion repose sur une illusion. Elle compte certes ainsi que les êtres humains ont des besoins de consommation et qu'ils doivent être satisfaits ; mais elle ne compte pas sur la simple conscience que l'existence de ces besoins de consommation ne fait pas naître chez l'être humain un dévouement à la production, s'il ne doit pas produire pour lui, mais pour la communauté. Au travers de cette simple conscience de travailler pour la communauté, il ne ressentira aucune satisfaction. C'est pourquoi il ne pourra en ressortir aucune instigation au travail pour lui.

On devrait deviner que l'on doit donc créer une nouvelle incitation au travail, dans l'instant où l'on pense écarter l'ancienne de l'égoïsme du gain. Une administration économique, qui n'a pas ce gain au sein de la circulation de ses énergies opérantes, ne peut exercer principalement d'elle-même aucun effet sur la volonté de travail humaine. Et précisément à cause qu'elle *ne* le peut *pas*, elle accomplit une exigence sociale, à laquelle une grande partie de l'humanité est parvenue au degré actuel de son évolution. Cette partie de l'humanité ne veut plus être amenée au travail par contrainte économique. Elle voudrait travailler à partir de motivations plus conformes à la dignité de l'être humain. Sans doute que cette exigence chez de nombreux êtres humains, à laquelle on doit penser lors de son élévation, est plus ou moins inconsciente, instinctive ; mais dans la vie sociale, de telles impulsions inconscientes, instinctives, signifient quelque chose de largement plus important que les idées, que l'on met en avant consciemment. Ces idées conscientes sont souvent redevables de leur origine seulement au fait concret que les êtres humains ne disposent pas de l'énergie spirituelle pour démêler réellement ce qui se passe en eux. Si l'on s'occupe de telles idées, alors on se meut dans l'inconsistance. C'est pourquoi il est indispensable, en dépit de l'aspect illusoire de telles idées superficielles, de diriger l'attention sur de vraies exigences des êtres humains, comme celles caractérisées. D'un autre côté, il n'est pas contestable non plus que de bas instincts humains font des leurs dans une époque comme celle actuelle, où la vie sociale roule des vagues sauvages. Mais on n'étouffera pas la revendication d'une existence digne de l'être humain, *justifiée*, en étant levée dans le sens précisé ci-dessus, lorsqu'on tire profit du gouvernement des bas instincts humains, pour aussi les incriminer.

Si une organisation de l'essence économique est censée naître, qui ne peut avoir aucune action sur la volonté de travail des êtres humains, alors cet effet doit venir d'une autre organisation. L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme sociale tient compte du fait que la vie économique, au degré de développement atteint par l'humanité civilisée du temps présent, ne doit s'épuiser que dans l'économie. L'administration d'une telle vie économique pourra fixer par ses organes, quelle est l'ampleur des besoins de consommation ; comment les produits pourront de la meilleure façon être apportés aux consommateurs ; à quelle échelle tel ou tel produit doit être fabriqué. À elle seule, elle n'aura aucun moyen d'engendrer la volonté de produire chez l'être humain ; et elle ne sera pas non

plus en situation de concerner les institutions d'éducation et d'instruction publique, par lesquelles ces facultés individuelles des êtres humains sont cultivées, qui doivent former les sources de l'économie ; dans l'ancien système économique suffisant jusqu'à présent, les êtres humains cultivaient ces facultés, parce qu'ils pouvaient justement s'abandonner à l'espoir d'en retirer un gain personnel. Ce serait une erreur funeste que de vouloir croire la simple offre de la part des administrations économiques, qui n'ont en vue que les affaires, pût agir en faisant envie sur la formation des facultés humaines individuelles, et qu'une telle offre eût assez de force pour amener l'être humain à mettre en ligne sa volonté de travail. Que l'on ne s'abandonne pas à cette erreur, c'est ce que veut l'idée du *Dreigliederung* de l'organisme social. Elle veut créer un domaine, dans la libre vie de l'esprit qui se fonde sur elle-même, dans lequel l'être humain apprend à comprendre d'une manière pleine de vie, ce qu'est la société humaine pour laquelle il doit travailler ; un domaine dans lequel il apprend à démêler l'importance d'un travail individuel dans l'ordonnement de toute la société, de sorte qu'il apprend à *aimer* ce travail singulier, à cause de sa valeur envers la totalité. Cette vie de l'esprit veut créer les fondements, qui peuvent être un succédané à l'instigation qui vient de la convoitise du gain personnel. Ce n'est que dans une libre vie de l'esprit que peut naître un tel amour pour l'ordonnement de la société humaine. Si l'on ne veut pas penser cultiver un tel amour dans une libre vie de l'esprit, alors on renonce à tous les efforts vers une réédification de l'ordonnement social. Celui qui doute que les êtres humains soient éduquables à un tel amour, alors celui-là *doit* aussi douter de la possibilité d'exclure le gain personnel de la vie économique. Celui qui ne peut pas croire qu'une libre vie de l'esprit engendre un tel amour chez l'être humain, celui-là ne sait justement pas que la dépendance de la vie spirituelle de l'État et de l'économie fait naître l'appât du gain personnel, et que cette appât *n'est pas* un résultat élémentaire de la nature humaine. C'est sur cette erreur que repose le fait que l'on dise fréquemment que pour réaliser la *Dreigliederung* d'autres hommes que ceux actuels seraient nécessaires. Non, les hommes seront éduqués par l'organisme *dreigliederig* autrement qu'ils l'étaient jusqu'à présent par l'ordre de l'état et de l'économie.

Et comme la libre vie de l'esprit engendrera les incitations à la formation des facultés individuelles, de même la vie juridique démocratiquement orientée donnera les impulsions nécessaires à la volonté de travailler. Dans les relations réelles qui s'instaureront entre les êtres humains unis dans un ordre social, lorsque tout homme majeur sera égal en droit à tout homme majeur, il peut se produire que la volonté s'enflamme de travailler « pour la communauté ». On devrait réfléchir qu'au moyen de tels rapports naît d'abord un sentiment authentique de faire partie d'une communauté et à partir de ce sentiment, la volonté de travailler peut grandir. Car dans la réalité, un tel état de droit pourra avoir comme conséquence que chaque être humain en pleine conscience se trouvera d'une manière vivante dans les champs des travaux à accomplir. Il saura pourquoi il travaille ; et il voudra travailler au sein de la communauté de travail, dans laquelle il se sentira intégré *par sa volonté*.

Celui qui reconnaît l'idée du *Dreigliederung* de l'organisme social, perce à jour le fait que la grande confédération avec une structure conforme à l'État, à laquelle s'efforce le socialisme marxiste, ne peut engendrer aucune incitation à la faculté de travailler et à la volonté au travail. Il veut qu'au-dessus de la réalité de l'ordonnement de la vie extérieure, ne soit plus oubliée l'entité réelle de l'être humain. Car la pratique de la vie ne peut pas faire simplement les comptes avec des institutions extérieures ; elle doit introduire dans ces comptes mêmes *ce qu'est l'être humain et ce qu'il peut devenir*.

Aveuglement socialiste des âmes

Il semble que de nombreux hommes ne peuvent pas se retrouver dans l'idée de la *Dreigliederung* pour la raison qu'ils redoutent que cette idée veuille faire éclater dans l'organisation de la vie sociale ce qui doit en réalité agir au sein d'une unité indivise. Cela étant, il est juste que l'être humain actif dans la vie économique en vienne à des relations correctes par ses affaires à l'égard de son semblable, et que sa vie spirituelle soit dépendante de ces relations juridiques et aussi conditionnée par sa situation économique. En l'être humain, ces trois participations actives à la vie sont réunies ; en menant sa vie il est empêtré dans la totalité de ces trois domaines.

Mais existe-t-il une raison pour laquelle ces trois activités de la vie soient gouvernées à partir d'un seul *point central* ? Et y a-t-il une condition que toutes trois soient administrées selon les mêmes principes ? Dans l'être humain et son activité convergent pourtant beaucoup de choses qui proviennent des sources les plus diverses ; il est dépendant des qualités qu'il a héritées de ses ancêtres. Il pense, mais agit aussi au sens de ce qu'a fait de lui l'éducation apportée par d'autres êtres humains, qui ne lui sont pas apparentés. Combien serait-il curieux que quelqu'un voulût affirmer que l'être humain serait déchiré dans son unité, parce que de divers côtés l'hérédité et l'éducation agissent sur lui ? Ne doit-on pas dire au contraire que l'être humain reste incomplet si l'hérédité et l'éducation agissent à partir d'une *seule et unique* source sur la conformation de sa vie ?

Ce qui doit ainsi affluer en l'être humain de divers côtés pour correspondre, justement par cette diversité, aux besoins de son essence, cela on le *comprend* bien, parce que ne pas le comprendre serait absurde. Mais on ne veut pas se commettre avec la connaissance que l'évolution des facultés spirituelle, la mise en ordre des relations juridiques, l'organisation de la vie économique, peuvent seulement accueillir correctement dans leur milieu ensuite l'être humain, à la condition qu'à l'intérieur de l'ordre social dans lequel il vit, elles soient réglementées à partir de divers centres et selon divers points de vue. Une vie économique, qui met en ordre d'elle-même les droits de l'homme économique et qui laisse éduquer et enseigner les hommes par les intérêts régnant en elle-même, fait de l'être humain un rouage du mécanisme économique. Cela porte atteinte à son esprit, qui ne peut se déployer librement que s'il se déploie conformément à ses propres impulsions. S'étiolent également les relations de sa sensibilité à l'égard de ses semblables, qui ne veulent pas être concernés par la position qu'il adopte vis-à-vis d'eux au travers de sa situation économique ; qui font pression beaucoup plus vers un règlement au sens de l'égalité de tous les êtres humains, en référence avec ce qui relève du purement humain. — Une vie du droit ou de l'État, qui administre le développement des facultés humaines individuelles, opprime ce développement en pesant lourdement sur lui ; car c'est à partir des intérêts conformes à sa nature que la tendance évolue ensuite de déployer ses facultés à partir de *ses* besoins, et non pas à partir de ceux de sa propre nature, si la meilleure volonté existe au début de tenir compte des particularités propres à l'être humain. Et une telle vie juridique impose ensuite un caractère aux ramifications économiques dans lesquelles il s'emploie, qui ne vient pas lui-même des besoins économiques. Au sein d'une *telle* vie du droit, l'être humain est spirituellement opprimé et économiquement entravé par la mise en tutelle du déploiement des intérêts appropriés à son essence. — Une vie de l'esprit, qui voudrait se déterminer à partir de rapports juridiques, devrait en venir également, à partir de l'inégalité des facultés humaines, à une inégalité en droits ; et elle devrait donc abjurer sa vraie nature, si elle se laissait déterminer en s'abandonnant aux intérêts économiques. Dans une culture de l'esprit de cette nature, l'être humain ne pourrait pas en venir à ce que peut être vraiment l'esprit pour sa vie ; car il verrait l'esprit perdant toute dignité par l'injustice et s'altérant par ses objectifs économiques.

C'est l'humanité du monde civilisé dans sa situation actuelle qui en est arrivée au fait que les trois domaines de vie, en rapport avec beaucoup de choses au cours des derniers siècles, se sont soudés à l'État unitaire. Et l'agitation de l'époque actuelle consiste dans ce qu'un grand nombre incalculable d'êtres humains se voit inconsciemment poussé, en fonction du caractère propre à leur aspiration, à donner forme à ces trois domaines de vie dans l'organisme social en tant que composantes

singulières, de sorte que la vie de l'esprit puisse se configurer *librement* à partir de ses propres impulsions ; que la vie du droit soit démocratiquement édifiée sur la base de la confrontation — directe ou indirecte — d'êtres humains égaux en droits les uns par rapport aux autres ; que la vie économique se déploie uniquement dans la production de marchandises, de circulation de marchandises et de consommation de marchandises.

À partir de points de départs variés, on peut en venir au discernement que la *Driegliederung* de l'organisme social est nécessaire. L'un de ces points de départ c'est la connaissance de la nature humaine dans le temps présent. Il se peut que, du point de vue d'une certaine théorie sociale et d'une opinion partisane, l'on trouve parfaitement antiscientifique et dépourvu de sens pratique d'affirmer, lors de la mise en place de la vie communautaire humaine, vouloir interroger la psychologie, dans la mesure où cette psychologie reconnaît ce qui est convenable à la nature humaine. Mais ce serait pourtant un malheur immense, si l'on interdisait la parole à tous ceux qui veulent conserver à cette « psychologie sociale » son droit sur la configuration de la vie sociale. Comme il existe des hommes aveugles aux couleurs qui voient donc le monde en « gris sur gris », ainsi existe-t-il des réformateurs sociaux psychologiquement aveugles, qui voudraient structurer l'organisme social en confédération économique, dans laquelle les hommes vivraient eux-mêmes comme des êtres mécanisés. Et ces agitateurs psychologiquement aveugles ne savent rien eux-mêmes de leur aveuglement. Ils savent seulement, en effet, qu'il y a toujours eu une vie du droit et une vie de l'esprit à côté de la vie économique ; et ils croient que s'ils organisent la vie économique selon leur jugement, alors tout le reste viendra naturellement « de soi ». Cela ne viendra pas ; cela sera ruiné. C'est pourquoi la compréhension avec les psychologiquement aveugles est vraiment difficile ; c'est pourquoi il est aussi malheureusement nécessaire de leur tenir tête dans un combat qui n'est pas le fait de ceux qui voient psychologiquement, mais qui provient d'eux-mêmes.

Entraves socialistes au développement

Des idées, qui comptent avec la réalité à partir de laquelle proviennent les actuelles exigences enfiévrées de l'humanité, se trouvant en accord avec les conditions dans lesquelles des hommes peuvent vivre ensemble spirituellement, politiquement et économiquement, sont actuellement couvertes par ces autres idées assourdissantes qui, selon deux directions, sont étrangères à la vie. Les hommes qui aspirent ardemment au changement, à partir des circonstances de la vie actuelle, ou bien ceux qui, par les événements mondiaux, ont effectivement déjà été arrachés à ces circonstances, ces hommes s'étaient si bien tenus éloignés jusqu'à maintenant des forces qui ont provoqué ces circonstances à la surface de l'histoire, que le discernement leur fait actuellement totalement défaut sur la manière d'opérer et sur la signification à donner de ces forces. Les masses prolétaires désirent vivement, à partir d'une conscience sourde, un changement de ces circonstances de la vie, dans lesquelles elles se voient transposées, et dans lesquelles elles voient un résultat de la vie économique moderne régie par des forces capitalistes. Mais par la manière dont elles collaborent par le travail jusqu'à présent à cette vie économique, elles n'ont pas été bien informées sur la façon d'opérer de ces forces. C'est pourquoi elles ne peuvent en venir à des représentations fécondes sur le sens de la mutation que doit subir cette façon d'opérer. Et les meneurs et agitateurs intellectuels des masses prolétaires sont aveuglés par des idées théoriquement utopiques, qui ont foncièrement pris naissance d'une science du social qui s'orientait encore d'après ces manières de voir économiques exigeant une transformation urgente. Ces agitateurs ne soupçonnent même pas encore dans leur conscience qu'en matière de politique, d'économie et de vie de l'esprit, ils n'ont pas d'autres idées que celles de ces mêmes « penseurs bourgeois » qu'ils combattent, et qu'au fond, ils ne visent à rien d'autre qu'à ne pas laisser se réaliser par les hommes les idées que ceux-ci ont réalisées jusqu'à présent, mais par d'autres. Mais rien de vraiment neuf ne ressort du fait que l'ancien soit réalisé par d'autres hommes d'une manière quelque peu différente qu'auparavant.

Au nombre de ces « vieilles idées » relève le fait de vouloir dominer la vie économique au moyen de la puissance politico-juridique. C'est une « vieille idée », pour la raison qu'elle a conduit une grande partie de l'humanité dans une situation dont la catastrophe mondiale a révélé de fait le caractère insoutenable. L'idée nouvelle, par laquelle cette idée ancienne doit être remplacée, c'est la libération de l'administration économique de tout impact du pouvoir politico-juridique ; c'est la conduite de l'économie selon des directives qui ne résultent que des sources de l'économie et des intérêts de celle-ci.

Qu'on ne puisse pourtant s'imaginer une configuration de la vie économique, sans que les êtres humains qui l'administrent la déroulent selon des relations politico-juridiques. Ainsi des gens nous font le reproche en croyant mettre en avant le fait que celui qui parle de la *Dreigliederung* de l'organisme social, n'a aucun discernement sur une chose aussi naturelle. En vérité, celui qui soulève cette objection, ne veut absolument pas acquérir un discernement sur la portée très significative qu'aura nécessairement une transformation de la vie économique, lorsque les manières de voir et les institutions politico-juridiques qui y règnent, ne seront plus réglementées au sein de l'économie même, selon les intérêts de celle-ci, mais par une direction qui se situe à l'extérieur qui peut seulement se laisser déterminer par des points de vue reposant dans le domaine du jugement de tous les hommes devenus majeurs. Où se trouve donc la raison pour laquelle des penseurs socialistes ne veulent pas acquérir ce genre de discernement ? Elle repose dans le fait qu'au travers de la participation à la vie politique, ils se sont bien formés des représentations sur la manière dont doit être mené le politico-juridique, mais pas sur celles à partir desquelles sont conditionnées les forces originelles propres à la vie économique. C'est pourquoi ils peuvent certes penser une économie, dont la direction procède selon des bases d'administration politico-juridiques, mais pas une économie du genre de celle qui s'ordonne à partir de ses propres conditions et besoins, et dans laquelle opèrent des règlements juridiques provenant d'un autre côté. C'est dans une situation telle que celle caractérisée ici, que se retrouvent la plupart des meneurs et agitateurs du prolétariat. Si leur masse, par les faits qui ont été exposés plus haut, n'a pas un discernement suffisant sur la forme

de transformation possible de la vie économique, alors ses meneurs n'en ont pas plus. *Ils* se déroberont à un tel discernement du fait qu'ils ne laissent pas la totalité de leur penser sortir de l'horizon politique.

Une conséquence de ce resserrage unilatéral du penser sur le politique, c'est la façon dont on veut appeler à la vie l'aménagement des conseils d'entreprise (*Betriebsräte*, également conseils d'exploitation, *ndt*). L'aspiration à une telle institution dans le présent doit, soit résulter au sens de la « nouvelle idée » caractérisée, ou bien galvauder tout le travail qui est tourné vers cette aspiration. La « nouvelle idée » exige cependant que dans la création d'un conseil d'entreprise, on laisse naître une première institution dont l'État ne se souciera pas, qui peut se former à partir du penser purement économique des personnes participant à la vie économique. Et qu'on s'en remette ensuite à cette corporation ayant pris naissance de cette façon pour donner une incitation aux associations dont la collaboration sociale doit désormais produire dans l'économie ce qui était produit autrefois au moyen de la concurrence des individus. Ce qui importe, c'est la libre articulation sociale des branches individuelles de la production et de la consommation, et non pas l'administration d'institutions centrales à partir des points de vue de la gestion politique. Il s'agit d'accélérer l'initiative économique des hommes qui oeuvrent à une telle articulation et non pas de leur mise en tutelle par des administrations et autres administrations supérieures. Qu'il s'agisse d'une administration de la vie économique selon des points de vue politiques sous le couvercle d'une loi d'État, ou bien qu'il s'agisse d'êtres humains participant à un « système de conseils », pensé à fond pour l'économie, mais qui ne pensent qu'au moyen de points de vue politiques, et qui ne peuvent organiser qu'à partir de ces points de vue : cela revient au même. Il se peut que parmi ces derniers êtres humains il y en ait qui exigent théoriquement une certaine autonomie de la vie économique ; en pratique, à partir de leurs exigences, il ne peut résulter qu'un seul système économique corseté dans un système politique ; car il est planifié à partir d'un penser politique. On ne pensera d'une manière correspondante aux conditions de la vie actuelle de l'humanité, que si l'on a une représentation exacte de la manière dont, conformément à la chose, doivent se développer à côté du système économique, la composante étatique et juridique et celle de l'esprit de l'organisme social. Car on ne pourra se faire une image d'une vie économique autonome que si, dans la forme d'ensemble de l'organisme social, on voit à sa juste place ce qui *ne doit pas* être dans le circuit économique. Si l'on ne voit pas les lieux justes pour le déploiement de la vie spirituelle et de celui de la vie juridique, on sera toujours tenté de les fondre toutes deux d'une manière quelconque avec la vie économique.

Ce qu'exige un « esprit nouveau »

Aux discussions stériles auxquelles on se livre actuellement dans de nombreux milieux sur les conseils d'entreprise, on peut nettement percevoir combien il y a encore peu de compréhension pour les exigences qui s'imposent à l'humanité à partir de son évolution historique, pour le présent et le futur proche. La plupart de ceux qui participent à ces discussions n'ont pas le moindre soupçon de discernement que, dans la démocratie et l'organisation de la vie sociale, deux impulsions veulent vivre pleinement en se retrouvant elles-même au sein de la nature humaine de l'époque actuelle. Ces deux impulsions continueront d'agir en agitant et en détruisant la vie publique, jusqu'à ce qu'on leur apporte des institutions dans lesquelles elles pourront se déployer, mais quant à l'impulsion sociale qui devra vivre dans le circuit économique, celle-ci peut se manifester, conformément à sa nature, comme non démocratique. Ce qui importe pour elle, c'est que les hommes dans la production économique prennent en compte les besoins justes de leurs semblables. Une régulation du circuit économique doit être édifiée sur ce que les personnes qui mènent leurs affaires font les unes pour les autres. Des *contrats* doivent se trouver à la base de cette activité, lesquels émanent des positions économiques des hommes qui sont actifs dans les affaires. Deux choses sont nécessaires pour conclure de tels contrats, pour qu'ils soient socialement efficaces. Premièrement, ils doivent pouvoir naître à partir de la libre initiative, reposant sur le discernement serein de l'individu ; deuxièmement, ces individus doivent vivre dans un corps économique dans lequel la possibilité est donnée que, par le truchement de tels contrats, la production de l'individu de la manière la plus rationnelle pourvoie la communauté. La première exigence ne peut être remplie que si aucune influence de gestion de nature politique vient se glisser entre l'homme qui mène les affaires et sa relation aux sources et intérêts de la vie économique. On prendra en compte la seconde exigence si les contrats ne sont pas conclus en fonction des exigences d'un marché non régulé, mais selon les conditions qui résultent d'une mise en association des besoins conformes à la branche d'exploitation d'avec les communautés associatives de consommateurs, de sorte que la circulation des marchandises s'écoule dans l'esprit de ces mises en association. Par l'existence de ces associations, le moyen est indiqué aux personnes qui mènent les affaires qu'ils doivent prendre pour leur activité, dans chaque cas particulier, et selon une régulation contractuelle.

Pour une vie économique configurée de cette manière il n'existe aucun parlementarisme. Il n'y a que l'état de compétence et de savoir-faire dans un secteur d'entreprise et l'état d'association de sa propre position d'avec les autres, dans le contexte le plus socialement opportun. Ce qui arrive au sein d'un tel corps économique ne sera pas réglé par « des votes », mais par le langage des besoins qui par leur propre nature se prêtent à être satisfaits par l'être humain le plus compétent et le plus apte et à pouvoir être dirigés, par association fédérative, au lieu juste de leur utilisation.

Mais comme dans l'organisme naturel qui devrait se défaire de l'activité propre d'un système organique, s'il n'était pas régulé par un autre, ainsi l'une des composantes de l'organisme social doit être régulée par une autre. Ce qui se produit dans le corps économique par les êtres humains qui mènent des affaires, devrait au cours du temps amener des nuisances conformes à sa nature correspondante, s'il n'y avait pas l'organisation politico-juridique — laquelle *doit* tout aussi assurément reposer sur un fondement démocratique, ce que ne *peut* pas faire la vie économique — pour travailler à l'encontre de telles nuisances. Dans l'État de droit démocratique, le parlementarisme est justifié. Ce qui y prend naissance, cela agit dans l'activité économique en compensant la propension naturelle de la vie économique à amener des nuisances. Si quelqu'un voulait atteler la vie économique elle-même à l'administration de la structure juridique, il lui ôterait aussitôt ses aptitudes et sa mobilité. Le droit doit être *reçu* par l'être humain qui fait des affaires à partir d'un lieu extérieur à la vie économique elle-même et être seulement *utilisé* dans la vie économique.

La discussion sur de telles choses devrait y être cultivée, là où l'on s'emploie à l'aménagement des conseils d'entreprise. Au lieu de cela, c'est un tour de table évoquant des points de vue qui domine,

lequel tour de table correspond à l'ancien principe de configurer la législation politique d'après les intérêts des groupes d'affaires. Qu'actuellement, justement, d'autres groupes veulent procéder selon ce principe par rapport à autrefois, cela ne change rien au fait concret qu'un *nouvel esprit* fait encore défaut aujourd'hui, en effet, précisément là où on en a déjà un urgent besoin.

Les circonstances sont elles aujourd'hui qu'un assainissement de la vie publique peut seulement apparaître si les vraies exigences sociales, politico-juridiques et spirituelles du présent sont percées à jour par un nombre suffisamment grand d'êtres humains. Si ceux qui en ont la bonne volonté et l'énergie, communiquent aux autres la compréhension qui est nécessaire dans ce domaine. Mais les choses se trouvent aussi telles que les obstacles qui entravent encore cet assainissement disparaîtront dans la mesure où se diffusera le discernement caractérisé ici. Car ce n'est qu'une superstition politico-sociale que de croire que de tels obstacles reposeraient plus objectivement en dehors du discernement humain. Seuls ceux qui ne comprennent jamais la relation réelle entre l'idée et la pratique affirment cela. De tels hommes disent : les idéalistes ont en effet de bonnes idées sans mauvaise intention ; mais « ces idées ne se laissent pas réaliser comme les choses étaient autrefois ». Non, il n'en est pas ainsi, mais le seul et unique obstacle à la réalisation de certaines idées dans le présent est formé par ces hommes qui ont la superstition que l'on vient de caractériser et avec cela le pouvoir d'agir en entravant au sens de cette croyance. Et c'est d'un tel pouvoir que disposent aussi ceux-là, avec lesquels les masses populaires font bloc à partir des groupements des partis antérieurs, comme autour de leurs « guides » en les suivant avec soumission. C'est la raison pour laquelle une condition fondamentale de l'assainissement, c'est la dissolution de ces groupements de partis et l'élévation à la compréhension des formations idéelles qui naissent du discernement pratique lui-même, sans toute cette dépendance d'avec des partis ou groupements d'opinions d'autrefois. C'est une question brûlante du présent que soient trouvés des moyens et des manières de mettre en lieu et place de ces groupements d'opinions, ces formations idéelles indépendantes, qui peuvent servir de points de cristallisation pour associer les hommes à partir de tous les aspects partisans. De tels hommes, qui sont en situation de reconnaître que les partis existants ont fait leur temps et que les situations sociales du présent sont la preuve pleinement évidente de leur survivance.

Il est concevable pour les êtres humains, pour lesquels une telle connaissance est nécessaire, que celle-ci ne soit pas facile. Non pour les masses dont les ressortissants n'ont ni le temps ni la nécessité, ni souvent la formation préparatoire requise. Non pour les meneurs, parce que leurs préjugés et leur pouvoir s'enracinent dans ce qu'ils ont défendu jusqu'à présent. Que tous les deux existent, cela ne rend que plus urgente l'obligation de rechercher le vrai progrès de l'humanité *au-delà* des traditions partisans du présent et *non pas à l'intérieur* de celles-ci. Aujourd'hui, il ne suffit plus de savoir simplement ce qui doit venir en lieu et place des institutions actuelles ; il est nécessaire de travailler aux formations idéelles et de les mener dans une telle direction qu'elles provoquent le plus vite possible la dissolution des anciens partis et conduisent les êtres humains à aspirer à d'autres buts. Celui qui n'en a pas le courage, celui-là ne peut rien faire pour l'assainissement de la vie sociale ; et celui qui s'abandonne à la superstition de croire que cette aspiration est une utopie, celui-là construit sur un sol qui est bel et bien en train de s'effondrer.

Profit économique et esprit du temps

Sur le profit de l'entrepreneur économique, il existe des manières de voir qui s'affrontent les unes les autres. Ses défenseurs disent que l'être humain est ainsi fait que pour n'importe quelle entreprise de la totalité qu'il sert, il ne peut engager ses capacités que s'il en est incité par le profit. C'est pourquoi le profit naît certainement de l'égoïsme ; mais il rend un service à la collectivité, dont celle-ci devrait être privée si elle l'éliminait du circuit économique. Ceux qui combattent cette manière de voir disent qu'on ne doit pas produire pour profiter, mais pour consommer. On devrait donc rencontrer des institutions dont la nature consisterait en ce que des êtres humains utilisassent leurs capacités au profit de la communauté, quand bien même ils n'y fussent pas attirés par la perspective d'un profit.

Avec de telles opinions contradictoires, il en va le plus souvent dans la vie publique de manière que l'on ne pense pas les choses jusqu'au bout, mais qu'on laisse le pouvoir décider sur elles. Si l'on est démocratiquement déterminé, on trouve justifié de réaliser des institutions, ou bien, lorsqu'elles existent, de les conserver, qui correspondent aux intérêts et aux souhaits de la majorité. Si l'on est obstinément convaincu de la conformité au droit de ce qui provient du souhait et des intérêts personnels, alors on aspire à un pouvoir central autoritaire qui rencontre des institutions qui sont maintenues dans le sens de ces souhaits et intérêts. On n'a plus qu'à vouloir ensuite gagner soi-même autant d'influence sur ce pouvoir central, qu'il en faut pour que se produise ce à quoi on aspire. Ce qu'on appelle aujourd'hui « la dictature du prolétariat », naît de cette conviction. Ceux qui la requièrent, le font à partir de leurs souhaits et intérêts ; ils n'essaient pas d'éprouver les choses au moyen d'un penser conforme à la réalité, pour ce qui est de savoir si leurs exigences visent à des institutions qui en elles-mêmes sont concrètement possibles.

L'humanité se trouve actuellement à un moment de son évolution dans lequel une telle action dans la vie communautaire des hommes, qui ne consiste qu'à faire prévaloir ce qui est souhaité, n'est plus possible. Totalement indépendamment de ce que veut tel ou tel être humain ou tel ou tel groupe humain, des aspirations n'agiront désormais sagement dans le domaine de la vie publique, que si elles proviennent d'idées pensées à fond et jusqu'au bout. Aussi fortement que l'on puisse se défendre, à partir des passions humaines, de laisser entrer dans la vie des pensées requises par l'action de l'esprit de l'humanité et jusqu'au bout, on devrait finalement se tourner vers cet esprit, parce que l'on verra que son contraire aurait des conséquences sociales malsaines.

Au sens d'idées pensées à fond, il y a cette idée de s'en tenir à la nécessaire *Dreigliederung* de l'organisme social. Avec cette intention, s'accorde mal à vrai dire le fait que parmi ceux qui la combattent, nombreux sont ceux qui la trouvent confuse. Cela provient du fait que de tels opposants ne visent pas eux-mêmes la clarté de leurs propres idées, mais purement et simplement la concordance d'avec leurs intérêts, souhaits et préjugés personnels. Que des idées concrètement pensées à fond viennent à se trouver devant eux, alors ils ne voient plus que la contradiction par rapport à ce qu'ils pensent ; et ils se disculpent confusément devant eux-mêmes, en trouvant fumeux ce qui vient ainsi les contredire.

Dans le jugement critique de la signification économique du profit, des opinions viennent s'immiscer de force qui ne se justifient pas dans les faits. Il est certain que d'un côté, l'aspiration au profit est égoïste. Mais il est insuffisant de compter avec cet égoïsme, en tant que jugement de fond, pour envisager d'exclure le profit du circuit économique. Car dans ce circuit, il doit y avoir quelque chose, en quoi l'on reconnaisse qu'il existe en effet un besoin pour un bien produit. Dans la forme économique actuelle, cette connaissance peut être simplement et uniquement puisée au fait concret que ce bien rapporte un profit. Un bien qui rapporte un profit, qui est donc suffisamment important dans le contexte économique, peut être produit ; Un tel bien qui ne rapporte pas de profit, ne doit pas être produit, car il doit nécessairement devenir un trouble-fête dans l'équilibre du prix des biens

en circulation. Le profit peut bien signifier ce qu'il signifie toujours dans une relation éthique ; dans une relation économique, il est, dans la forme économique d'usage, le signe de reconnaissance de la nécessité de production d'un bien.

Pour la continuation du développement de la vie économique, il s'agit d'exclure le profit pour la raison qu'il livre au hasard du marché la production des biens, hasard dont la mise à l'écart est une exigence de l'esprit du temps. Mais on enveloppe d'un brouillard son jugement sain lorsqu'on laisse se glisser dans la lutte contre le profit l'indication de sa nature égoïste. Car ce qui importe dans la vie, c'est de faire valoir dans un domaine du réel les raisons qui sont concrètement justifiées dans ce domaine. Des raisons qui proviennent d'un autre domaine peuvent bien être aussi justes : elles ne peuvent cependant pas fournir le jugement indispensable dans la direction objectivement conditionnée.

Pour la vie économique, il s'agit que le signe de reconnaissance du profit soit détaché par l'action de personnes qui sont insérées dans le circuit économique, et veillent à la conciliation entre la consommation et la production d'une manière conforme à la raison, de sorte que le hasard du marché n'ait plus lieu. Du discernement correct dans cette transformation du signe de reconnaissance du profit en un échange commercial raisonnable, il s'ensuit que ces motifs qui ont jusque là troublés d'une manière confuse le jugement dans ce domaine, se retrouvent éliminés de la vie économique et transposés dans les domaines du droit et de la vie de l'esprit.

Ce n'est que lorsqu'on discernera comment l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social a tiré sa configuration de l'aspiration à créer les fondements salutaires à un commerce conforme aux faits et spécialisé aux différents domaines de la vie, que l'on jugera correctement cette idée et que l'on estimera correctement sa valeur pratique. Aussi longtemps que doivent provenir des impulsions désordonnées apportées par ce qui est conforme au droit ou à l'esprit, à partir des institutions gouvernementales de la vie économique, qui ne peuvent qu'être pratiques si rien ne domine en elles en tant que jugements et actions objectifs et spécialisés, la vie sociale ne peut pas être saine. Dans les groupements des partis de l'époque actuelle règnent des motifs qui se tiennent encore bien loin des exigences de l'esprit du temps caractérisées ici. Cela réserve un accueil nécessairement bardé de préjugés à l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social dans les opinions existantes au sein de ces groupements des partis. Mais il est nécessaire que disparaisse la croyance que l'on pourrait aujourd'hui provoquer la transformation des situations sociales malsaines en continuant les activités des anciennes aspirations partisans. Ce qu'on a d'abord beaucoup plus à penser, en tout premier lieu, c'est de veiller à une transformation des opinions des partis eux-mêmes. Pour cela, il ne s'agit pas de suivre la manière de faire des partis existants où des scissions d'effectuent dont les partisans se proposent ensuite de défendre « la manière correcte de voir » et reprochent ensuite aux autres d'avoir laissé tomber la « manière correcte de voir ». Car cela mène depuis les luttes partisans intestines à des choses encore plus fâcheuses, à la lutte pour le pouvoir entre groupes de personnes déterminées. Mais il faudrait mieux mettre à profit dans le présent le discernement sans préjugés des exigences de « l'esprit du temps ».

Culture de l'esprit et vie économique

Beaucoup de gens parlent aujourd'hui de « socialisation » comme si l'on pouvait dire qu'avec cela une somme d'institutions extérieures, dans l'État ou bien dans la communauté de vie sociale, pourrait trouver leur réalisation par les vagues exigences de l'humanité moderne. On se représente que ces institutions, pour le moment, ne sont pas encore là ; c'est pourquoi règne mécontentement social et confusion. Lorsqu'un jour elles seront là, alors devrait apparaître une vie sociale communautaire et une coopération sociale ordonnées. Que beaucoup s'abandonnent à une telle opinion plus ou moins nettement consciemment, c'est la cause pour laquelle se développent à partir de cela de nombreuses représentations nuisibles sur la « question sociale ». Car on ne peut pas façonner des institutions extérieures de façon que *celles-ci* rendent d'elles-mêmes possible une vie socialement satisfaisante. De telles institutions seront techniquement bonnes, lorsque par elles et de la manière la plus rationnelle, des biens seront produits et pourront être amenés à la consommation humaine. Mais socialement bons, ces biens ne le deviennent que si en eux des hommes socialement disposés administrent les biens produits au service de la communauté. De quelque façon que ces institutions puissent être, c'est toujours une action concevable des hommes ou des groupes d'hommes, qui porte le caractère antisocial.

On ne doit pas s'illusionner sur le fait qu'en absence d'hommes « socialement disposés » l'on puisse amener une condition de vie sociale satisfaisante. Car une telle illusion est un obstacle aux idées sociales réellement pratiques. L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social s'efforce pleinement de se libérer d'une illusion de ce genre. C'est pourquoi il est concevable qu'elle soit violemment combattue par tous ceux qui vivent encore aujourd'hui dans le brouillard épais de cette illusion. Dans l'une des trois composantes de l'organisme social, cette idée s'efforce à une coopération des êtres humains fondée totalement sur de libres relations et associations des individualités entre elles. Les individualités ne sont pas contraintes à entrer dans une institution prédéterminée. La manière dont elles s'appuient et s'encouragent mutuellement, cela doit résulter purement et simplement de ce que chacun peut être vis-à-vis de l'autre par ses facultés et ses productions. Il n'est pas autrement étonnant que beaucoup de gens aujourd'hui ne peuvent absolument pas encore se représenter que lors d'une telle configuration des relations humaines dans la composante spirituelle de l'organisme social, ne doivent en résulter que des états anarchistes au sein de celle-ci. Celui qui pense ainsi, celui-là ne sait justement pas quelles énergies de la nature humaine la plus intime en sont ainsi entravées de sorte que l'être humain se retrouve exposé aux routines que forment pour lui l'État ou la vie économique. *De telles énergies* de la nature humaine la plus profonde ne peuvent pas être déployées au moyen d'institutions, mais uniquement qu'au moyen de l'action en pleine liberté de l'être humain sur l'être humain. Et ce qui se déploie ainsi, cela n'agit pas de manière antisociale, mais de manière sociale. Le socialement opérant, l'intériorité humaine, n'est que gâtée lorsque des instincts sont hérités ou bien inculqués, qui proviennent du privilège de l'État ou de l'hégémonie économique.

L'organisme social *dreigliederig*, au moyen de sa composante spirituelle, mettra constamment à nu des sources d'impulsion sociale. Celles-ci abreuveront d'esprit social les relations juridiques des hommes, qui doivent trouver leur régulation dans l'État démocratique et elles apporteront cet esprit dans la direction de la vie juridique.

Dans la circulation économique, au travers des formes de vie des temps modernes, la tendance vers l'antisociale ne sera pas à entraver. Car la communauté est servie au mieux lorsque l'individu peut utiliser ses facultés sans entrave pour la prospérité de cette communauté. Mais pour cela, il est nécessaire que cet individu amasse le capital et qu'il puisse aussi librement s'associer à d'autres pour une mise en valeur économique de ce capital. L'illusion socialiste a cru que ces masses de capitaux qui s'accumulent de plus en plus pussent finalement être simplement transférées de leurs propriétaires privés à la communauté et que dût se réaliser ainsi un ordre socialiste de la société. En vérité, par un tel transfert, la fécondité économique du capital devrait se perdre ; car celle-ci repose

sur les facultés individuelles de l'individu. On devrait convenir sans réserve que le circuit économique sera au plus fortement vivant, qu'on ne lui ôtera pas dans son propre domaine sa tendance à l'antisocial ; pour cela, cependant des forces devront lui venir d'une autre composante de l'organisme social, de la composante spirituelle, lesquelles ramèneront l'antisocial de nouveau au social.

Dans mes « points essentiels de la question sociale », j'ai tenté de montrer qu'une vraie manière de penser socialement ne peut pas s'efforcer de transférer la gestion du capital par l'individu ou bien par le groupe humain à celle de la communauté ; mais qu'au contraire, l'individu dispose de la possibilité de mettre sans obstacle ses facultés au travers de sa gestion du capital au service de la communauté, et que, lorsque cet individu ne veut plus ou ne peut plus utiliser cette gestion du capital, il doit la remettre à un autre qui dispose des mêmes facultés. Ce transfert de gestion ne doit pas être provoqué par prérogative d'État ou par pouvoir économique, mais par la découverte fondée et acquise par l'éducation dans la libre vie de l'esprit de celui qui, en tant que successeur est le plus approprié du point de vue social.

Celui qui parle de cette façon de l'assainissement des nos situations sociales, voit en esprit le sarcasme de tous ceux qui se considèrent aujourd'hui comme des gens à l'esprit pratique. Il doit d'abord supporter ce persiflage, quoiqu'il sache que la disposition des sentiments de celui qui le couvre de sarcasme a provoqué la terrible catastrophe de l'humanité de ces dernières années. Ce sarcasme pourra bien encore durer quelque temps. Mais bientôt, même les plus obstinés de cette sorte d'hommes ne pourront plus résister à l'enseignement des faits sociaux concrets. La phrase devra ensuite cesser que des propositions comme celle de la *Dreigliederung* peuvent être bien intentionnées, mais que pour leur réalisation, les « êtres humains n'existent pas ». Ceux qui forgent ces phrases ne sont en tout cas pas « là pour cela ». Alors il est à souhaiter qu'ils se retirent et n'empêchent pas, par leur pouvoir brutal, ceux qui travaillent de manière féconde, qui voudraient volontiers veiller à ce que dans une libre vie de l'esprit les instincts sociaux des êtres humains arrivent à se déployer.

Parmi les divers reproches, qui ont pu être faits à l'encontre de l'idée du *Dreigliederung* de l'organisme social, il en est un que l'on peut alléguer de la manière suivante. Les efforts des penseurs politiques de ces derniers temps fournissent dans un domaine déterminé des conditions juridiques qui tiennent compte des circonstances de la production économique, qui ont résulté au cours de cette époque. Tout le travail qui a été produit dans cette direction, peut-on le dire ainsi, néglige l'idée du *Dreigliederung* et veut simplement laisser la vie juridique se détacher de la vie économique.

Celui qui soulève cette objection croit pouvoir en avoir fini, par exemple, avec cette idée de la *Dreigliederung*, au point d'envoyer en l'air les expériences des praticiens de la vie et veut agir dans l'organisation de la vie sociale sans ces expériences. En vérité, c'est exactement l'inverse qui se présente. Les opposants à la *Dreigliederung* disent : on devrait prendre les difficultés en considération qui ont résulté de toute tentative visant à découvrir des dispositions juridiques pour les circonstances correspondantes à la production moderne. On devrait réfléchir sur quelles contradictions ont rencontré ceux qui ont fait de telles tentatives. Mais celui qui professe la *Dreigliederung* doit plutôt dire : ce sont précisément ces difficultés qui prouvent que l'on a ainsi recherché un chemin qui n'est pas juste. On voudrait absolument trouver une telle configuration de la vie sociale ordonnée à partir de l'économie et du droit, selon une unité, en vue de l'accomplissement de certaines exigences récentes. Mais on devrait voir que dans la vie économique, lorsqu'elle est menée conformément à son objectif, des situations apparaissent qui doivent agir à l'encontre de la conscience du droit, si l'on ne travaille pas à l'encontre de cet effet depuis l'*extérieur* du circuit économique. Pour la vie économique, il existe un intérêt que des personnes et des groupes de personnes, qui sont particulièrement capables dans une activité de production, puissent en arriver à une accumulation de capital pour cette activité. Car ce n'est que par ce qui est produit par les hommes capables dans certains domaines, par le truchement de la gestion de grosses masses de capitaux, que la communauté peut être au mieux servie actuellement. Mais ce service ne peut, selon la nature de la vie économique, consister qu'en la production de biens dont la communauté a besoin au mieux. Par cette production de biens, entre en jeu à présent un pouvoir économique qui est remis dans les mains des hommes qui la servent. Qu'il ne *puisse* en être autrement, c'est ce dont tient compte l'idée de la *Dreigliederung*. C'est pourquoi elle veut cibler des situations sociales dans lesquelles, certes, ce pouvoir puisse naître, mais que par elles ne puissent se former de nuisances sociales. L'accumulation de masses de capital chez les individus, elle ne veut pas l'arrêter, parce qu'elle considère aussi que si elle le faisait, la possibilité disparaîtrait ainsi de mettre les capacités de ces individus au service de la communauté. Mais elle veut aussi que, dans l'instant où l'individualité qui ne peut plus veiller aux moyens de productions pour lesquels elle était capable dans son domaine, celle-ci se les voient retirer et transférer à une autre personnalité plus apte à le faire. Celle-ci ne doit pas les conquérir par les moyens de son pouvoir économique, mais par le fait concret qu'elle est bien la plus qualifiée. Mais cela se laisse seulement réaliser si la passation se produit selon des points de vue qui n'ont rien à faire avec le recours au pouvoir économique. De tels points de vue ne peuvent résulter, à leur tour, que si les êtres humains se tiennent avec leurs intérêts dans d'autres cercles de vie que ceux de la vie économique. Que l'homme soit relié à l'homme sur le terrain juridique, qui engendre d'autres intérêts que ceux économiques, alors ces intérêts-là peuvent aussi se faire valoir. Si celui qui se trouve en possession de moyens de production doit principalement développer le sentiment qu'il n'est pas celui qui agit au mieux, non pas en étant dans une position économique qu'il a acquise par son pouvoir économique, mais par sa qualification, alors ce sentiment doit croître sur un terrain de vie qui doit être créé à côté de la vie économique. Sur son propre terrain en effet, la vie économique engendre bien le sens du pouvoir économique, mais elle n'engendre pas en même temps le sens du droit social. C'est pourquoi les tentatives de faire naître le droit social lui-même, comme par enchantement, d'un penser économique *doivent* nécessairement échouer.

L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social prend en compte ces choses qui sont fondées dans la réalité de la vie. Pour elle, c'est l'expérience qui est déterminante pour savoir quels sont ceux qui ont le pouvoir de vouloir des formes juridiques modernes nécessaires aux formes économiques modernes. Mais elle n'est pas conduite par ces expériences à rajouter une nouvelle tentative aux nombreuses déjà ratées dans le même sens. Elle ne veut pas laisser naître un droit social d'un domaine de vie où il ne peut absolument pas naître, mais elle veut que la *vie* se forme à partir du domaine où ce droit peut d'abord naître. Le circuit économique a ces derniers temps englouti cette vie ; celle-ci doit d'abord en être libérée. L'idée de la *Dreigliederung* ne peut être percée à jour que si l'on s'engage à comprendre la manière dont la vie économique a constamment besoin d'une correction de ses propres énergies, depuis l'extérieur, si elle ne veut pas développer des effets qui viendront l'entraver elle-même. Une telle correction lui sera amenée lorsqu'elle aura à côté d'elle une vie spirituelle autonome et un terrain juridique autonome, veillant aux ajouts et corrections nécessaires. De ce fait l'*unité* de la vie sociale ne sera pas détruite, mais elle sera seulement alors suscitée à juste titre. Cette unité ne sera pas provoquée du fait que l'on s'ordonne en fonction d'un centre, mais par le fait qu'on la laisse naître de l'interaction de ces énergies, lesquelles prises isolément, veulent vivre pour elles-mêmes, mais prises ensemble provoquent la vie. Les expériences que l'on a faites en tentant de créer un contexte juridique à partir de la récente vie économique elle-même, on ne devrait pas maintenant les considérer comme un reproche adressé à la *Dreigliederung* ; mais on devrait plutôt voir que ces expériences mènent directement sur des voies permettant de reconnaître l'idée de la *Dreigliederung* comme celle exigée par la vie moderne.

Esprit social et superstition socialisante

Lorsqu'on débat des causes du mouvement social moderne, on renvoie entre autres au fait que ni le propriétaire des moyens de production, ni les travailleurs ne sont dans la même position de communiquer à la production quelque chose de ce qui provient d'un intérêt personnel immédiat porté à cette même production. Le propriétaire des moyens de production fait fabriquer des produits parce qu'il en retire un gain ; le travailleur, parce qu'il doit y gagner sa subsistance. Ni l'un, ni l'autre n'a de satisfaction dans le produit fabriqué en tant que tel. De fait, on touche ici une partie essentielle de la question sociale, en faisant allusion de cette façon à l'absence de relation personnelle entre celui qui engendre la production et celle-ci, dans l'ordre économique moderne. Mais on doit aussi être conscient que cette absence est la conséquence nécessaire de la technique moderne et de la mécanisation du travail qui lui est inhérente. Au sein de la vie économique elle-même, on ne peut la mettre de côté. Ce qui est produit dans de grandes entreprises grâce à la vaste division du travail, ne peut pas être aussi proche du fabricant que l'était l'artisan médiéval de son produit. On devra s'accommoder du fait que, pour une grande part du travail humain, cette sorte d'intérêt qui existait alors, s'en est allée. Mais on devrait aussi être au clair sur le fait que l'être humain ne peut pas travailler sans intérêt. Si la vie le force à cela, alors il trouve son existence vide et insatisfaisante.

Celui qui veut loyalement prétendre penser avec le mouvement social, doit réfléchir à découvrir un intérêt capable de remplacer celui qui est disparu. Mais on n'est pas en situation de le faire si l'on veut considérer le processus économique comme le seul et unique contenu de l'organisme social, et l'ordre juridique et la vie spirituelle comme de simples appendices de celui-ci. Dans une grosse union coopérative, régie économiquement selon le marxisme, avec un ordre juridique et une vie spirituelle considérée comme des « sur-édifications idéologiques », on devrait faire de la vie humaine un tourment par la perte de tout intérêt au travail. Ceux qui en appellent à l'avènement d'une telle grosse coopérative, ne réfléchissent pas qu'elle peut certes éveiller quelque enthousiasme, par le charme de l'effort vers un tel but, mais qu'aussitôt que celui-ci est atteint, le charme cesse et que l'état de malaise à vivre dans un mécanisme sociétal impersonnel, devrait nécessairement soutirer à l'être humain tout ce qui veut se manifester dans sa volonté de vivre. Que pour un objectif de ce genre de larges masses populaires s'enthousiasment, ce n'est que le résultat du fait qu'avec la disparition de l'intérêt aux produits du travail, aucun autre intérêt n'a pu intervenir. — L'éveil à ce genre d'intérêt, c'est donc ce que devraient tâcher de faire ceux qui sont encore actuellement en situation de le faire, par leur participation à la formation de l'esprit leur permettant encore de penser aux biens de la société qui vont au-delà des simples besoins économiques de l'être humain. Ceux-ci doivent s'accommoder du discernement que deux cercles d'intérêts au travail doivent apparaître à la place de l'ancien. Dans un ordre de la société reposant sur le partage du travail, même si l'amour pour celui-ci n'est pas satisfait par le fait qu'on s'en acquitte, il s'oriente cependant plutôt sur l'intérêt qu'on en retire, et pour lequel on le produit. Mais cet intérêt doit se développer dans la communauté vivante. Un ordre juridique dans lequel un homme est l'égal d'un autre, éveille l'intérêt pour ses semblables. Dans un tel ordre, on travaille pour les autres, car on fonde la relation de soi aux autres vivants. À partir de l'ordre économique, on ne voit que ce que les autres exigent de soi ; dans l'ordre juridique vivant, l'un retire de l'estime de l'autre, et donc aux sources de la nature humaine, de ce que les hommes ont besoin entre eux, et qui ne peut jamais s'épuiser du fait que pour créer la satisfaction des biens correspondants les hommes ont besoin les uns des autres.

Au cercle d'intérêts, qui résulte d'un ordre juridique autonome vis-à-vis de la vie économique, doit en surgir un autre. Une existence humaine, dont le contenu spirituel doit résulter de l'ordre économique ne peut pas encore se satisfaire d'une absence d'intérêt aux produits du travail, même si l'intérêt d'un être humain à l'égard de l'autre est cultivé par l'ordre juridique. Car il doit y poindre aussi la connaissance que l'on œuvre simplement dans l'économie les uns pour les autres. L'économie n'obtient un sens que si elle se révèle utile à indiquer un contenu de la vie humaine qui

repose au-delà de la simple gestion économique, et se manifeste d'une manière complètement indépendante de l'économie. Le travail, qui ne se satisfait pas pour l'amour de lui-même, devient estimable lorsqu'il s'exécute dans une vie qui peut être conçue à partir d'un point de vue spirituel plus élevé, où l'être humain s'efforce à un objectif pour lequel la vie économique n'est qu'un moyen. Un tel point de vue spirituel n'est à obtenir qu'à partir d'une composante spirituelle autonome de l'organisme social. Une vie de l'esprit, qui n'est qu'une « sur-élévation » de l'ordre économique, apparaît seulement comme le moyen de cette vie économique.

La complexité de l'économie moderne, avec sa mécanisation du travail humain, fait de la vie de l'esprit libre et autonome le contre-pôle indispensable. Des époques antérieures de la vie de l'humanité supportaient la fusion des intérêts économique d'avec les impulsions spirituelles, parce que l'économie n'avait pas encore succombé à la mécanisation. Si l'être humain ne doit pas périr sous l'effet de cette mécanisation, alors son âme, à tout instant où il se trouve dans l'ordre du travail mécanique, doit pouvoir *librement* s'élever aux contextes, dans lesquels elle se sent transposée à partir d'une *libre* vie de l'esprit.

Fait preuve de myopie celui qui oppose au renvoi à une libre vie de l'esprit et à un ordre juridique autonome exigé par l'égalité des êtres humains entre eux, en pensant que ces deux domaines ne pourraient pas surmonter l'inégalité économique tout d'abord opprimante. Car l'ordre économique de l'époque moderne a conduit à cette inégalité précisément du fait qu'il n'a pas encore eu à ses côtés l'ordre juridique et la culture de l'esprit, auxquels il est renvoyé. Le penser marxiste croit que toute forme de production économique prépare d'elle-même la suivante, plus élevée, et que, si ce processus de préparation est achevé par l'« évolution », cette forme plus élevée prend le dessus sur la précédente. En vérité, la récente forme de production ne s'est pas développée à partir de l'ancienne économie, mais à partir des formes juridiques et des types de représentations spirituelles d'une époque ancienne. Celles-ci mêmes, alors qu'elles ont rénové la forme économique, ont vieilli cependant et nécessitent à présent un rajeunissement. De la pire espèce de superstitions relève celle qui affirme donc que l'on pourrait faire naître, comme par enchantement, le droit et l'esprit de la forme de production économique. Car une telle superstition n'obscurcit pas simplement la représentation humaine, mais aussi la vie elle-même. Elle empêche que l'esprit se tourne vers *sa propre* source, parce qu'il veut en découvrir un semblant dans ce qui n'est pas spirituel. L'homme ne se laisse que trop facilement illusionner, lorsqu'on lui dit que l'esprit naît spontanément de ce qui n'est pas l'esprit ; car par cette illusion, il se croit libérer de la contrainte, qu'il doit reconnaître comme indispensable, s'il discerne bien que l'esprit ne peut être gagné que par le travail de l'esprit.

Les fondement pédagogique de l'École Waldorf (1)

Les intentions que veut réaliser Émile Molt, au travers de l'École Waldorf, sont étroitement reliées à certaines intuitions spirituelles sur les tâches sociales à entreprendre dans le présent et dans un prochain avenir. À partir de ces intuitions, doit s'élever l'esprit dans lequel l'école doit être conduite. Celle-ci est articulée avec une entreprise industrielle. La façon dont l'industrie moderne est venue s'insérer dans l'évolution de la vie sociale humaine, marque de son empreinte la pratique du nouveau mouvement social. Les parents qui confieront leurs enfants à cette école ne peuvent rien attendre d'autre que de voir ces enfants éduqués et enseignés au sens d'une solidité de vie, qui prend pleinement en compte ce mouvement. Cela rend nécessaire que lors de la fondation de l'école, l'on parte de principes pédagogiques s'enracinant dans les exigences de la vie présente. Les enfants doivent être éduqués pour devenir des hommes et on doit leur enseigner en vue d'une existence qui corresponde aux exigences pour lesquelles chaque être humain peut s'engager dans la société, indifféremment de son origine de classe. Ce que la pratique de la vie actuelle requiert de l'être humain, cela doit se refléter dans les aménagements de cette école. L'esprit, qui doit agir en maîtrisant cette vie, doit être stimulé chez les enfants par l'éducation et les cours.

Ce serait funeste qu'il régnât un esprit étranger à la vie dans les conceptions fondamentales de la pédagogie sur lesquelles l'école Waldorf doit être édifiée. Un esprit de ce genre ne se montre que trop facilement là où l'on développe un sentiment de la part prise dans la ruine de la civilisation consécutivement au fait de s'élever dans une attitude de vie et une disposition d'esprit matérialiste. Portés par ce sentiment, on voudrait faire entrer une disposition d'esprit idéaliste dans la gouvernance de la vie publique. Or celui qui dirige son attention sur l'évolution de l'éducation et de l'enseignement, voudra d'abord voir autrement réalisé cet état d'esprit. Dans une manière de se représenter les choses de cette sorte, s'annonce effectivement beaucoup de bonne volonté. Que celle-ci soit reconnue, cela va de soi. Si elle est réalisée de façon correcte, elle rendra d'estimables services s'il s'agit de rassembler des énergies humaines autour d'une entreprise sociale, pour laquelle de nouvelles conditions préalables doivent être créées. — Pourtant, il est précisément nécessaire dans un tel cas, d'attirer l'attention sur le fait que la meilleure volonté doit échouer lorsque, dans la réalisation, elle part de desseins qui ne tiennent pas compte pleinement des conditions préalables fondées sur l'intention concrète. Avec cela est caractérisée l'une des exigences, qui entrent aujourd'hui en considération lors d'une telle fondation, comme doit être celle de l'école Waldorf. Dans son esprit pédagogique et méthodologique, un idéalisme doit agir ; mais un idéalisme qui a le pouvoir d'éveiller en l'être humain qui grandit les énergies et facultés dont il a besoin dans le reste de sa vie, pour collaborer à l'activité de travail de la communauté humaine de son époque et pour avoir en lui une fermeté de vie qui le soutienne.

Pédagogie et méthode scolaire ne pourront réaliser concrètement une telle exigence que sur la base d'une connaissance réelle de l'être humain en train de grandir. Des hommes éclairés exigent aujourd'hui une éducation et un enseignement qui ne s'efforcent pas uniquement dans le but de conquérir un savoir unilatéral, mais aussi un savoir-faire, non par une simple culture des dispositions intellectuelles, mais par un entraînement de la volonté. La justesse de cette idée ne peut pas être mise en doute. On ne peut seulement éduquer la volonté et la disposition d'âme (*Gemüt, ndt*) qui en est le fondement, si l'on ne développe pas des connaissances qui éveillent des impulsions énergiques dans l'âme (*Gemüt, ndt*) et la volonté. Une erreur, qui est fréquemment commise aujourd'hui dans cette direction, ne consiste pas dans le fait d'amener beaucoup trop de connaissances à l'être en devenir, mais de cultiver des connaissances dont l'énergie d'impact sur la vie fait défaut. Celui qui croit pouvoir former la volonté, sans cultiver des connaissances vivifiantes, celui-là se berce d'illusions. — Il doit voir clairement sur ce point et telle est bien la tâche de la pédagogie actuelle. Et cette vision claire ne peut provenir que d'une connaissance vivifiante de la *totalité* de l'être humain.

Comme elle a été préalablement pensée, l'école Waldorf est une école primaire, dont les élèves sont éduqués et enseignés de sorte que l'objectif et le plan d'enseignement soient construits sur un discernement vivant dont disposent les enseignants — aussi largement qu'il est déjà possible d'en disposer dans les circonstances actuelles — sur l'essence de l'être humain *dans son entier*. Il va de soi que les enfants doivent être menés aussi loin, dans les degrés scolaires individuels, afin qu'ils soient en mesure de répondre aux exigences que l'on se fixe aujourd'hui dans la manière de voir actuelle. À l'intérieur de ce cadre, objectif pédagogique et plan scolaire doivent être configurés comme résultant des connaissances que l'on vient de caractériser de l'être humain et de la vie.

L'école primaire familiarisera l'enfant dans un moment de la vie, où sa configuration d'âme est aux prises avec une métamorphose très significative. Dans le temps qui s'écoule de la naissance jusqu'à la sixième ou septième année, l'être humain est prédisposé à s'abandonner à son proche environnement humain et à configurer ses propres énergies en devenir à partir de l'instinct d'imitation. De ce point de vue, l'âme est ouverte à une acceptation consciente de ce qui émane de l'autorité naturelle de l'éducateur et de l'enseignant. L'enfant accepte l'autorité à partir du sentiment obscur, de ce qui vit chez l'éducateur et chez l'enseignant et doit, de la même façon, vivre aussi en lui. On ne peut pas être un éducateur ou un enseignant, sans se placer par rapport à l'enfant *dans le plein discernement* que l'on doit tenir compte dans le sens le plus large de la métamorphose de cet instinct d'imitation sur la base d'un comportement d'autorité naturelle. La conception de la vie, qui se fonde simplement sur le discernement naturel de l'humanité moderne, n'aborde pas de tels faits concrets de l'évolution de l'être humain en pleine conscience. Ne peut leur accorder l'attention nécessaire que celui qui dispose d'un sens pour les manifestations les plus fines de la vie de l'être humain. Un tel sens doit régner dans l'art d'éduquer et d'enseigner. Il doit fournir sa configuration au plan scolaire ; il doit vivre dans l'esprit qui réunit l'éducateur et son élève. Ce que l'éducateur fait ne doit dépendre dans une faible mesure que de ce qui été stimulé en lui par les normes d'une pédagogie abstraite ; il doit bien plus, à tout instant de son activité, partir sans cesse d'une connaissance vivante de l'être humain en devenir qu'il fait renaître à tout instant. On peut naturellement rétorquer qu'une telle éducation et un tel enseignement pleins de vie échouent avec des classes d'élèves en surnombre. À l'intérieur de certaines limites, ce reproche est bien sûr justifié ; celui qui dépasse de tels limites, celui-là ne fait que prouver ainsi qu'il ne fait que parler à partir des points de vue d'une pédagogie normative abstraite, car un art de l'éducation et de l'enseignement reposant sur une authentique connaissance vivante de la nature humaine est traversé d'une énergie qui stimule la participation de l'élève, de sorte que l'on n'a plus besoin de le maintenir au travail immédiat, « individuel », correspondant à ce qu'on fait. On peut configurer ce qui agit dans l'éducation et l'enseignement de sorte que l'élève se l'approprie individuellement en le saisissant lui-même. Pour cela, il est seulement indispensable que *vive* suffisamment fortement en lui ce que l'enseignant fait. Celui qui a un sens pour la connaissance authentique de l'être humain, à celui-là l'être humain en devenir lui apparaîtra, dans une haute mesure, comme une énigme vivante à résoudre, de sorte qu'il éveille la participation vivante de son élève à la tentative de résolution de cette énigme. Et une telle participation vivante est bien plus avantageuse qu'un travail individuel, qui ne paralyse l'élève que trop facilement en rapport à une authentique participation autonome. De nouveau en le concevant à l'intérieur de certaines limites, on peut affirmer que des classes avec de plus gros effectifs, mais avec des enseignants bien plus conscients d'être stimulés par une vraie connaissance de l'être humain, parviendront à de meilleurs résultats que des classes aux effectifs moindres avec des enseignants qui ne pourront pas développer une telle vie, parce qu'ils procèdent à partir d'une pédagogie normative.

Moins nettement prononcée, mais pour l'art d'éduquer et d'enseigner tout aussi importante que la métamorphose de la disposition d'âme à la sixième ou septième année, se rencontre une connaissance humaine urgente au moment de l'accomplissement de la neuvième année. C'est alors que le sentiment du « Je » adopte une forme qui instaure chez l'enfant une relation avec la nature et aussi avec un autre environnement, de sorte que l'on peut parler d'un développement pour lui-même de rapports mutuels avec les choses et processus, alors qu'auparavant il s'agissait presque

exclusivement d'intérêts portés aux rapports des choses et processus avec l'être humain. De tels faits concrets de l'évolution humaine doivent être soigneusement pris en considération par l'éducateur et l'enseignant. Car lorsqu'on fait entrer dans le monde de la représentation et de la sensibilité de l'enfant ce qui coïncide dans un laps de vie précisément avec la direction prise par les énergies évolutives, alors on renforce la totalité du devenir de l'être humain, de sorte que ce renforcement demeure une source d'énergie toute la vie durant. En effet, lorsque dans un laps de vie on travaille à rebours d'une direction évolutive, alors on affaiblit au contraire l'être humain.

Dans la connaissance des exigences particulières des moments de vie repose en effet le fondement d'un plan scolaire conforme à la réalité. Il y a aussi dans cette connaissance, l'autre raison fondamentale pour la manière de traiter la matière enseignée lors de la succession des périodes successives de la vie. On devra amener l'enfant, jusqu'à un certain degré, pour la fin de sa neuvième année à tout ce qui est entré dans la vie humaine par l'évolution culturelle. C'est la raison pour laquelle on devra justement utiliser à juste titre les premières années d'école à l'enseignement de l'écriture et de la lecture ; mais on devra configurer cet enseignement dans le respect juste de la nature de son développement dans ce laps de vie. Qu'on enseigne les choses en captivant unilatéralement l'intellect de l'enfant et en ne revendiquant de lui qu'une appropriation abstraite de l'exécution, alors on provoque chez lui le dépérissement de sa nature volontaire et d'âme [*Gemütsnatur*]. Mais qu'au contraire, qu'on l'enseigne de manière à impliquer la totalité de son être dans son activité, alors il se développe universellement. Dans le dessin d'enfant, et même en effet dans la peinture primitive, c'est la totalité de l'être humain qui en vient à déployer un intérêt à ce qu'il réalise concrètement. C'est pourquoi l'on devrait laisser naître l'écriture à partir du dessin. À partir des formes dans lesquelles le sens artistique de l'enfant se fait valoir, on développe les formes des lettres en les dérivant. À partir d'une occupation, qui entraîne artistiquement la totalité de l'homme, on développe l'écriture qui conduit ensuite vers la signification intellectuelle de celle-ci. Et ce n'est d'abord que de l'écriture que l'on fait venir ensuite la lecture, qui concentre ensuite fortement l'attention dans le domaine de l'intellect.

Si l'on apprend à mieux connaître comment il faut fortement aller chercher bien loin l'intellect à partir de l'éducation artistique de l'enfant, on sera enclin à donner à l'art une place appropriée dans les premiers cours du primaire. On intégrera correctement l'art musical et la sculpture à l'enseignement en les reliant en correspondances avec les exercices corporels. On fera de la gymnastique et des jeux de mouvement une expression de ce qui est ressenti en étant stimulé par la musique ou la récitation. L'eurythmie, le mouvement porteur de sens, devra prendre la place de ce qui s'édifie simplement sur l'anatomie et la physiologie du corps. Et l'on découvrira alors quelles énergies fortes viennent structurer la volonté et l'âme dans la configuration artistique de ce qui est enseigné. Réellement féconds ne deviendront cependant de tels enseignants qui pourront éduquer et enseigner de la façon indiquée ici, qu'en démêlant, au moyen d'une connaissance anthropologique énergique, l'interdépendance qui existe entre leurs méthodes et les énergies évolutives qui se manifestent à un moment déterminé du développement de la vie de l'enfant. N'est pas un réel éducateur ou enseignant celui qui s'est approprié la pédagogie en tant que science du traitement de l'enfant, mais celui chez qui la pédagogie est *éveillée*, suite à une profonde connaissance de l'être humain.

Pour la formation de l'âme, il est très significatif que l'enfant, avant l'achèvement de la neuvième année, développe la relation au monde comme l'être humain est enclin à le faire en la configurant d'une manière pleine d'imagination. Si l'éducateur lui-même n'a pas d'imagination, il ne peut pas faire vivre dans l'âme de l'enfant, en les exposant à la manière d'un conte ou d'une fable, les mondes des plantes, des animaux et des étoiles.

Lorsqu'on veut étendre les cours sur toute chose possible, à partir d'une disposition matérialiste d'esprit certainement justifiée dans certaines limites, on ne tient pas compte que dans l'entité humaine, des énergies doivent être aussi développées qui *ne peuvent pas* seulement être

communiquées uniquement par intuition. L'appropriation mnémorique pure de certaines choses se trouve en relation avec les forces du développement de la sixième ou septième année jusqu'à la quatorzième année. Et sur cette propriété de la nature humaine, doit être construit le cours de calcul. Il peut être carrément utilisé pour cultiver la force du souvenir. Si l'on ne prend pas cela en considération, on avantagera peut-être justement d'une manière anti-pédagogique dans le cours de calcul l'élément intelligible à l'encontre de celui qui structure la mémoire.

On peut tomber dans la même erreur lorsqu'avec inquiétude, on s'efforce à toute occasion et dans une mesure au-delà de ce qui est juste, à ce que l'enfant *compre* nécessairement tout de ce qu'on lui a transmis. Il est certain qu'une bonne volonté est à la base de cet effort. Mais celle-ci ne compte pas sur l'importance qui revient à l'être humain, lorsqu'à un âge ultérieur de sa vie il s'éveillera dans son âme à ce qu'il s'est approprié antérieurement d'une manière purement mnémorique et dont il découvrira alors, de lui-même, la compréhension au travers de la maturité ainsi acquise. En tout cas, il sera nécessaire, par la manière vivante de procéder de l'enseignant, d'empêcher une absence de participation redoutée par l'élève, lors d'une appropriation mnémorique d'une matière. Si l'enseignant se trouve engagé dans son activité d'enseignement avec la totalité de son être, alors il peut fournir à l'élève ce dont celui-ci retrouvera une compréhension vécue avec joie lors d'une expérience ultérieure. Et dans ce revécu rafraîchissant se trouve toujours ensuite associé un renforcement du contenu de vie. Si l'enseignant peut agir pour un tel renforcement, alors il donne à l'enfant un bien de vie incommensurable grand pour le restant du parcours de son existence. Et il évitera de ce fait que par son « cours intuitif », l'excédent de sa prise de position s'enfonce dans la banalité d'une « compréhension » de l'enfant. Il se peut que ce renforcement compte avec l'activité autonome de l'enfant ; mais ses seuls fruits sont devenus insipides pour l'âge de l'enfant ; par contre, l'énergie d'éveil que la flamme vivante de l'enseignant peut allumer chez l'enfant, en l'enthousiasmant pour des choses qui, sous certains rapports, se situent encore bien au-delà de sa « compréhension », restera, quant à elle, agissante pendant tout le restant de sa vie.

Lorsqu'après la neuvième année achevée, l'on commence par des descriptions des mondes animal et végétal et qu'on veille à ce qu'à partir des formes et processus vivants du monde extérieur à l'homme, soient intelligibles la forme et les manifestations de la vie humaine, alors on peut éveiller chez l'élève ces énergies qui, après s'être libérées à cet âge de la vie, s'efforceront de procéder à partir des profondeurs de l'entité humaine en toute circonstance. Au caractère qu'adopte le sentiment du « Je », à cette époque de la vie, correspond à ce qu'il faut considérer dans le règne animal et dans le règne végétal comme réparti en propriétés et orientations de nombreuses espèces naturelles, dont l'essence humaine se révèle telle une culmination du monde vivant au sein d'une unité harmonieuse.

Autour de la douzième année, apparaît une fois encore un tournant dans le développement de l'être humain. L'être humain devient alors mûr pour développer ces facultés par lesquelles il est amené à saisir conceptuellement d'une manière qui lui est avantageuse ce qui doit être appréhendé sans relation avec l'être humain : le règne minéral, le monde des faits concrets physiques, les phénomènes atmosphériques et ainsi de suite.

De la même façon, à partir de l'application de tels exercices, qui sont organisés totalement à partir de la nature de l'impulsion humaine naturelle à participer, sans égard aux objectifs de la vie pratique, doivent s'en développer d'autres qui sont une sorte d'enseignement au travail, et qui résultent d'une connaissance de la nature des moments de la vie. Ce qui est indiqué ici pour un secteur de la matière enseignée, se laisse étendre sur tout ce qui est à donner à l'élève jusqu'à sa quinzième année.

On n'aura pas à redouter que l'élève soit renvoyé à la vie extérieure, au sortir de l'école primaire dans une disposition d'âme et de corps étrangère à la vie extérieure, si de la manière exposée ici on a veillé à ce qui résulte, à partir de son évolution *intérieure*, de la nature humaine comme principes

d'éducation et d'enseignement. Car la vie humaine est elle-même conformée à partir de cette évolution intérieure, et c'est de la meilleure manière que l'homme peut donc entrer dans la vie, lorsque, par le développement de ses prédispositions, il retrouve ce que des hommes avant lui ont incarné dans l'évolution de la culture, à partir de dispositions humaines estimées de natures équivalentes. Il faut dire que pour harmoniser toutes les deux, l'évolution de l'élève et celle de la culture extérieure, on a besoin d'un corps enseignant qui ne s'enferme pas, par ses intérêts propres, dans une pratique éducative et enseignante spécialisée, mais qui se place dans toute l'ampleur de la vie avec une participation totale. Une telle communauté d'enseignants trouvera la possibilité d'éveiller chez l'être qui est en train de grandir le sens d'un contenu spirituel, mais non moins aussi celui de la compréhension d'une configuration pratique de la vie. Au travers d'une telle attitude des cours, l'être de quatorze ou quinze ans ne restera pas sans compréhension, pour l'essentiel, de ce qui est utile à partir de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de l'ensemble de la vie de l'humanité. Les discernements et les pratiques qu'il s'est appropriés, le rendront capable de se sentir orienté dans la vie qui l'accueille. Si l'École Waldorf atteint les objectifs que son fondateur a en vue, alors elle devra être édifiée sur la pédagogie et la méthode caractérisées ici. De ce fait elle pourra donner un enseignement et une éducation, conformes aux besoins d'une évolution saine du corps de l'élève, parce que l'âme, dont le corps est une expression, sera développée dans la direction de ses propres forces évolutives. Avant l'ouverture de l'école, on a recherché à œuvrer de cette manière avec la communauté des enseignants, à savoir selon un objectif tel que celui fixé et que l'école peut s'efforcer d'atteindre. Par le but qu'ils visent, ceux qui participent à l'institution de l'école, pensent apporter dans le domaine de la vie pédagogique ce qui correspond à la réflexion sociale du présent. Ils ressentent la responsabilité nécessairement liée à une telle entreprise ; mais ils pensent aussi qu'à l'encontre des exigences sociales du présent, il est de leur devoir de l'entreprendre, s'il existe une possibilité de le faire.

Note :

(1) L'école Waldorf : La libre école Waldorf de Stuttgart fut fondée en 1919 par Émile Molt sous la direction pédagogique de Rudolf Steiner, qui en forma également les énergies d'enseignement au travers d'un cours de préparation destiné aux enseignants réunis en séminaire. Elle devint le modèle d'innombrables créations d'écoles dans les pays du monde entier.

L'erreur fondamentale dans le penser social

À une idée comme celle de la *Dreigliederung* de l'organisme social, de nombreux hommes objecteront toujours que le mouvement social aspire pourtant à surmonter les inégalités économiques des hommes ; comment cela doit-il être atteint par des transformations, qui interviennent dans la vie de l'esprit et dans l'ordre juridique, si celles-ci disposent d'administrations autonomes vis-à-vis du circuit économique ?

Cette objection est faite par ceux qui voient sans doute que les inégalités économiques existent, mais qui ne voient pas comment elles ont été engendrées par les hommes qui vivent ensemble au sein de l'organisme social. On voit que l'ordre économique de la société s'exprime dans les standards de vie des hommes. On s'efforce, conformément à cela, à ce que pour de nombreux hommes interviennent la possibilité qu'ils aient un standard de vie digne d'eux. Et l'on croit que cette possibilité existera, si certains changements sont introduits dans l'ordre économique que l'on se propose.

Celui qui regarde plus profondément dans les circonstances de la vie humaine doit voir, dans cette manière dominante de se représenter les choses que l'on vient juste de caractériser, la raison principale des mauvaises conditions sociales du présent. Pour le discernement de nombreux hommes, l'ordre de la vie économique s'est trop éloigné des représentations qu'ils ont de la vie de l'esprit et de celle du droit, pour qu'ils pussent percevoir à jour la manière dont, dans l'interdépendance humaine, l'un se trouve en relation avec les autres. La situation économique des hommes est un résultat de la manière dont ils se positionnent les uns par rapport aux autres par leurs facultés spirituelles et par la réglementation juridique existante entre eux. Celui qui perce à jour cela, celui-là ne croit pas qu'il puisse découvrir un système économique qui pût fournir, de lui-même, des standards de vie qui apparussent dignes aux mêmes hommes qui y vivent. Quand à savoir si l'on trouvera au sein d'un système économique pour sa production, une contre-production nécessaire à un tel standard de vie, cela dépend de la façon dont les hommes sont spirituellement déterminés dans ce même système et la façon dont ils ordonnent leurs situations à partir de la conscience du droit dont ils disposent.

Dans les trois ou quatre derniers siècles, l'humanité civilisée s'est développée à partir d'impulsions qui rendent extraordinairement difficile une percée à jour des vraies relations entre la vie économique et celle de l'esprit. L'homme est enveloppé dans un réseau d'interdépendances de la vie, qui sur le domaine économique ont adopté une physionomie qui ne correspond plus à ce qu'il avait reçu par l'éducation à partir des époques évolutives précédentes, en tant que culture de l'esprit et représentations juridiques. On s'est accoutumé à considérer les progrès en esprit des temps modernes avec une reconnaissance unanime. Pourtant, on ne voit pas que ces progrès spirituels ont été principalement faits dans les domaines qui se rattachent immédiatement de la vie technique et économique.

Sous l'influence d'une telle progression spirituelle, l'habitude de penser s'est formée parmi les milieux dirigeants de l'humanité, de juger des circonstances de la vie à partir des fondements économiques. Ils ne sont plus conscients, dans la plupart des cas, de cette façon de juger. Ils l'exercent même inconsciemment. Ils croient vivre à partir de toutes sortes d'impulsions éthiques ou esthétiques ; mais ils suivent inconsciemment leur jugement déterminé à partir de l'économie d'une vie technique et commerciale. Ils *pensent* économiquement, tandis qu'ils *croient*, vivre esthétiquement, religieusement et éthiquement.

Cette habitude du penser des classes dirigeantes est à présent devenue un dogme au cours des temps modernes à cause de ceux qui pensent en socialistes. Ceux-ci sont d'avis que toute vie est économiquement conditionnée, parce que ceux-là mêmes, desquels ils ont hérité leurs opinions, ont fait de ce type de penser économique une habitude partiellement inconsciente chez eux. Et ainsi ces

bien-pensants socialistes veulent configurer à présent l'ordre économique à partir d'une vue intuitive qui a précisément entraîné derrière elle la transformation qu'ils tiennent eux pour urgemment nécessaire. Ils ne remarquent même pas, qu'ils entraîneraient ainsi ce qu'ils ne veulent pas, s'ils agissaient sous l'influence d'idées, à partir desquelles a résulté ce qui est comme devant se transformer. Cela provient du fait que les hommes veulent s'en tenir beaucoup plus tenacement à leurs idées et à leurs habitudes du penser, qu'aux institutions extérieures.

Mais à présent, l'évolution humaine en est arrivée à un point où celle-ci même par nature exige une progression non seulement des institutions, mais aussi des idées et manières de voir. Quant à savoir si cette exigence que pose l'histoire de l'humanité, est ressentie ou pas, c'est ce dont dépend le destin du mouvement social. Aussi étrange que cela résonne pour de nombreuses personnes, il est juste pourtant que la vie moderne ait pris une configuration qui ne soit plus maîtrisable par d'anciennes manières de voir.

Beaucoup disent à bon droit : la question sociale doit être conçue autrement qu'elle l'a été par Saint Simon (1), Owen (2), Fourier (3), par exemple. On ne pourrait pas conformer la vie économique à l'aide de leurs impulsions spirituelles. Mais ils en retirent la conclusion que des impulsions spirituelles ne peuvent avoir principalement *aucune* influence transformante sur les situations sociales de la vie. En vérité, la cause en est au point où ces penseurs sus-nommés ont formé leurs représentations à partir d'une vie de l'esprit qui, de par sa nature même, ne pouvait plus être à la hauteur d'une vie économique moderne. Au lieu d'en venir à confesser le sain discernement qu'on a donc besoin d'un renouveau de la vie de l'esprit — et de la vie du droit — on en est venu à l'opinion que les états sociaux, auxquels on aspire ardemment, doivent résulter de la vie économique elle-même. Mais il n'en résultera jamais rien que de la confusion économique, si la suite de l'évolution ne procède pas à partir d'une progression de la vie de l'esprit et de celle du droit exigée par les temps nouveaux.

Du courage que l'on devra engager vers cette progression dans la culture de l'esprit et dans l'ordre juridique devra dépendre ce qui doit arriver sur le plan social dans le présent et dans le proche avenir. Ce qui sera créé en dehors de ce courage, quand bien même cela pût être pensé à partir de bonnes intentions, ne mènera jamais à des situations durables. C'est pourquoi le plus important, dans ce domaine, c'est d'en appeler dans les cercles les plus larges possibles à une clarification là-dessus, à savoir que la nouvelle culture de l'esprit est le fondement d'une continuation d'évolution prospère de l'humanité civilisée. Les fruits de cette culture de l'esprit éclore dans l'ordre économique ; une vie économique, qui veut se restructurer sur elle-même, ne fera que propager ses anciennes nuisances en les aggravant. Aussi longtemps qu'on exigera de la vie économique qu'elle doive faire des hommes ce qui est en prédisposition en eux, on ne fera qu'ajouter de nouvelles nuisances aux anciennes ; ce n'est qu'à partir du moment où l'on arrivera au discernement que l'être humain doit donner à partir de son esprit ce dont la vie économique a besoin, que l'on pourra s'efforcer consciemment à ce qu'inconsciemment on demande.

Note :

- (1) **Claude Henri de Saint Simon** (1760-1825), fondateur de ce qu'on a appelé l'école socialiste, selon laquelle les institutions de la société humaine devraient être fondées à partir d'une conformité pure aux lois scientifiques.
- (2) **Robert Owen** (1771-1858), réformateur social idéaliste. Voir Rudolf Steiner : « Science de l'esprit et question sociale ».
- (3) **Fourier, François Marie Charles** (1772-1835), créateur d'un système socialiste sur des bases scientifiques.

Les racines de la vie sociale

Dans mon ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale* », la comparaison de l'organisme social avec l'humain naturel a bien été admise ; mais en même temps, on y attire l'attention sur combien il serait fourvoyant de croire que l'on pût transposer les intuitions intellectuelles auxquelles on s'est habitué de l'un sans plus sur l'autre. Celui qui envisage l'activité d'une cellule ou d'un organe dans le corps humain selon les manières de voir des sciences naturelles et recherche ensuite la « cellule sociale » ou « l'organe social », pour caractériser l'édification et les conditions de vie de « l'organisme social », celui-là ne tombera que trop facilement dans un jeu d'analogies chimérique.

Il en va autrement, si l'on attire l'attention, comme dans les « *Points essentiels* », sur le fait que pour une saine observation de l'organisme humain, on doit éduquer son penser de manière telle que celle dont on a besoin pour une conception de la vie sociale conforme à la réalité. Par une telle éducation, on sera qualifié pour apprendre à ne pas juger des faits sociaux avec des opinions préconçues, ou bien selon sa propre légitimité à le faire. Et ceci est autrement indispensable avant tout à notre époque. Car actuellement, pour ce qui est du jugement social, on s'enfonce bien profondément dans les opinions partisans. Celles-ci ne sont pas formées à partir de ce qui se fonde dans les conditions de vie de l'organisme social, mais à partir des sentiments obscurs de quelques êtres humains, et notamment de groupes d'hommes. Si l'on voulait transposer la manière de juger que l'on applique dans les programmes des partis sur l'investigation de l'organisme humain, on devrait alors bientôt reconnaître que l'on n'en stimulerait pas la compréhension, mais que l'on créerait le même obstacle.

Dans l'organisme, l'air inhalé doit constamment être transformé en un air inutilisable. L'oxygène doit être transformé en acide carbonique. C'est pourquoi il doit y avoir là des structures qui remplacent ce qui est transformé et rendu inutilisable par quelque chose d'utilisable. Celui qui applique son jugement, formé conformément à la réalité sur l'organisme humain, au moyen d'une considération sans préjugés sur l'organisme social, celui-là découvre alors qu'un membre de cet organisme, le circuit économique, lorsqu'il est organisé précisément ensuite et conformément à sa nature, doit constamment faire naître des rapports qui doivent être de nouveau rééquilibrés par d'autres institutions. On peut aussi peu exiger d'une structure d'organe, qui est ordonnée dans l'organisme humain de sorte qu'elle rende inutilisable l'oxygène inhalé, qu'elle le rende réutilisable, de même on ne doit pas présumer du circuit économique qu'en lui-même puissent naître des institutions, qui agissent en compensant ce qu'à partir de la vie même, il doit engendrer *d'entrave à la vie*.

Ne peuvent apporter une telle compensation que si, à côté du circuit économique, un organisme juridique se configure à partir de sa propre essence et une vie de l'esprit, croissant indépendamment de l'organisation de l'économie et de celle du droit, se fonde librement à partir de ses propres racines. En ne jugeant que superficiellement, la question se pose de savoir si la culture de la vie de l'esprit ne doit pas être reliée aux relations du droit existantes. Certes, qu'elle doit l'être. Mais il y a quelque chose d'autre, c'est de savoir si les êtres humains, qui cultivent la vie de l'esprit, sont eux indépendants de la vie juridique ; et c'est encore autre chose que de savoir si, à partir des institutions juridiques, cette culture s'ensuit d'elle-même. On découvrira alors que l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social est de celle qui rendent facilement des objections possibles, si l'on s'en tient aux opinions préconçues, mais que les objections s'anéantissent d'elles-mêmes, quand on les pense jusqu'au bout.

Le circuit économique a sa propre loi de vie. Par elle, il crée des situations, qui détruisent l'organisme social, lorsque dans celui-ci cette loi opère seule. Mais si l'on veut remédier à ces situations par des institutions *économiques*, alors on détruit le circuit économique lui-même. Dans le circuit économique moderne, des dommages ont apparu par la gestion capitaliste privée des

moyens de production. Si l'on veut extirper les dommages par l'institution *économique* d'une gestion communautaire des moyens de productions, alors on détruit l'économie moderne. Mais on agit à l'encontre de ces dommages lorsqu'à côté du circuit économique, on crée un système juridique indépendant et une libre vie de l'esprit. Les nuisances qui résultent *constamment* de la vie économique disparaîtront dès leur naissance. Il n'en ira pas quelque peu comme si les nuisances devaient d'abord résulter, et les êtres humains devraient souffrir ensuite au milieu de ces nuisances, avant qu'elles ne disparaissent. Mais par les organisations existantes à côté des institutions économiques, les anomalies en sont écartées.

Les opinions des partis à l'époque modernes ont détourné le jugement sur les conditions de vie de l'organisme social. Elles l'ont transféré au-delà dans les courants passionnels de groupes humains. Il est urgemment nécessaire que ces opinions reçoivent une correction, à partir d'un côté sur lequel les hommes peuvent incliner naturellement à une absence de préjugés. Ils seront en situation de faire cela lorsque la vie des idées se corrigera d'elle-même en reconsidérant de tels rapports, qui exigent de par leurs natures mêmes, une telle absence de préjugés. L'organisme naturel pose de telles exigences.

Il est vrai que celui qui *n'utilise que* les représentations en usage dans les sciences naturelles pour cette correction, celui-là n'ira pas bien loin. Car il manque à ces représentations, sous de nombreux rapports, cette précision qui pénètre suffisamment en profondeur les faits concrets de la nature. Mais lorsqu'on tente de s'en tenir, non pas à *ces représentations*, mais à la nature elle-même, alors on sera dans la situation d'y aller rechercher plutôt l'absence de prévention, qu'au sein des manières de voir des partis. En dépit de la bonne volonté de nombreux chercheurs scientifiques, pour sortir du matérialisme régnant dans les sentiments des penseurs, les représentations actuelles en usage dans les sciences de la nature sont traversées d'impacts matérialistes. Une considération conforme à l'esprit de la nature peut se débarrasser de ces impacts. Et *celle-ci* pourra fournir la base pour un apprentissage du penser, qui dans ses résultats sera également à la hauteur de la conception de l'organisme social.

L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme sociale n'emprunte pas simplement des connaissances à la nature, pour les transposer simplement au domaine social. Elle ne veut retirer de l'observation de la nature que l'énergie de prendre en considération sans prévention le monde des faits concrets. Cela, c'est ce que devraient penser ceux qui s'informent d'une manière superficielle, en évoquant cette idée d'une *Dreigliederung* de l'organisme social de la même façon que l'on peut parler d'une *Dreigliederung* de l'organisme naturel humain. Celui qui prend au sérieux cette dernière, selon ce qui lui est propre, celui-là s'apercevra justement par elle que l'une ne peut pas être transposée simplement dans l'autre. Mais de par la manière de prendre en considération les choses, qu'il est contraint d'utiliser pour l'organisme naturel, il se forgera l'orientation du penser qui lui permettra de se retrouver correctement dans les faits sociaux concrets.

On croira qu'au travers d'une telle sorte d'intuition intellectuelle, les idées sociales se retrouvent refoulées dans le domaine des « théories grises ». On est en droit peut-être de dire qu'on a une telle opinion aussi longtemps que l'on regarde ce « refoulement » de l'extérieur. Alors on ressentira comme « gris », ce qu'indistinctement l'on voit dans le lointain. Et au contraire, on ressentira la richesse des couleurs de ce que l'on enfante de « près » avec passion. Mais que l'on s'approche donc plus près du « gris ». On trouvera alors quelque chose qui s'agite semblablement à la passion. Mais cela s'ouvrira sur tout ce qui est réellement humain, ce que l'on perd de vue justement à partir des points de vue des opinions de partis ou de groupes.

Et c'est plus amèrement encore que le temps presse actuellement, de se rapprocher de ce qui est réellement humain. Car les positions sur lesquelles campent les groupes humains qui se sont séparés les uns des autres, ont déjà provoqué assez de dommages. Et le discernement devrait mûrir que ce ne sont pas de nouvelles positions qui pourraient réparer ces dommages, mais l'observation de ce

qu'exige l'histoire elle-même dans l'instant présent de l'évolution de l'humanité. Il est *facile de voir* les dommages et d'exiger leur abrogation conformément à un programme ; mais il est *indispensable* de pénétrer jusqu'aux racines de la vie sociale et, au travers de leur guérison, de provoquer celle de ses fleurs et de ses fruits.

Le terrain de la *Dreigliederung*

L'essentiel de l'idée de la *Dreigliederung* c'est qu'elle considère les situations sociales à partir de points de vue sans préjugés de partis ou de classes, qui lui sont données par la question : Qu'il y a-t-il à faire, au stade actuel de l'évolution humaine, pour parvenir à une configuration la plus vivante possible des organismes de la société ? Celui qui pense sérieusement et loyalement à trouver une réponse à cette question, ne peut pas négligemment passer devant un fait tel que, dans l'époque moderne, la vie économique et la vie politico-juridique en sont arrivés à un conflit destructeur. La répartition en classes sociales de l'humanité, dans laquelle on vit actuellement, est née des fondements économiques. Au sein de l'évolution économique, *et de celle-ci même*, l'une est devenue prolétaire, l'autre est devenue entrepreneuriale, une troisième est devenue celle des travailleurs dans la culture de l'esprit. Ceux qui pensent en socialistes, ne se fatiguent pas de mettre ce fait au premier plan de leurs revendications, pour pouvoir ensuite le laisser apparaître à l'arrière-plan de celles-ci comme quelque chose allant de soi. À cette occasion seulement, on ne réfléchit pas qu'il importe de voir *pourquoi* la vie économique a pu exercer une telle sur-dominance sur la stratification sociale de l'humanité. On ne voit pas la manière dont cette stratification s'est accomplie pour la raison précisément que l'activité économique n'avait pas en face d'elle une opposition politico-juridique qui eût agi en s'opposant à elle. L'être humain, au travers du circuit économique, fut placé sur un terrain qui l'isola. Il ne put que vivre dans des conditions qui lui furent offertes à partir de l'économie. L'un ne comprit plus l'autre. Il ne fut plus en mesure de s'entendre avec lui ; il ne pouvait plus qu'espérer encore s'accorder ou subjuguier ceux qui se trouvaient sur le même terrain que lui. Des profondeurs de l'évolution de l'humanité, il n'y eut plus aucune vie politico-juridique à faire remonter, qui eût pu réunir les groupes humains isolés. On n'a pas vu que continuer de penser selon les impulsions politiques et juridiques *anciennes*, contredit les énergies économiques *nouvelles*.

Mais on ne pouvait gérer l'économie comme cela avait été rendu nécessaire par les conditions des deux derniers siècles, et avec cela laisser arriver les hommes dans des situations sociales qui correspondent à des fondements politico-juridiques propres aux époques antérieures. On ne devait pas non plus espérer que la stratification en classes, qui était apparue sans de nouvelles aspirations politiques, pût former une reconfiguration de l'organisme de la société. Il va de soi que les classes qui se sentent opprimées ne reconnaissent pas cette affirmation comme justifiée. Leurs partisans disent : nous avons, depuis plus d'un demi-siècle, une nouvelle aspiration politique. Dans les « *Points essentiels de la question sociale* », la preuve a été fournie que ce n'est pas le cas, et elle fournit le fondement pour d'autres idées caractérisant une reconstruction sociale. Karl Marx et ses partisans ont bien appelé à la lutte les hommes d'une classe sociale de vie ; mais ils n'ont donné à ces hommes que *les* idées qui avaient été apprises de ceux qui appartenaient à ces classes-là qui justement devaient être combattues. C'est pourquoi il n'en résulta rien de neuf, quand bien même le combat eût pu mener à l'issue souhaitée par eux, mais l'ancien avec des hommes aux commandes qui appartenaient à une autre classe que ceux qui, jusqu'à présent, prétendaient à cette position de chefs.

Le discernement dans ce fait ne mène pas encore non plus à l'idée du *Dreigliederung* ; il doit seulement préparer la voie vers elle. Aussi longtemps qu'il n'illumine pas un nombre suffisamment élevé d'êtres humains, on continuera de vouloir et d'exprimer des impulsions tirées des anciennes idées politico-juridiques, qui sont censées être à la hauteur des conditions économiques du présent. Sans cette illumination, on reculera de peur devant la *Dreigliederung* de l'organisme social, parce qu'on se heurte avec elle à ce que l'on est accoutumé à penser.

Il est concevable qu'en une époque, qui a amené tant de malheurs, les êtres humains reculent de peur devant une exigence d'un penser qui prenne naissance des profondeurs de la vie humaine. Beaucoup se sentent accablés par ce temps et doutent de l'énergie des forces idéelles créatrices. Ils « attendent » que les « circonstances » créent une situation meilleure. En fait, *jamaïs*, les

« circonstances » ne créeront quelque chose d'autre que ce qui leur est implanté par les idées humaines.

Mais — comme beaucoup le disent — les meilleures idées ne peuvent encore rien obtenir, si elles ne sont pas renvoyées aux circonstances de la vie. C'est justement avec cette objection que compte l'idée de la *Dreigliederung*. Elle part du discernement que ni la pratique dépourvue d'idée, ni les idées impraticables, ne peuvent conduire à un organisme social viable. C'est pourquoi, elle ne propose pas de programme sous des formes anciennes. Il y a assez de programmes de ce genre pour apprendre qu'ils ont beau avoir été « bien », « noblement » ou « ingénieusement » pensés, la réalité les récuse. L'idée de la *Dreigliederung* compte sur le domaine économique avec les réalités données par la nature et la vie humaine de l'époque moderne. Elle compte avec la conscience du droit de l'humanité, telle qu'elle a résulté au cours des derniers siècles de l'évolution. Et elle compte avec la vie de l'esprit que l'être humain a investie dans l'organisme social, qui comprend ses conditions de vie et les favorise de sorte que la possibilité d'existence soit créée. Elle présume percer à jour que dans un organisme social *dreigliederig*, les hommes pourront collaborer dans la vie, de sorte qu'à partir de cette collaboration naisse, ce qu'un programme d'idées ne peut pas provoquer.

Celui qui ne veut pas envisager cette différence de principe entre l'idée de la *Dreigliederung* et les idées de programmes d'usage, ne se laissera pas convaincre par la fécondité de la première. Celle-ci est une idée de la réalité, parce qu'elle ne veut pas tyranniser la vie au sens d'un programme, mais s'efforce d'abord de créer le fondement sur lequel la vie peut librement croître, et se développer à partir des impulsions sociales. Les problèmes du présent et du proche avenir ne sont pas de ceux qu'on pourra poser à l'intellect, mais ceux qui devront résulter d'une vie d'abord naissante. L'humanité actuelle *pressent* en vérité d'abord les questions sociales. Sa forme réelle en résultera, si la structure de l'organisme social est constituée de telle manière que les énergies de vie reposant dans l'existence humaine puissent élever leur authentique réalité de sensibilité instinctive à un penser conscient. Beaucoup de ce qui est dit à leur propos aujourd'hui fait que, face à cette connaissance réelle, on retire l'impression de quelque chose qui n'est pas mûr. On dit que, les hommes ne sont pas mûrs d'organiser leur vie d'après des idées. Non, les hommes seront mûrs pour des réponses, lorsque les questions seront d'abord dévoilées de leurs préjugés originels dont elles ont été recouvertes.

Voilà comment, celui qui de haute lutte conquiert l'idée de la *Dreigliederung*, voit la situation présente à partir d'une expérience de la pleine réalité. Et à partir de cette vision il voudrait qu'on *agisse*. On n'aura assez échangé de paroles qu'à partir du moment où de ces paroles l'*acte* sera né.

Une vraie clarification à la base du penser social

Le nombre des hommes ne cesse de croître qui insistent sur le fait qu'on sortira de la confusion sociale de notre temps qu'à la condition que, dans le penser et le sentir, on en vienne à un cheminement vers l'esprit. Les illusions, qu'ont amenées des idées « d'économie politique », qui ne recherchaient leurs fondements que dans la production de biens matériels et leurs répartitions, conduisent maintes personnes à une telle conviction.

Mais on peut nettement voir combien une telle conviction vers l'esprit est peu féconde en notre époque. Doive-t-on engendrer des conceptions d'économie politique, qu'on s'y refuse aussitôt. Car avec un simple renvoi à l'esprit, rien n'est encore fait. Cela ne fait qu'exprimer simplement un besoin. Quand il s'agit de parler de la satisfaction de ce besoin, cela laisse perplexe. On doit reconnaître dans ce fait concret une mission pour le temps présent. On devrait s'interroger : Pourquoi, ceux-là mêmes qui tiennent pour indispensable pour la vie sociale de se tourner vers l'esprit, n'en débattent-ils pas au-delà ? Pourquoi ne trouvent-ils pas le temps de spiritualiser réellement l'économie politique ?

On découvrira la réponse à cette question, si l'on prend en considération l'évolution du penser au sein de l'humanité civilisée dans les temps modernes. Ces personnalités-là, qui ont conquis de haute lutte une conception du monde à partir de la configuration de l'époque, considère comme un signe de leur « culture spirituelle » d'évoquer « l'inconnaissable » derrière les choses. C'est devenu progressivement une conception largement répandue, que seul un esprit troublé pût encore parler sur « l'essence des choses », sur « les fondements invisibles des choses visibles ». Une telle disposition d'esprit se laisse encore à présent soutenir pour un moment sur la connaissance de la nature. Les phénomènes naturels se présentent, et même celui qui ne veut rien savoir d'une investigation de leurs fondements, peut les décrire et en venir de ce fait à un certain contenu de son penser.

Dans les affaires de l'économie politique, une telle disposition du penser doit cependant faire long feu. Car là, les phénomènes sont en définitive produits par les êtres humains ; ils émanent des exigences provenant des cœurs humains. Chez les hommes vit justement ce pourquoi, en tant qu'entité, on s'empare dans le discernement lorsqu'on s'habitue à parler vis-à-vis de la nature d'un « inconnaissable », comme cela se rencontre chez maints partisans des conceptions modernes de la vie. Ainsi en est-on venu à ce que le passé récent a développé des habitudes du penser dans le présent, qui défont complètement dans les affaires d'économie politique. On peut considérer la congélation de l'eau, le développement embryonnaire et parler avec cela « en grand seigneur » de « l'inconnaissable » dans le monde et exhorte ses contemporains à ne pas s'égarer dans des imaginations à propos d'un tel « inconnaissable ». Mais par un tel penser, par lequel se dresse une âme, on ne peut pas maîtriser des tâches d'économie politique. Celles-ci requièrent d'entrer dans la pleine vie humaine. Et dans celle-ci règne la vie d'âme et d'esprit, qui ne se révèle que dans l'exigence vers une libération des besoins matériels.

On aura une économie politique, comme celle dont le présent a besoin, que si l'on ne renvoie pas simplement à l'esprit et à l'âme, mais lorsqu'on en viendra aux efforts vers une réelle cognition de l'esprit, non plus « non-scientifique » et qu'on ne la stigmatisera plus comme indigne d'un homme éclairé. Car on ne pourra juger de l'âme de l'être humain que si l'on perce à jour sa relation de dépendance avec ce que l'on voudrait éviter dans la connaissance de la nature.

À des êtres humains qui parlent aujourd'hui de choses suprasensibles à partir de leurs intuitions intellectuelles et qui expriment la croyance que ce n'est qu'au travers d'une connaissance tournée vers le suprasensible que le matérialisme régnant pût être surmonté, on rétorque que le matérialisme serait déjà « scientifiquement » surmonté. Il y eut suffisamment de confrontations qui ont grandi sur le terrain « authentiquement » scientifique, pour démontrer que le matérialisme ne suffirait plus

pour expliquer l'événement naturel. Contre cela, il doit être rétorqué que de telles confrontations peuvent bien être aussi intéressantes qu'elles veulent au plan théorique, elles ne peuvent cependant pas surmonter le matérialisme. Celui-ci ne sera surmonté, si l'on ne prouve pas simplement, au plan théorique, que dans les faits concrets du monde il y a plus que ce que les sens voient ; il ne sera surmonté que lorsqu'un esprit vivant s'introduit dans la prise en considération de l'événement universel. Seul *cet* esprit régnant dans l'intuition spirituelle humaine peut aussi contempler les relations de dépendances qui sont actives dans la vie matérielle des communautés humaines. On pourra longuement démontrer que la « vie » n'est pas simplement un processus chimique ; on ne fera pas le moindre mal avec cela au matérialisme. On ne le combattra vraiment qu'à partir du moment où l'on aura le courage, non seulement de dire qu'un esprit devrait opérer dans les conceptions du monde, mais que cet esprit produit réellement le contenu de sa conscience.

L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social s'adresse à des hommes qui ont ce courage. Ce courage cherche à pénétrer de l'extérieur de la vie vers l'essence intérieure de celle-ci. Il empoigne la nécessité de cultiver une libre et indépendante vie de l'esprit, car il reconnaît qu'une vie de l'esprit entravée, qui, tout au plus, jusqu'au « renvoi » à l'esprit, ne peut pas mener à une vie dans l'esprit. Il saisit aussi la nécessité d'une vie juridique autonome, car il s'est conquis de haute lutte le discernement que la conscience du droit s'enracine dans des domaines de la vie de l'âme qui ne peuvent être efficaces que dans une contexte d'interdépendance humaine qui se déploie indépendamment de la vie de l'esprit et de la vie économique. Un tel discernement ne peut être acquis que par la connaissance de la vie de l'âme en l'être humain. Une manière de voir la vie, qui s'est élevée à l'opinion d'un « inconnaissable » au sens de nombreuses orientations actuelles du penser, inclinera à l'erreur que l'on puisse découvrir une structure sociale des sociétés humaines qui se configure seulement à partir des faits matériels de la vie économique.

Le courage dont il est ici question, ne pourrait pas s'arrêter devant l'opinion que les hommes ne fussent pas « mûrs » pour une telle transformation fondamentale de leur penser et de leur sensibilité. Ils resteront « immatures » aussi longtemps qu'on leur expliquera le discernement dans le spirituel comme un préjugé « scientifique ». Ce n'est pas l'immaturité qui est active dans la confusion actuelle, mais la croyance qu'une connaissance du spirituel soit le signe d'un être humain non-éclairé. Toutes les tentatives d'organisation dans la vie sociale, qui émanent de cette « clarification » reniant l'esprit, doivent échouer, parce qu'elles se mettent « hors circuit » dans l'organisation de l'esprit ; mais celui-ci fait valoir dans l'instant ses prétentions dans l'inconscient, du fait que l'être humain le bannit de sa conscience. Ce n'est que lorsque l'être humain n'agit pas contre l'esprit que le spirituel peut faire avancer les actions humaines. Mais avec l'esprit n'agit que celui qui l'accepte dans sa conscience. Surmonter cette fausse « clarification », qui est née d'un malentendu dans l'examen de la nature, et qui est devenue ces tout dernier temps une sorte d'évangile universel pour les masses humaines, pourra uniquement fournir le fondement d'un savoir social qui peut agir de manière féconde sur la vie réelle.

La voie vers une délivrance du peuple allemand

En 1858, Hermann Grimm (1) rédigea un essai « *Schiller et Goethe* ». Celui-ci commence par cette phrase : « La vraie histoire de l'Allemagne est l'histoire des mouvements spirituels au sein même de son peuple. Ce n'est que là où la nation prend fait et cause et s'enthousiasme pour une grande idée et met en mouvement toutes ses énergies engourdies, que se produisent des actes qui sont immenses et lumineux. » Et plus loin dans le texte : « ... les noms des empereurs et rois allemands ne sont en aucune manière des pierres miliaries sur le progrès du peuple. »

La vivification de la disposition d'âme, à partir de laquelle cela a été écrit, semble appropriée à elle-seule pour apporter la lumière en ce temps de détresse qui s'appesantit sur le peuple allemand. Que puisse encore se lever quelque chose de cette disposition d'âme, voilà sur quoi seulement peut reposer l'espoir que nourrit celui qui trouve nécessaire, justement pour le peuple allemand, qu'il se tourne vers des idées qui le délivrent. Celui qui dit aujourd'hui : on devrait d'abord attendre ce qui résultera des relations entre les peuples de l'Ouest et ceux de l'Est, à partir de la situation mondiale existante, avant de pouvoir penser à une base féconde pour l'instauration d'une nouvelle culture sociale, celui-là n'a aucun pressentiment des nécessités de l'époque. C'est en dehors d'une telle manière de voir, qu'est né ce qui dans ces pages a été dit sur l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Celui qui rédige ces lignes pense qu'il a largement répondu dans ses essais à ceux-là qui lui objectent sans cesse : on devrait donc d'abord penser à ce qui résulte des circonstances actuelles vis-à-vis des autres peuples, avant de pouvoir tourner son attention sur des idées sociales comme celles que présente la *Dreigliederung*. Cette objection repose sur une erreur, qui peut devenir la plus amère des fatalités pour le peuple allemand. L'Allemagne est ressortie de la catastrophe mondiale de manière telle qu'elle doit d'abord créer les bases d'une relation future avec les autres peuples. La forme que la vie économique adopterait, pourvu qu'une fois détachée des domaines politico-juridique et spirituel, elle voulait se développer, pourrait s'intégrer à l'économie mondiale. Que l'intégration d'une telle vie économique dans l'économie mondiale repose dans l'intérêt des autres peuples, c'est ce qu'on tente ici d'indiquer dans ces essais. Une libre vie de l'esprit, quant à elle, ne peut être considérée comme une base hostile par aucun autre peuple. Et un autre peuple ne pourrait considérer non plus une vie juridique et politique, reposant sur l'égalité des hommes majeurs au sein du peuple allemand, que s'il voulait lui-même s'insulter.

Pourvu qu'une idée, comme celle de la *Dreigliederung* dût se présenter dans le monde en tant qu'impulsion volontaire dans les affaires publiques. Dans l'instant où cette idée montre *la voie vers l'action*, elle peut devenir la révélation de l'essence allemande, avec laquelle le reste du monde se confrontera sur une base solide. Vis-à-vis des circonstances actuelles, vis-à-vis de l'incrédulité dans l'efficacité pratique des idées pleines de vie, on aimerait s'interroger : où est donc l'essence allemande ? Depuis les meilleurs esprits du passé de telles idées peuvent retentir aux oreilles du peuple allemand, comme celles qu'Hermann Grimm, voici soixante ans, coucha sur le papier. Ces esprits ont exprimé à dessein la plus profonde volonté de leur peuple. Les descendants de ces esprits ne devraient-ils donc avoir aucune oreille pour entendre le sens de ces idées ?

Ces descendants se trouvent dans une situation, dans laquelle il ne suffit vraiment plus de se souvenir simplement des idées de leurs prédécesseurs, une situation dans laquelle il est beaucoup plus nécessaire de continuer de développer ces idées, en les adaptant d'une manière nouvelle au présent. L'Allemand veut-il donc se perdre lui-même, en désavouant sa propre essence par ses incrédulités idéelles ? Car la meilleure part de cette essence ne peut consister que dans sa confiance dans l'efficacité des idées. Et le monde doit compter avec une révélation de l'essence allemande, pourvu que celle-ci se présente à lui dans son authenticité.

Un nombre suffisant d'êtres humains au sein du peuple allemand, qui imprèneraient de leurs forces d'âme l'héritage provenant de la foi dans le monde idéal, doit devenir le salut de ce peuple. Aucun salut allemand ne s'épanouira d'une confrontation avec le monde extérieur, qui est accomplie sous

le signe de l'incrédulité dans l'efficacité pratique des idées. Car dans toutes confrontations de ce genre, c'est la collaboration active du cœur de l'essence allemande qui fait alors défaut.

Toutes les objections devraient se taire qui proviennent du discernement qu'il ne fût pas dans le ton de l'époque de s'abandonner à de telles idées. Car d'une époque qui renferme pour le peuple allemand les germes de réelle possibilité de vie, on ne pourra parler d'abord, qu'à la condition qu'un nombre assez grand d'êtres humains en reconnaissent bien l'énergie. Ce n'est pas en fonction de ce qui se produit sinon, que la foi dans les idées doit être disposées ; mais dans tout ce qui arrive par des Allemands, doit s'activer cette énergie de foi dans ces idées. Ce qui arrivera sous leur influence, doit être attendu en confiance par eux ; attendre dans le désœuvrement, en mettant de côté, dans un semblant d'attitude pratique affairée, et en laissant la fatalité suivre son cours : tout cela c'est le péché allemand contre sa propre essence, péché contre l'esprit de l'heure du monde, péché contre l'exigence authentique de penser par soi-même.

Le règne de ces péchés n'est-il donc pas suffisamment et nettement perceptible ? Les tristes conséquences de ces péchés ne sont-ils pas encore là ? La détresse ne retentit-elle pas en accents qui rendent ces péchés compréhensibles ? N'y a-t-il donc plus de force dans le peuple allemand pour reconnaître le péché contre l'esprit de sa propre essence. Ces questions peuvent provoquer des meurtrissures dans les âmes qui considèrent la vie publique du peuple allemand. La souffrance devrait conduire au réveil. Les Esprits du passé allemand, étaient-ils donc des rêveurs dans leur foi idéelle ? La vie réelle seule peut résoudre ces questions. Et qu'elle est la teneur de cette solution ? Oui, c'étaient bien des rêveurs, si leurs descendants s'abandonnent à présent aux rêveries sur leurs idées ; mais il s'agissait au contraire de réels esprits brillants, pourvu que leurs descendants, dans leur volonté vivante et éveillée, reprennent à présent l'énergie de leurs idées.

Note :

(1) **Hermann Grimm** : « Schiller et Goethe » dans « quinzième essai », 1^{ère} suite, Gütersloh 1889, p.166.

La soif d'idées de notre époque

Des idées qui expriment de bonnes intentions ne fabriquent pourtant pas de pain. C'est le noyau dur de la sagesse que l'on entend souvent exprimé aujourd'hui, lorsqu'on parle d'idées, comme celles qui sont à la base de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Eu égard au sérieux de l'époque, l'on devrait remplacer cette sagesse par une autre, une de celles que l'on peut entendre exprimer aussi souvent aujourd'hui : lorsque les gens se remettrons d'abord au travail, alors la question sociale prendra un autre visage.

Aux oreilles de qui ces deux sagesse actuellement ne résonnent pas, n'a aucun entendement pour le langage devenu trop ordinaire dans de nombreux milieux. Et même si ce langage n'était pas directement exprimé, pourtant l'écho en retentirait chez ceux, nombreux, qui en font officiellement état.

On en vient à se heurter à de telles objections qui proviennent de ces sources de sagesse, au sujet des idées exigées par l'époque, lesquelles sont si difficiles à faire valoir pour la raison que les premières, en effet « sautent incomparablement mieux aux yeux ». Il suffit de dire à quelqu'un : réfute-moi donc ces objections ; et le meilleur penseur devra reconnaître son impuissance. Car naturellement, elles ne sont pas à réfuter. Elles sont naturellement justes.

Mais importe-t-il donc *seulement* ensuite dans la vie, que l'on dise quelque chose d'exact dans n'importe qu'elle situation ? Tout ne dépend-il pas beaucoup plus du fait de pouvoir découvrir les idées afin de mettre en mouvement les situations de faits ? C'est aujourd'hui un phénomène dans la vie publique actuelle, qui contribue aux plus graves nuisances pour celle-ci, que l'on ne veuille pas relier le penser au *sens de la réalité*.

C'est seulement cette absence de sens de la réalité, qui se rétorque en dressant un obstacle pour celui qui veut avoir prise sur les détresses sociales du présent au moyen d'idées fécondes. Mais on s'est longuement accoutumé à un penser sous le signe de cette absence. À présent, il est vraiment urgent de réviser ses conceptions fondamentalement en cet endroit de la vie humaine.

On doit examiner tout d'abord comment l'on s'est laissé glisser dans un tel penser. On doit donc suivre des yeux les parcours idéels affectionnés par l'époque moderne.

Un tel parcours idéal affectionné est celui qui, dans le domaine du social, résulte des habitudes de vie des peuples primitifs. On tente d'explorer comment dans ces « temps originels », un certain communisme ou quelque chose de semblable a dominé, et l'on en retire certaines conclusions pour ce que l'on doit faire aujourd'hui. Dans les écrits qui traitent de la question sociale, un tel parcours de réflexion est devenu très usuel. Et il s'est emparé de vastes milieux. Et ce type de parcours de réflexions est mis en œuvre aujourd'hui dans beaucoup de ce qui est pensé par les masses au sujet de la « question sociale ».

On aurait même pu disposer de ce parcours de réflexions réellement à bien meilleur marché que de se le conquérir à partir de divers côtés. On aurait pu comparer la vie sociale des hommes avec les habitudes de vie des formes animales. Alors on aurait découvert comment des dispositions instinctives conduisent à la satisfaction des besoins de la vie et la manière dont ces arrangements de l'instinct vont dans le sens de l'inclination correspondante à ce que la nature apporte à la rencontre des nécessités de la vie.

L'essentiel c'est que l'homme doit remplacer la disposition instinctive par un penser conscient sous-tendu par un objectif. Sur la base fournie par la nature, il doit tirer, comme tout être, ce qu'il doit manger pour vivre. Dans la question du pain se dissimule une question de base naturelle. Mais celle-ci existe pour tout être qui est en nécessité de se nourrir. En rapport à elle, on ne peut

absolument pas parler de « penser social ». Celui-ci ne commence d'abord que par les fonctions par lesquelles l'homme soumet les bases naturelles à son penser. Par sa pensée, il se rend maître des énergies naturelles, et par son penser, il les place avec d'autres hommes dans un contexte de travail, qui réorganise le « pain » conquis de la nature, pour l'insérer dans une trame de vie sociale. Pour *cette* vie-là, la question du pain et une question d'idée. Il ne peut s'agir que de répondre à la question : Quelles sont les idées fécondes, qui, portées à leur réalisation, à partir du travail humain, laissent naître la satisfaction des besoins humains.

On peut donner droit à chacun qui déclare à présent, après avoir entendu les mêmes discussions : cette sagesse est vraiment pourtant primitive. À quoi bon même exprimer d'abord ce genre d'évidences naturelles ? Oh, l'on en omettrait vraiment volontiers l'expression, si ces hommes-là qui estiment qu'il est superflu de le faire, étaient les mêmes qui font fi des dommages au penser social avec leur sagesse disant que « des idées ne peuvent toutefois pas produire de pain ».

Et ainsi en va-t-il aussi avec l'autre sagesse par laquelle on voudrait se débarrasser du sérieux de la question sociale: à savoir, qu'il s'agit avant tout que les gens retravaillent. L'être humain travaille lorsque dans son âme germe l'idée qui le pousse au travail. S'il doit travailler dans le contexte de la vie sociale, alors il n'éprouve son existence digne d'humanité que si dans cette vie règnent des idées qui lui font transparaitre sa collaboration dans la lumière de cette dignité humaine. Certes, des milieux ainsi socialement orientés voudraient, il est vrai, remplacer cette impulsion au travail par une contrainte au travail. C'est justement *leur façon à eux*, de se débarrasser du discernement de la nécessité d'avoir des idées sociales fécondes.

Le monde est dans la situation dans laquelle il se trouve et à laquelle en sont arrivés ceux qui ont rendu impossible l'efficacité des idées parce que simplement, ils les ont fuies. Un salut est seulement possible si ceux qui peuvent encore développer une conscience à long terme de ces états de fait, se rassemblent avec une forte impétuosité. Ces derniers ne doivent pas être *pusillanimes* en ce grave moment. Ils se verront aujourd'hui encore entourés des mugissements de persifflages : idéalistes n'ayant aucun sens pratique, utopistes fantasques ! Ils feront leur devoir s'ils construisent tandis que les persifflages détruisent. Car s'effondrera ce à quoi ont « si magnifiquement abouti », sous le signe de la fuite devant les idées, ceux qui ont bâti ou veulent encore bâtir sur le sol marécageux d'une « réalité » illusoire. Leur pensée unique s'épuise aujourd'hui en ce qu'ils s'illusionnent au sujet de leur « sens pratique » et au travers de leurs railleries au sujet de la vraie pratique de vie ils se procurent une satisfaction intérieure à bon marché. Voir clair en cela, à ce qui s'offre ainsi à une compréhension dénuée de préjugés dans cette direction, c'est aujourd'hui la plus importante des tâches de la vie, pour tous ceux qui n'ont pas peur et révisent beaucoup leurs conceptions. C'est d'idées créatrices qu'a soif la vie de l'époque ; la soif ne disparaîtra pas quand bien même la physionomie dépourvue d'idée dont se revêt l'hostilité aux idées, souhaiterait encore se mettre en peine si bruyamment pour sa léthargie.

Un urgent besoin de discernement

À un contexte d'idées comme celui de la *Dreigliederung* de l'organisme social, on fait souvent l'objection qu'il ne pourrait pas se présenter, pour tel ou tel détail, en « propositions pratiques ». On dit, par exemple : voilà l'effondrement des cours du change, la dévalorisation. Qu'est-ce que peut imaginer faire un partisan de la *Dreigliederung* comme moyen, en vue de remonter les cours ? Celui-ci doit rétorquer : Le cheminement pris par les conditions économiques est devenu tel, ces temps derniers, qu'au travers de la lutte concurrentielle entre les États, on a abouti à une dévalorisation de l'argent dans un seul état. Or une amélioration ne peut survenir que si l'on prend, non pas des mesures salutaires pour tel ou tel état en particulier, mais seulement si l'on transforme cette évolution globale, en la remplaçant dans toute sa nature par quelque chose d'autre au travers de la *Dreigliederung*. Certes, des mesures individuelles peuvent apporter mainte amélioration éphémère particulière ; mais si la nature de l'économie elle-même demeure telle qu'elle est, une amélioration particulière ne peut apporter aucune aide ; elle peut même avoir comme conséquence une détérioration sur un autre domaine.

Le moyen réellement pratique pour une restauration de ce qui est détruit est justement la *Dreigliederung* elle-même. Si l'on voulait justement dans un domaine, dans lequel par exemple la vie économique déplore la dévalorisation du cours de change, créer des institutions globales dans le sens de la *Dreigliederung*, le mal s'améliorerait alors par le cours même des événements. L'objection caractérisée provient du fait que celui qui la formule, pour quelque raison que ce soit, recule de frayeur devant une mise en œuvre pratique au sens de la *Dreigliederung* et exige que les porteurs de cette idée de la *Dreigliederung* lui fournissent un moyen d'assainissement de telle ou telle circonstance, sans conformer pour autant ces circonstances mêmes au sens de leur idée.

Dans ce point consiste précisément une opposition essentielle entre les porteurs de l'idée de la *Dreigliederung* et tous ceux qui croient que l'on puisse conserver l'ancienne vie sociale de l'État unitaire et en venir à l'intérieur de celui-ci à une restructuration. L'idée de la *Dreigliederung* repose justement sur le discernement que cette orientation unitaire de l'État a amené la situation catastrophique du monde ; et l'on doit, pour cette raison, résolument sortir de ces circonstances pour reconstruire à partir de ce qui résulte de la *Dreigliederung*.

Tant que ne s'éveille pas le courage d'une intervention énergique d'un nombre suffisamment grand d'êtres humains, la guérison de la vie sociale malade ne peut survenir. La seule chose uniquement possible, sans cette intervention énergique, est, et ne peut être que, l'auto-appropriation violente du pouvoir économique et politique par l'État victorieux et la répression de ce qui a ainsi été vaincu. Les vainqueurs peuvent *provisoirement* conserver l'ancien système, car les dommages, qui résultent de celui-ci, pourraient être compensés par les avantages qui ressortiraient de la domination de ce qui a été ainsi vaincu. Mais ce qui a été vaincu est actuellement dans une situation qui rend nécessaire l'action sur-le-champ au sens de l'intervention énergique mentionnée ici. Pour le vainqueur aussi, un discernement conforme à la nature serait meilleur. Car l'état qu'il provoquerait lui-même, doit au cours du temps amener une perception de la situation insupportable du côté des vaincus et avec cela conduire à de nouvelles catastrophes. Mais les vaincus ne pourraient pas attendre non plus, car toute perte de temps augmente l'impossibilité de leurs conditions de vie.

L'idée de la *Dreigliederung* est en tout cas telle qu'elle va à contrecourant des habitudes du penser et du sentir de tous ceux dont la disposition d'âme s'est formée en s'adaptant à l'orientation unitaire de l'État. Leur dire sans réserve que les maux, qui apparaissent maintenant, sont bel et bien les conséquences de cette orientation, cela équivaldrait à exiger d'eux qu'ils se tiennent debout sans disposer de sol sous leurs pieds. Le sol, sur lequel eux veulent se tenir, c'est l'État unitaire. Ils accepteraient mieux et s'accorderaient sur la base de ses institutions mêmes, dont ils attendent une amélioration des situations. Mais ce qui importe, c'est de conquérir un nouveau terrain. Et pour cela le courage leur fait défaut.

L'exigence fondamentale pour l'efficacité de la *Dreigliederung* doit être en conséquence de veiller à ce que le discernement s'éveille chez le plus grand nombre possible d'êtres humains quant à la manière dont seule une intervention peut aider aujourd'hui. Beaucoup trop d'êtres humains ont jusqu'à présent formé leur capacité de jugement seulement à partir des milieux de vie les plus étroits. Ce sont justement ceux qui se trouvent dans les grandes entreprises de notre vie économique qui sont dans une telle situation. Ils s'octroient une capacité de jugement sur les circonstances les plus vastes, mais ils ne connaissent que ce qui en a résulté au sein de leur cercle de vie restreinte.

L'explication sur les contextes de la vie publique, qui n'existe qu'en une si faible mesure aujourd'hui, doit donc être encouragée. L'idée de la *Dreigliederung* rencontrera d'autant moins d'opposition qu'il y aura plus de gens à savoir et comprendre comment les énergies de la vie publiques étaient actives jusqu'à présent et comment elles devaient nécessairement mener à la catastrophe actuelle. Tout ce qui peut répandre le discernement en progressant dans cette direction, prépare déjà le terrain pour l'efficacité pratique de l'idée de la *Dreigliederung*.

Pour cette raison, on devrait, moins s'engager dans des confrontations avec les partisans de tel ou tel parti, qui le plus souvent, aussi longtemps qu'ils veulent rester dans le parti, voudraient donner une autre interprétation, dans leur sens à eux, de toute idée d'un porteur de cette impulsion de *Dreigliederung*. Dès qu'on a compris la fécondité de cette impulsion, on devrait donc veiller à ce qu'elle soit comprise dans les cercles les plus vastes. Car ce n'est pas avec ceux qui ne veulent pas de la *Dreigliederung* que se laisse commencer quelque chose, mais uniquement avec ceux qui en sont convaincus. *Rien qu'*avec eux on peut se laisser aller aussi à ne parler que des détails de la vie publique. On devrait être au clair qu'avec Erzberger il n'est pas question de parler du salut de la vie publique, aussi longtemps que Erzberger est — Erzberger **(1)**.

J'écris ceci parce que je vois que dans cette direction tout un chacun qui se range quelque peu du côté de l'idée de la *Dreigliederung* ne reste pas toujours dans le sillage correct. L'idée de la *Dreigliederung* est justement une idée telle que l'on doit totalement se servir, si l'on veut principalement la servir. Elle rend possible de se confronter, *avec chacun* ; mais la confrontation ne doit rien céder de l'énergie décisive de l'idée. On *agira* dans ce sens, si l'on comprend quelles sont les réelles causes de la décadence. Car l'embarras régnant n'est pourtant que la conséquence d'un manque de discernement.

Note :

(1) Mathias Erzberger (1875-1921), homme politique allemand, partisan, avent 1914, de la politique d'armement puis pacifiste pendant la guerre, il fit voter par le *Reichstag* une proposition de paix (19 juillet 1917). Chef de la délégation allemande à Rethondes (Nov. 1918), il oeuvra pour une paix loyale entre l'Allemagne et la France ; en 1919/21 il fut ministre des finances ; après de violentes attaques, les nationalistes l'assassinèrent le 26 août 1921.

La Dreigliederung de l'organisme social, La démocratie et le socialisme

Parmi les questions significatives qui, dans le présent et au travers de la catastrophe de la guerre mondiale, ont passé par de toutes nouvelles formes, il y a celle de la démocratie. Que la démocratie doive sans réserve pénétrer toute la vie du peuple, cela doit être une connaissance qui va de soi pour tous ceux qui ont un sens ouvert pour ce qui est historiquement advenu. La catastrophe de la Guerre mondiale a démontré l'impossibilité d'une évolution ultérieure de tout ce qui contrarie la démocratie. Tout ce qui est anti-démocratique a mené de soi-même à l'anéantissement. Pour ceux qui pensent sous quelque forme que ce soit à la restauration d'une telle anti-démocratie, il ne peut plus s'agir pour eux que d'opposer à leur vision la preuve de ce que la réalité a démontrée par des flots de sang.

Mais la question de savoir comment réaliser la démocratie, exige aujourd'hui une prise de position qui ne pouvait pas exister de la même façon en des temps désormais révolus. Avant que le mouvement social n'entrât dans le stade historique dans lequel il se trouve aujourd'hui, on pouvait penser autrement sur la démocratie, qu'on le fait à présent. La question devient de plus en plus pressante : comment le mouvement social peut-il incorporer la vie démocratique ?

Il ne peut vraiment pas s'agir actuellement de se laisser aller à vivre dans des exigences politiques indéterminées et de former des idéaux politiques à partir des intérêts de vie unilatéraux de tels ou tels groupements humains, intérêts élevés comme tels en revendications d'une manière parfaitement conceptuelle. Une réelle compréhension de l'organisme social devient chaque jour plus nécessaire.

Ce n'étaient pas simplement les valets du capitalisme, ceux, dans l'âme desquelles se nichait l'inquiétude, lorsqu'ils pensaient à ce qui devait advenir, si la vague sociale submergeait la vie moderne. À côté des égoïsmes qui se font valoir il est vrai en nombre, il y avait des personnalités sincères, isolées, qui voyaient, dans des formes prises par cette vague, précisément un danger pour le vrai démocratisme. Comment un vrai déploiement de l'individualité humaine doit-il être possible si toute la vie de l'esprit ne devient plus qu'une superstructure idéologique de la vie économique, et comment un tel déploiement était-il advenu dans le penser de ceux qui rendirent toute pénétration sociale de la vie dépendante d'une conception historique matérialiste envahissant tous les esprits ? Car sans le libre déploiement des individualités humaines, une structuration socialiste de la vie n'ira pas chercher la culture pour la libérer de sa prison capitaliste, mais elle ne lui apportera que la mort sans aucune perspective de la vivifier.

Pour celui qui ne juge pas les revendications, qui reposent dans le mouvement social, selon les intérêts qui résultent de sa situation de vie, jusqu'à présent, mais qui est capable de voir en elles une nécessité historique à laquelle on ne peut pas échapper, la très grave question se pose à lui de savoir comment ces revendications peuvent être satisfaites sans mener à l'oppression des dons humains individuels, sur le libre déploiement desquelles, doit nécessairement reposer à l'avenir toute évolution de la vie. Dans un ordonnancement de vie fondé sur des formes économiques capitalistes, la démocratisation était quelque chose d'autre de ce qu'elle devra être dans un ordonnancement de vie imprégné d'impulsions sociales.

On devra ressentir le besoin toujours plus impérieux de rechercher des possibilités d'évolution pour la vie humaine de l'esprit, qui doivent pouvoir percer au jour, à côté des impulsions sociales. On ne devra pas se laisser hypnotiser par le dogme selon lequel le socialisme, dans la vie économique, fera naître de soi, à la manière d'une superstructure de celle-ci, une saine vie spirituelle. Ne peut être d'accord avec ce dogme que celui qui ne saisit pas qu'une vie économique qui est fondée sur elle-même ne peut pas être durablement fécondée, ni être maintenue d'une manière viable sans un développement constant au moyen d'une vie de l'esprit qui est fondée sur les libres individualités humaines, et qu'elle doit donc nécessairement se figer sur elle-même. On doit aller puiser dans

l'entité humaine, au moyen d'impulsions qui, émanant de l'individualité humaine, qui ne peuvent pas résulter de la vie économique. L'économie fournit le fondement de la vie humaine ; mais l'être humain s'élève au-dessus de l'économie. Les énergies de la vie économique sont encloses dans des limites plus étroites que celles du déploiement de l'ensemble de la nature humaine. Aussi évident que cela apparaît à la compréhension de l'être humain individuel, cette chose qui va de soi, ne s'est pas réalisée dans les temps récents ; et une manière de penser affleure de plus en plus à la surface de l'opinion publique et avant tout de l'action publique, qui vient contredire cette évidence allant de soi. Les êtres humains vivent à l'intérieur de conditions de vie et requièrent des conditions de vie, qui, s'ils voulaient vraiment y réfléchir, devraient leur apparaître impossibles. Ils se tirent d'affaire en se laissant étourdir au sujet de leur contradiction de vie, au point d'éviter de les porter en conscience.

Un état de fait très significatif se dévoile à partir de cette contradiction. Les énergies du jugement et du sentiment, qui sont prédisposées dans la personnalité humaine, — et qui devraient en venir à pleinement se développer si l'on veillait à une saine culture publique de la vie de l'esprit — ne trouvent plus leur chemin dans les institutions sociales, dans lesquelles vit l'homme moderne. Ces institutions oppriment donc le libre développement de l'être humain individuel.

Cette oppression se fait valoir de deux côtés. Du côté de l'État et de celui de la vie économique. Et l'être humain s'avance, avec une impétuosité consciente ou inconsciente, en se heurtant à cette oppression. C'est dans cet assaut que repose l'origine primordiale réelle des exigences sociales de notre époque. Tout ce qui vit autrement dans ces exigences, est poussé dans la vague qui naît en surface en dissimulant ce qui régit dans les profondeurs des natures humaines.

L'assaut mené contre l'oppression de l'État s'exprime dans l'aspiration à une vraie démocratie ; l'assaut contre l'oppression de la vie économique, se révèle dans l'autre aspiration à une articulation organique sociale de la vie économique.

Pour ce qui est devenu l'État moderne durant ces trois ou quatre derniers siècles, l'humanité exige la démocratie. Si cette démocratie doit devenir un fait concret et véridique, alors elle doit être édifiée sur ces énergies de la nature humaine qui peuvent démocratiquement et réellement vivre à fond. Si des démocraties doivent provenir des États, alors ces institutions doivent exister dans lesquelles les hommes peuvent faire valoir ce qui régule le rapport de tout un chacun devenu majeur avec les autres, et réciproquement. Et chaque adulte majeur doit avoir un part égale à cette régulation. L'administration gouvernementale et la représentation du peuple doivent être maintenues de manière telle que vive en elles ce qui résulte de la conscience d'un être humain simplement du fait qu'il est un homme majeur et dispose d'une âme saine.

Est-ce qu'une telle représentation populaire et un telle administration gouvernementale peuvent aussi réglementer la vie spirituelle, de sorte qu'elle soit censée provoquer le libre déploiement des dispositions humaines individuelles, si ce déploiement ne doit pas mener au rabougrissement maladif de la vie sociale et celle-ci se voir ainsi inhibée ? Ce déploiement repose sur le fait qu'il est cultivé sur un terrain qui ne résulte lui-même que des impulsions de la vie de l'esprit. Des prédispositions spécifiques ne peuvent être réellement connues et correctement cultivées qu'à partir de dispositions évolutives spécifiques. Et elles ne seront correctement renvoyées sur le chemin de la vie que si celui qui les incarne agit à partir de l'expérience qui résulte pour lui des milieux de vie dans lesquels il vit, et auxquels il doit renvoyer. Pour une culture correcte d'une vie communautaire socialement saine, des personnalités sont nécessaires qui connaissent exactement les branches particulières de la vie au sein d'une expérience bien formée qu'elles ont elles-mêmes acquise, dont elles aient elles-mêmes développé le sens, en révélant ouvertement leur expérience au sein de la vie de l'esprit. Que l'on pense à la branche de la vie de l'esprit, socialement pleine de signification, que représente l'institution scolaire à tous ses niveaux. Est-ce qu'ensuite le déploiement des énergies humaines individuelles et leur préparation pour une vie féconde dans un domaine déterminé ne doit

pas être cultivé seulement par une personnalité qui a elle-même d'abord une expérience individuelle de ces domaines ? Et peut-il jamais naître quelque chose de socialement sain, si pour déterminer la position d'une telle personnalité, quelque chose d'autre sert de règle que l'action de ses capacités individuelles elles-mêmes ? Ce qui vit à fond dans la démocratie, ne peut que se rapporter à ce que chaque être humain majeur a de commun avec tout autre être humain majeur. Il n'y a aucune possibilité, par ce qui peut vivre et s'exprimer dans la démocratie, de trouver une réglementation de ce qui repose entièrement dans le cercle de l'entité humaine individuelle. Si l'on veut accomplir sincèrement et vraiment la démocratie, alors on doit exclure de son terrain tout ce qui appartient à ce cercle. Sur le terrain démocratique et au sein des institutions de gestion gouvernementale qui peuvent croître sur ce terrain, ne doit donc naître aucune impulsion déterminante pour une activité humaine censée librement émaner des talents individuels de l'être humain. La démocratie doit se déclarer comme inapte pour une telle impulsion, précisément lorsqu'elle veut être une démocratie vraie. Si l'on veut conformer une vraie démocratie à partir de l'État tel qu'il est devenu jusqu'à aujourd'hui, alors on doit enlever à celui-ci tout en le restaurant dans sa pleine gestion autonome, le domaine sur lequel peut seulement se développer en impulsions correctes, l'évolution individuelle de l'individu particulier, et qui ne peut supporter de régulation par ce qui vit simplement en tout homme du simple fait qu'il est devenu majeur.

Les rapports sociaux, sur lesquels l'homme devenu majeur est apte à juger, sont les rapports du droit d'homme à homme. Ce sont en même temps ces relations de la vie qui ne peuvent acquérir leur caractère social que si elles résultent des volontés individuelles égales agissant ensemble, en tant que volonté globale s'exerçant réellement globalement au sein d'institutions démocratiques. Dans tout ce qui doit se développer sur le terrain des facultés individuelles humaines, aucune volonté globale ne peut s'exprimer dans des institutions ; mais ces institutions doivent être de telle sorte qu'en leur sein les volontés individuelles puissent pleinement se faire valoir. L'être humain individuel doit pouvoir s'y comporter pour ainsi dire comme sur une base naturelle. On ne peut pas mettre en valeur une surface de terrain agricole à partir des besoins qui sont conçus sans tenir compte des parcelles individuelles de ce terrain ; on doit apprendre à connaître la nature des parcelles, ce qu'elles peuvent produire particulièrement. C'est d'une façon similaire que dans le domaine spirituel, les facultés individuelles reposant sur des initiatives individuelles peuvent socialement produire tous leurs effets ; elles ne doivent pas être déterminées par le contenu d'une volonté globale. Cette volonté globale doit nécessairement agir de manière antisociale, car elle prive alors la communauté des fruits des facultés humaines individuelles.

Il n'y a aucune autre moyen de produire le déploiement des fruits de ces des facultés individuelles, que de les laisser s'auto-administrer elles-mêmes. Au sein de cette auto-gestion peut seule apparaître la disposition, par laquelle ne surgisse plus la volonté globale qui réprime la fécondité de l'homme individuel pour la vie sociale, mais que les productions individuelles humaines soient accueillies dans l'ensemble de la vie au profit du bien être de celle-ci.

Au sein d'une telle autogestion, c'est à partir de la vie de l'esprit elle-même que résultent les points de vue par lesquels les hommes justes seront placés dans les situations justes au moyen desquelles la situation de la loi et de l'ordre peut être placée dans une relation de confiance vivante. De tels lois et ordonnancements n'indiqueront aucun objectif éducatif aux personnes qui participent à l'éducation du peuple ; pour cela, elles deviendront des observateurs de la vie et tenteront de s'y mettre à l'écoute, pour savoir ce qu'elles ont à en retirer pour la formation. La tendance pourra naître de pouvoir accueillir dans l'organisation spirituelle des personnes qui ont rassemblé pendant des années une expérience dans les domaines pratiques, à partir des situations qu'elles ont assurées dans une branche quelconque de la vie juridique ou économique. Dans l'organisation spirituelle, elles rencontreront les êtres humains à qui elles pourront librement transmettre efficacement leur expérience pratique à des fins éducatives fécondes. D'une autre façon, des personnes qui se trouveront dans l'administration spirituelle pourront ressentir également l'impulsion de mettre

temporairement à profit leur expérience administrative en la transposant dans la vie pratique afin que celle-ci y acquière une réalité de vie.

Une *Gliederung* de l'organisme social de telle sorte qu'en celui-ci, en vienne à se déployer une vie de l'esprit s'administrant elle-même ne détruira pas l'unité vivante de cet organisme, mais au contraire, elle ne la fondera que d'autant plus correctement. L'administration seule sera articulée ; dans la vie de l'être humain, l'unité pourra toujours en venir à se développer. L'homme n'aura plus besoin de s'exclure de la vie et de s'enkyster en adoptant une position rigide. Il pourra s'y produire des passages de la composante spirituelle aux deux autres composantes de l'organisme social, car dans la vie qui s'est créée sans la composante spirituelle à partir de la tradition et de l'opinion publique, il s'y trouvera quelque chose de plus fécond que dans un système figé qui s'est formé lorsque les hommes s'y organisent selon leur rang. La *Gliederung* de l'organisme social devrait à l'avenir s'en tenir à ce qui se rapporte au fait ; et ce qui est pragmatique devrait par son autogestion développer l'énergie qui agit ensuite lorsque l'homme n'y reste pas tyranniquement attelé.

On ne devrait pas mettre en doute qu'une vie sociale économique et juridique ne peut naître que si les hommes peuvent penser et ressentir socialement. Que la vie spirituelle jusqu'alors amalgamée à l'État de droit, n'a pas pu le faire, c'est ce que devrait prouver un examen sans préjugés des situations actuelles. Celui qui juge aujourd'hui à partir d'une vie pleine et entière comprendra difficilement lorsqu'il se heurte à la disposition d'esprit d'hommes, chez qui ne vibre aucune corde sensibilisée par leur expérience du penser et du ressentir, mais auxquels l'éducation étatique leur a communiqué une abstraction étrangère à la vie. Ces hommes-là, qui se considèrent le plus souvent comme des hommes disposant de sens pratique, sont précisément ceux qui en disposent le moins. Dans les domaines étroits de la vie auxquels ils sont restés attelés, ils ont acquis une certaine routine. Et il la désigne comme leur sens pratique et considèrent avec arrogance tout homme qui ne s'est pas parqué dans cette même routine en le taxant de manquer de sens pratique. Dans tout le reste de leur vie du penser, du sentir et du vouloir, il ne règne cependant qu'un être porté par des forces d'orientations abstraites. Un tel être a été élevé par un système éducatif ancré dans l'État, dans lequel ne peut pas affluer une connaissance vivante, mais seulement un penser et une sensibilité abstraits, où ne peut prendre place aucune expérience particulière, telle que peut s'approprier la nature humaine lorsqu'elle dispose d'un domaine sur lequel elle a mûri rien qu'en y oeuvrant elle-même. Sur ce fait il est fondé d'affirmer qu'une telle compréhension médiocre a été avancée à l'encontre de nombreux aspects des exigences sociales du présent. Les points de départ des sensibilités sociales ne semblent pas déjà à la hauteur des revendications de l'organisme social. On pense que beaucoup de gens veulent une nouvelle organisation sociale de la vie. Qu'on aille donc au devant d'eux, pensent beaucoup, et que l'on crée donc des lois et ordonnances. Pourtant la réorganisation sociale ne peut pas se réaliser ainsi. Les exigences sociales de l'époque présente sont telles qu'elles ne peuvent pas trouver leur accomplissement dans un bouleversement temporaire violent. La « question sociale » a remonté à la surface de l'évolution historique de l'humanité et elle s'y trouvera désormais toujours. Et elle exigera une orientation du penser et du sentiment qui aura pour condition préalable une pleine adaptation de l'être spirituel à la vie sociale dans son ensemble, à partir des impulsions de la vie sociale dans son ensemble. On ne pourra pas socialiser, afin d'être socialisé ensuite, on devra socialiser sans cesse ; ou bien encore : on devra maintenir la vie de la société dans un état constant de socialisation.

À partir de la nature spirituelle existante jusqu'à aujourd'hui, en particulier dans les orientations à la base du système éducatif et scolaire, c'est le sentiment non-social, voire le sentiment antisocial qui est né et qui se donne actuellement précisément des airs de pensée socialiste. La vie de l'esprit étrangère à la vie a fait naître une intuition inversée de ce que devrait être la vie de l'esprit elle-même. De vastes cercles pensent aujourd'hui que les vraies impulsions de la vie humaine se trouvent dans des formes économiques ; la vie de l'esprit elle-même apparaît simplement aussi comme une sorte de « superstructure » résultant de la vie économique, une idéologie, qui s'édifie à partir de la nature de l'économie. C'est à ce genre de manière de voir que fait profession de foi, plus

ou moins consciemment, aujourd'hui pratiquement l'ensemble du prolétariat qui porte les revendications de l'époque actuelle. Le prolétariat s'est développé à une époque dans laquelle la nature spirituelle a renoncé à donner une orientation et un but à partir d'elle-même, dans laquelle l'organisation sociale extérieure à cette composante spirituelle est devenue un résultat de la vie étatique et de celle économique. Cette vie spirituelle a été amenée dans une situation dont elle ne peut sortir que par sa propre gestion autonome. Le prolétariat qui, par la technique et le système capitaliste, a été totalement attelé à la vie économique, croit à présent qu'une simple réorganisation de la vie économique produira « d'elle-même » les nouvelles formes nécessaires du droit et de l'esprit. Ce prolétariat a dû faire l'expérience que la vie moderne de l'esprit est devenue une sorte de pendeloque de la vie de l'État et de l'économie et il s'est formé l'opinion que toute vie de l'esprit est ce genre d'appendice. S'il voyait réellement cette manière de considérer la vie de l'esprit se réaliser dans un organisme social, il devrait alors être amené à vivre l'illusion la plus amère qui soit, celle qu'une vie de l'esprit, qui est née d'une organisation sociale, et qui ne repose que sur un fondement économique, devrait nécessairement mener à des situations encore plus pitoyables que sont celles actuelles. Le prolétariat doit conquérir de haute lutte la connaissance que la situation actuelle ne peut pas être améliorée par la simple réorganisation de la vie économique, mais par le détachement de la nature spirituelle et de la nature du droit de la vie économique au sein de l'organisme social *dreigliederig* sain. Ce n'est qu'alors que le mouvement prolétaire se trouvera sur une base juste et il ne dira plus jamais que la récente vie économique a engendré une vie de l'esprit et une vie du droit agissant de manière antisociale ; on doit amener une autre vie économique, qui fera naître à son tour une autre vie de l'esprit et une autre vie juridique ; mais quand il dira que la vie culturelle récente a mené à un système économique qui ne peut être transformé que s'il se détache de la nouvelle vie de l'esprit et de celle du droit en remettant à celles-ci leur autonomie administrative respective, pour en venir ainsi à ce qu'elles soient réellement autonomes. Car cette récente vie culturelle a rendu dépendant de la vie économique tout ce qui n'est pas de nature économique : c'est dans la suppression de cet état de dépendance, et non pas dans l'inverse, à savoir, une plus grande dépendance encore, que consiste l'assainissement. L'attelage du prolétariat moderne à la simple vie économique a mené à la croyance que c'est uniquement dans une réorganisation de celle-ci que repose l'assainissement. Le jour où le prolétariat sera libéré de cette croyance et qu'il laissera connaître ce qu'il ressent instinctivement, à savoir que la vie de l'esprit et celle du droit ne peuvent pas être des idéologies ayant pris naissance de la vie économique, mais que le caractère funeste de l'époque récente repose précisément dans le fait que de telles idéologies soient nées : ce jour apportera l'aurore qu'attendent tant d'êtres humains.

Une vie économique dans laquelle l'État n'intervient pas économiquement ne pourra naître que des connaissances économiques non influencées d'une part, et à partir des fondements économiques particuliers sur lesquels repose la vie économique des personnes et groupes de personnes. La connaissance économique ne peut pas vivre à fond sur le terrain où doit se manifester tout ce qui relève des hommes devenus majeurs, mais seulement sur le terrain où doivent se constituer d'eux-mêmes des corps économiques. Et l'autorité qu'a un être humain du fait qu'il se trouve dans une branche d'activité économique particulière, ne peut pas s'exprimer dans les structures de la vie étatique — dans lesquelles doit se réaliser ce qui vaut pour tous les hommes — mais seulement par l'action émanant de cet homme sur d'autres branches de l'activité économique. Les hommes qui appartiennent à une branche d'activité économique, devront se réunir dans cette branche ; ils devront s'associer en se coordonnant en associations, avec des hommes d'autres secteurs économiques. Des intérêts de consommation et ceux de production pourront se coordonner dans les échanges vivants entretenus par de telles associations et communautés d'intérêts coopératifs. De cette façon, des impulsions exclusivement économiques pourront trouver leur réalisation dans le circuit économique.

Le travailleur manuel fera face au travailleur de l'esprit de manière telle qu'entre eux ne seront prises en considération que des questions économiques, parce que la relation juridique ne trouve sa régulation que sur le terrain isolé du droit. Le travailleur manuel peut devenir un libre compagnon

de celui qui dirige spirituellement l'exploitation dans laquelle il travaille, car seul ce qui relève des fondements économiques de la répartition des tâches de leur travail commun pourra être pris en considération et non pas une contrainte économique qui est créée par la position économique favorable de celui qui dirige le travail. La coordination associative [*Gliederung*] des corps économiques insérera l'ouvrier (le travailleur manuel) dans les relations interdépendantes de la vie, lesquelles, dans sa relation contractuelle avec celui qui dirige spirituellement le travail, lui fourniront de tout autres points de vue que ceux de sa position actuelle, faisant de lui non pas un acteur participant au résultat de la production, mais un combattant contre les intérêts de son entrepreneur. L'ouvrier, à partir des connaissances qu'il a acquises de sa position sociale en tant que consommateur, conquerra le même intérêt et non pas l'intérêt contraire à ceux gagnés par son secteur de production, comme son dirigeant spirituel. Cela ne peut pas se produire dans une vie économique dont l'impulsion de rentabilité est la possession de capital, mais uniquement dans celle qui peut régler la valeur des productions à partir des rapports équilibrés de la totalité sociale entre la consommation et la production des denrées. Une telle communauté sociale n'est cependant possible que si les intérêts spéciaux professionnels, de consommation et de production, trouvent leur expression dans des associations, qui prennent naissance à partir des secteurs particuliers de la vie économique elle-même, et se mettent mutuellement d'accord dans la *Gliederung* globale des corps économiques. Ces associations naîtront à partir des intérêts spéciaux des secteurs individuels de la production ; Les impulsions sociales de la formation de valeur des biens pourront trouver leur fondement dans des fédérations de ces associations et dans les corps d'administration centrale, qui s'organiseront à partir des intérêts de l'économie. On ne peut pas socialiser une seule exploitation individuelle, car la socialisation ne peut reposer que sur la formation de la valeur des biens, dans laquelle se trouve insérée l'exploitation en question, au sein de la vie économique globale, afin qu'elle n'agisse pas de manière antisociale. Par une vraie socialisation reposant dans cette direction, on retirera au système du capital ces fondements par lesquels en tant que possession privée, il agit de manière nocive. (J'ai décrit dans mon ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale*, la structuration particulière de la nature du capital dans un organisme social sain *dreigliederig*). Il devrait pourtant être clair que l'on ne peut pas « abolir » le capital, dans la mesure où il ne soutient rien d'autre que le moyen de production travaillant pour la communauté sociale. Le capital n'agit pas de manière malfaisante, mais c'est sa gestion, à partir des conditions de propriété privée, qui le fait, lorsque ces dernières peuvent rendre dépendante d'elles la structure sociale du corps économique. Si cette structure émane de la manière caractérisée, à partir des la nature des associations, alors sera enlevée au capital toute possibilité d'agir de manière antisociale. Une telle structure sociale empêchera toujours que la possession du capital se détache de la gestion du moyen de production et devienne une impulsion aspirant à vouloir organiser sa propre vie mais en ne participant plus au processus économique. On peut objecter en tout cas que pour ceux qui collaborent au processus économique, rien ne résulterait, si l'on « partageait » les acquisitions de ceux qui ne travaillent pas. Cela séduit, parce que c'est juste, et cela voile pourtant la vérité, parce que cette justesse n'a aucune signification pour la configuration de l'organisme social. Car la nocivité des possesseurs de rentes ne repose pas sur le fait qu'ils dérobent relativement peu aux travailleurs, mais sur le fait que par la possibilité qu'ils ont de viser un revenu sans travail, ils donnent à l'ensemble du corps économique une empreinte qui agit de manière antisociale. Ce corps économique-là dans sa totalité est quelque chose de tout différent qu'un autre, dans lequel un tel revenu sans travail est impossible, de la même façon qu'un organisme humain est quelque chose d'autre dans lequel en aucun endroit ne peut se former une tumeur, mais dans lequel pourtant ce qui est malsain se décharge dans la formation d'une tumeur en un endroit.

Un organisme social sain rend bien entendu nécessaires des institutions à partir des formations associatives, devant lesquelles les préjugés économiques reculent encore de frayeur. Dans un organisme social sain, une somme engagée en moyen de production a épuisé ce qu'elle a dû coûter, lorsqu'elle est achevée pour l'exploitation. Elle ne peut être ensuite gérée par le producteur qu'aussi longtemps qu'il le fait avec ses capacités individuelles. Ensuite, elle devra être transmise à un autre, non pas par achat ou héritage, mais seulement par transmission à celui qui en a de nouveau les

capacités individuelles pour la gestion. Elle n'aura pas de valeur d'achat, et en conséquence aucune valeur d'achat non plus dans les mains d'un héritier qui ne travaille pas. Un capital disposant d'une énergie économique autonome travaillera dans la confection des moyens de production ; Il se dissoudra dans l'instant où la création des moyens de production est achevée. Le capital actuel persiste pour l'essentiel cependant justement en « moyen de production créé ».

La valeur sociale correcte d'un bien (une denrée) ne peut résulter que de sa comparaison à d'autres biens. Elle doit égaler la valeur de tous les autres biens que le fabricant a besoin pour satisfaire ses propres besoins jusqu'au moment où il a de nouveau fabriqué un bien identique, en tenant compte des besoins de ceux qui doivent par lui être satisfaits pour d'autres êtres humains. (Dans ces derniers besoins sont à compter, par exemple, ceux de ses enfants, la partie qu'il a produite pour la subsistance d'êtres humains qui ne peuvent pas gagner leur vie et autres.) Pour venir à bout d'une telle valeur de bien, une saine vie économique doit être mise en place par des institutions médiatrices. Ces institutions ne peuvent être créées que par un réseau de corporations qui régulent la consommation à partir des expériences de la consommation. Il va de soi qu'il ne peut être question d'un jugement sur le bien fondé des besoins, mais seulement d'une médiation s'appuyant sur une expérience économique et sur les réelles conditions économiques entre consommation et production. Des besoins naissants, qui ne peuvent être produits par la totalité d'un circuit économique, ne pourront rencontrer aucune contre-valeur dans les biens, que produit celui qui en a les besoins.

Seul un circuit économique de ce genre pourra trouver de cette façon sa régulation qui naîtra de mesures s'appuyant mutuellement sur la connaissance spécialisée et les bases spécialisées émanant des seules corporations économiques individuelles. Toute intervention d'une démocratie devrait nécessairement agir en réprimant le développement de la vie cognitive concrète des causes. De même, sur tout ce qui doit naître de l'influence de la démocratie, l'intérêt économique doit agir en détruisant.

Dans le *Dreigliederung* de l'organisme social, l'assainissement de cet organisme repose dans une composante spirituelle autonome, dans une composante juridiques du même type et une composante économique. La *Gliederung* ne sera pas telle, en effet, qu'elle sépare l'être humain en trois états, mais telle qu'un être humain, avec l'ensemble de ses intérêts humains a une part d'intérêts dans les trois composantes. La séparation ne sera accomplie que si, par exemple, on n'a pas à décider dans l'organisation juridique ou dans l'organisme spirituel de ce qui surgit des intérêts économiques. Dans l'État unitaire, dans lequel les trois composantes de la vie sociale convergent les unes dans les autres, un groupe économique pourra faire de ses intérêts des lois de droit public. Dans l'organisme *dreigliederig*, cela ne pourra pas se produire, parce que des intérêts économique ne pourront vivre qu'au sein de la vie économique et il n'y a aucune possibilité de les laisser affluer au-delà dans le droit.

La fédération des trois composantes par un corps associatif composé des délégués des trois administrations et représentations centrales, offrira la plus grande garantie qu'un domaine ne soit tyrannisé par un autre. Si ces administrations et représentations centrales auront à compter avec ce qui résulte dans leurs domaines sur la base de mesures concrètes. Elles ne seront pas en situation, par exemple, de laisser la vie économique influencer sans justification la vie juridique et celle du droit, car elles se mettent de ce fait en contradiction avec ce qui se passe dans un domaine individuel qui doit se faire indépendamment des autres. Si une prise d'influence d'un domaine sur l'autre intervient nécessairement, alors les bases concrètes pour cela ne peuvent pas reposer aux mains d'un groupe, mais seulement de tout le domaine concerné.

Personne ne doit croire qu'au moyen d'une quelconque institution sociale on puisse faire naître ce qu'on se représente peut-être comme un « état idéal ». Ce qui peut être atteint, c'est un organisme social capable de vivre sainement. Ce qui va au-delà de cela, les êtres humains doivent le découvrir

autrement que par la configuration sociale. La tâche de cette conformation ne peut reposer dans le « bonheur » à fonder, mais dans la découvertes des conditions de vie de l'organisme social sain. Mais dans un organisme de ce genre, les hommes peuvent rechercher ce qu'on a découvert comme digne de l'être humain. L'organisme naturellement sain ne créé pas non plus ce que l'âme doit déployer d'elle-même en culture ; un organisme naturel malade l'en empêche. Et un organisme social sain ne peut que créer les conditions préalables de ce que les êtres humains veulent développer en lui par leurs facultés et leurs besoins individuels.

Celui qui décrie comme utopie ou idéologie ce qui résulte dans les grandes lignes en vue d'une reconfiguration sociale, et qui veut tout abandonner à l'évolution des choses, laquelle amène ce qu'elle peut amener, celui-là ressemble à un homme qui est souffrant, parce qu'il veut rester assis dans sa chambre dans un air étouffant, sans ouvrir la fenêtre, mais en attendant que l'air étouffant « de lui-même évolue » en se rafraîchissant.

Celui qui veut réellement une démocratie ne peut penser autrement son authentique fondement qu'en ayant lui-même part à l'autogestion, ce qui rend ce fondement impossible par une fusion avec l'État de droit : la vie de l'esprit et le circuit économique.

Économie internationale et Dreigliedrung de l'organisme social

L'un des faits les plus significatifs, dans l'évolution la plus récente de l'histoire de l'humanité, c'est la contradiction qui s'est progressivement installée entre les missions que l'État s'est données et la tendance qu'a prise la vie économique. Les États s'efforcèrent en cela de contenir l'ordre de la vie économique dans le cercle de leurs obligations et à l'intérieur de leurs frontières. Les personnes et groupes de personnes qui prennent soin de la vie économique, recherchent dans la puissance étatique un appui pour leur activité. Un État fait face à un autre, non seulement en tant que domaine de culture spirituelle et du droit, mais aussi en tant que porteur des intérêts économiques qui se font valoir à l'intérieur de ce domaine.

La manière de penser née du marxisme voudrait, non seulement continuer ses efforts de l'État, mais encore les configurer à l'extrême. Elle voudrait faire passer la forme économique capitaliste privée, par la socialisation des moyens de production, dans une forme de mise en coopération des biens et se servir pour cela des cadres des États actuels. Les exploitations se trouvant dans ces cadres doivent être regroupées en organismes économiques, dans lesquels, conformément à une planification, on veille à la production et à la répartition des produits en fonction des besoins existants pour les habitants de l'État.

Cette aspiration va à l'encontre de l'évolution qu'a prise récemment la vie économique. Celle-ci a en effet, tendance, sans considération des frontières étatiques existantes, à évoluer vers la formation d'une économie mondiale unitaire. L'humanité sur la Terre entière veut devenir une seule et unique communauté économique. Dans celle-ci, les États se trouvent d'une manière telle que les êtres humains qui vivent en eux sont maintenus ensemble selon des intérêts qui, dans une large extension, contredisent les relations économiques qui veulent se déployer. La vie économique veut croître et dépasser la forme étatique qui est née des conditions historiques, lesquelles, en aucune façon ne furent jamais adaptées aux intérêts économiques.

La catastrophe de la Guerre mondiale a manifesté ouvertement le désaccord de la forme étatique historiquement devenue et des intérêts de l'économie mondiale. Une grande partie des causes historiques doivent être recherchées dans le fait que les États ont tiré tout le profit possible de la vie économique pour renforcer leur puissance, ou bien que les êtres humains actifs dans l'économie ont recherché l'accélération de leurs intérêts économiques au moyen de l'État. Les économies nationales se positionnèrent donc en perturbatrices de l'économie mondiale aspirant à l'unité. Elles recherchèrent à empocher économiquement pour elle des profits qui ne devaient en fait que circuler dans la vie économique universelle.

Dans les États, les intérêts spirituels et juridico-politiques s'allièrent à ceux économiques. De la manière dont, au cours du devenir historique, ont résulté les frontières de l'État, la meilleure façon de veiller au spirituel et au juridico-politique à l'intérieur de ces dernières ne coïncide pas avec la mise en oeuvre la plus avantageuse sur le plan économique. Et quand on prendra au sérieux les exigences justifiées de l'humanité moderne vers la liberté dans la vie de l'esprit, la démocratisation de la vie de l'État et la socialisation de l'économie, alors on ne pourra absolument plus penser que les administrations de l'esprit et des circonstances du droit doivent servir également de règle pour l'ordonnement de la vie économique. Car les relations internationales de nature spirituelle et juridique devraient alors s'adapter servilement aux conditions économiques, lesquelles dans leur manière d'être ont quelque chose de contraignant pour les conformations de celles-là.

Le socialisme marxiste surmonte et, au plan théorique, va facilement même encore plus loin, que la réflexion caractérisée ici. Il s'abandonne à l'opinion que les conquêtes de l'esprit et les mesures juridiques sont des résultats idéologiques des réalités économiques. D'où il croit, qu'on n'a pas d'abord à se préoccuper de la conformation du spirituel et du droit. Il veut créer une grosse

économie parfaite, et il est d'avis qu'au sein de celle-ci, des relations de vie spirituelles et juridiques naîtront, dont les relations internationales d'« elles-mêmes » se mettront en place, lorsque les grosses économies entreront en échanges commerciaux les unes avec les autres. Ce socialisme a percé à jour une vérité ; mais cette vérité est unilatérale. Il a reconnu, que dans les structures étatiques apparues jusqu'à présent, on dirige les secteurs de production et on administre les marchandises, et que la direction de cette administration est réunie à un gouvernement sur les êtres humains, qui ne correspond plus à la liberté de la vie de l'esprit et à la configuration parfaite du droit. De cette connaissance, il tire la conclusion qu'à l'avenir, les marchandises ne seront que davantage gérées et les branches de production ne seront que davantage dirigées par l'organisme social. Parce qu'il pense que le spirituel et le politico-juridique n'en résultent que d'« eux-mêmes », il ne s'aperçoit pas que dans la mesure où l'on en a fini, en même temps, avec l'ordonnement des branches de production, de gouverner les hommes qui y sont actifs, ce gouvernement doit être remplacé par quelque chose d'autre.

L'idée de la *Dreigliederung* tient compte de ce que le socialisme marxiste laisse échapper et refuse même de voir. Elle met à exécution de n'administrer la vie économique qu'à partir des points de vue qui ne résultent qu'exclusivement d'elle-même. Mais par cette idée, il est aussi reconnu que les besoins spirituels et les revendications juridiques des êtres humains doivent être ordonnés selon des administrations à part. Mais de ce fait aussi, les relations spirituelles internationales et les relations juridiques seront indépendantes de la vie économique qui doit suivre son propre chemin. Ainsi des conflits qui résultent d'un territoire de vie seront rééquilibrés par un autre. Deux États ou bien confédérations d'États, qui sont dans un conflit économique, entraînent leurs intérêts spirituels et juridiques dans ce conflit, lorsqu'ils sont des États unitaires, dans le sens qu'au sein de leur gouvernance administrative, les réglementations spirituelles, juridiques et économiques sont enchaînées. Dans des organismes sociaux, qui pour chacun de ces trois domaines de vie dispose d'une administration propre, par exemple, des relations d'intérêt économique pourront agir en compensant des intérêts spirituels contradictoires.

Au Sud-Est de l'Europe, d'où la catastrophe de la Guerre mondiale a pris son départ, on pouvait observer comment sévissait la confusion de ces trois domaines de vie sous l'État unitaire. L'opposition spirituelle entre le slavisme et le germanisme, se retrouvait communément à la base de l'événement. À elle s'ajouta un élément politique de droit public. En Turquie, les jeunes Turcs, qui pensaient démocratiquement, remplacèrent l'ancien gouvernement réactionnaire. En conséquence de cette reconfiguration politique intervint l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire autrichien, qui ne voulait pas rester simple spectateur de la manière dont les habitants de ces régions, introduisaient la démocratie turque dans leur parlementarisme, quoiqu'ils appartenissent nonobstant juridiquement à la zone d'occupation de la Turquie existante depuis le Congrès de Berlin. Un troisième élément s'introduisit avec l'aspiration économique de l'Autriche. Celle-ci avait en vue de construire une ligne ferroviaire de Sarajevo à Mitrovica et d'établir ainsi une liaison commerciale, qui était dans son intérêt, avec la Mer Égée. De ces trois facteurs décisifs résulta un élément en partie important dans les causes originelles de la guerre. Si la voie ferrée n'avait été construite qu'à partir de considérations économiques et par des administrations économiques, elle n'eût pas été un enjeu dans les forces conflictuelles politiques qui existaient entre les États pour des raisons diverses.

Il est évident de voir aussi, dans les négociations sur le problème de Bagdad (1), que des intérêts nationaux-spirituels et politico-juridiques se sont fait constamment prévaloir à l'encontre des points de vue économiques. L'avantage économique d'une telle voie ferrée aurait pu être envisagé complètement à partir du point de vue de l'économie mondiale, si seules avaient exclusivement pris part aux négociations des administrations économiques, dont les décisions n'eussent pu être déterminées par d'autres intérêts d'État.

On peut naturellement rétorquer qu'un telle confusion des intérêts économiques avec le spirituel et le politico-juridique existait aussi autrefois dans les anciens conflits entre les États. Mais cette objection de devrait pas être faite à l'encontre de l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Car cette idée a été formée à partir de la conscience actuelle de l'humanité, pour laquelle des catastrophes historiques de ce genre ne sont plus supportables, alors qu'elles avaient été autrement éprouvées par les hommes des époques antérieures. Des être humains, qui contrairement à ceux actuels, ne s'efforçaient pas à la liberté de la vie de l'esprit, ni à la démocratisation des conditions politiques, ni à la socialisation de la vie économique, ne pouvaient absolument pas avoir comme perspective un organisme social qui ne réalise sérieusement que leur aspiration. Pour la sorte d'organisme social qu'ils pensaient instinctivement adapté à eux-mêmes alors, les conflits internationaux correspondants représentaient aussi quelque chose qu'ils devaient accepter à la manière d'une nécessité de la nature.

L'élargissement des économies nationales à une économie mondiale unitaire ne peut pas être réalisée, si dans les organismes sociaux individuels la vie économique n'est pas séparée du spirituel et du politico-juridique. Il existe de tels hommes qui adoptent généralement une attitude sympathique vis-à-vis de la *Dreigliederung*, car ils en comprennent la justification à partir des nécessités de la vie présente et de l'avenir, mais ne veulent pas sérieusement s'en rapprocher parce qu'ils sont d'avis qu'un seul État ne pourrait en entamer la réalisation. Car les autres États, qui conserveraient leur caractère unitaire, rendraient impossible la vie à l'organisme social *dreigliederig* par leurs mesures économiques. Une telle objection est justifiée vis-à-vis de la configuration d'un État au sens du socialisme marxiste. Mais elle ne peut pas concerner l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Une grosse économie forcée dans le cadre d'une administration actuelle d'État ne pourrait pas donner forme à des relations économiques avantageuses avec les pays étrangers économiquement placés sous le capitalisme privé. Des exploitations économiques, administrées de manière centrale, sont entravées dans le libre déploiement qui doit régner dans leurs relations étrangères. La libre initiative et la rapidité qui sont nécessaires aux décisions à prendre au sein de telles relations, ne se laissent atteindre que si l'entreprise intérieure et le marché extérieur, comme l'entreprise extérieure et le marché intérieur, se trouvent dans une médiation d'échanges directs entre les personnes qui y participent. Celui qui insiste sur cela vis-à-vis de grandes communautés économiques, censées être gérées de manière centraliste, garde toujours son droit, même si ceux qui préconisent de telles communautés veulent accorder une large autonomie personnelle aux dirigeants de ces exploitations. En pratique, dans l'action de se procurer des matières premières, par exemple, à laquelle participent toutes sortes d'instances de gestion, il en résulte qu'une manière de gérer les affaires dans laquelle doivent être satisfaites les exigences des pays étrangers, ne pourrait pas être mise en harmonie. Des difficulté analogues devraient résulter, si des commandes devaient être faites à l'étranger.

L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social veut placer la vie économique sur son propre terrain. Le socialisme marxiste fait de l'État une organisation économique. La *Dreigliederung* détache la vie économique de l'État. Elle ne peut pas envisager d'autres mesures que celles qui résultent des exigences de la vie économique elle-même. Celle-ci se verra étouffée, si elle est édifiée sur une administration orientée de manière centraliste ; en ce qui concerne l'ordonnancement et la manière de s'acquitter du travail à réaliser pour la production, elle doit reposer sur la libre initiative des êtres humains qui font les affaires. Peut être connectée à cette libre initiative, la manière dont les fruits de la production au sein de l'organisme correspondent, au moyen de prix socialement justifiés, aux besoins du consommateur, comme cela été caractérisé dans mon précédant article. La défense de la libre initiative des directions d'entreprise n'est possible que ci celles-ci ne sont pas attelées à une administration centrale, mais si elles se réunissent en associations. On atteindra ainsi que ce ne soit plus une administration centrale qui serve de règle pour ce qui se produit dans les entreprises ; mais celles-ci conserveront leur pleine liberté et l'orientation sociale des corps économiques naîtra des arrangements d'entreprises autonomes. Une direction d'entreprise qui travaille pour l'exportation, doit pouvoir agir dans le commerce avec

l'étranger à partir d'une initiative pleinement libre ; et elle entretiendra des relations avec ces associations à l'intérieur du pays qui, dans la fourniture en matières premières et autres, lui seront les plus profitables à satisfaire aux exigences de l'étranger. La même chose devra être possible pour une entreprise d'importation. Ce qui sera nécessaire en tout cas c'est que, par le commerce avec l'étranger, des produits ne soient pas importés dans le pays dont les coûts de fabrication ou bien les prix d'achat, portent préjudice au coût de la vie de la population. Pas davantage, au moyen des relations avec l'étranger ne devront être détruits à l'intérieur du pays les secteurs de production nécessaires, du fait que l'on ne peut plus y travailler à cause de la modicité du prix des produits étrangers. Mais tout cela peut être empêché par l'interaction des institutions associatives. Si une entreprise ou une société commerciale voulait travailler en portant préjudice au travail à l'intérieur du pays, elle en serait empêchée par les associations correspondantes, dont elles ne pourraient s'exclure sans rendre son travail impossible. Il est vrai que la nécessité peut surgir pour certains produits, que l'on doive importer dans le pays de l'étranger pour telle ou telle raison et que l'on doive accepter pour cela des prix trop élevés. Pour cette nécessité, on prendra en considération ce qui est indiqué à la page 126 de mes « *Points essentiels de la question sociale* » : « Une administration qui n'aura à faire qu'au circuit économique interviendra pour pouvoir introduire des compensations, qui résultent nécessaires à partir de ce circuit économique. Par exemple, si une entreprise n'était pas en situation de payer l'intérêt de l'épargne déposée à ses prêteurs, alors qu'un besoin correspondant a été reconnu, on sera alors amené, à partir d'autres entreprises économiques et selon une libre transaction avec toutes les personnes participant à ces dernières, à pourvoir au financement de ce qui manque. » Une marchandise extérieure d'un prix trop élevé pourra être compensée par des crédits supplémentaires qui proviendront des entreprises qui peuvent fournir à l'opposé des profits trop élevés pour les besoins de ceux qui travaillent chez elles.

Outre toutes ces dispositions, par lesquelles un organisme *dreigliederig* peut compenser les préjudices qui naissent des échanges commerciaux avec les États qui ne veulent rien savoir de la *Dreigliederung*, d'autres peuvent à la vérité être nécessaires qui correspondent au principe de protection douanière. Il est facile de comprendre que par l'autonomisation de la vie économique, on doive fonder de telles mesures sur d'autres bases que celles existantes auparavant, lorsque la manière de traiter l'importation et l'exportation était dépendante de décisions à la majorité des voix qui doivent avoir lieu par les intérêts juridiques et spirituels des groupes humains qui se sont associés. Car l'activité des organisations économiques agissant sur des bases concrètes visera (au sens des principes évoqués à la fin du chapitre précédent) à une formation du prix socialement agissante et celle-ci ne pourra pas naître des intérêts de gain de groupes économiques individuels. C'est pourquoi une vie économique d'un organisme *dreigliederig* s'efforcera à l'idéal du libre-échange. Celui-ci offrira le fondement le plus propice au domaine économique mondiale unitaire, de sorte que dans les domaines terrestres particuliers, on ne produise ni trop cher ni trop bon marché. Un corps économique entouré par des organismes sociaux non-*dreigleiderig* avec une administration économique autonome sera en tout cas forcé de protéger certains de ses secteurs de productions vis-à-vis d'une impossible réduction de prix au moyen de l'instauration de droits de douane, à l'administration desquels veilleront des associations qui en seront de ce fait chargées à l'intérieur du milieu de la vie économique au profit d'œuvres d'utilité publique.

Si l'on tient éloigné les préjudices de la manière indiquée, il doit résulter pour l'organisme *dreigliederig* se trouvant isolé qu'à l'égard de l'étranger agisse une formation économique globale, pour la structure interne de laquelle dans l'échange avec des États qui ne sont pas *dreigliederig*, cela n'a pas d'importance pour elle-même, étant donné que cet échange repose sur des initiatives des hommes qui font les affaires et non sur la structure interne. Par contre, la progression vers la *Dreigliederung* d'un État isolé agira de manière exemplaire sur les autres. Et ceci non pas seulement de manière morale, par la standardisation d'une vie socialement configurée des habitants de l'organisme social *dreigliederig*, mais aussi par l'apparition d'intérêts purement économiques. Ceux-ci résulteront du fait que les États non *dreigliederig* s'avèreront bien moins profitables d'une façon remarquable, s'ils en restent à leur structure unitaire, que s'il passent aussi à la

Dreigliederung. Ainsi un seul organisme social *dreigliederig* peut-il précisément avoir un impact suffisant pour ôter du chemin les obstacles vers la mise en configuration d'une économie mondiale unitaire. Qu'il ne souffre lui-même d'aucune nuisance, en tant que corps économique isolé, il le peut obtenir par sa structure qui repose sur des associations libres ; pour que la perturbation, qu'il provoque pour les États unitaires ne mène pas au boycottage de son économie, il peut viser à ce que de ce fait certains produits soient fabriqués par la *Gliederung* rationnelle de son travail que le pays étranger peut au mieux faire venir de chez lui ; qu'il forme ainsi une oasis au sein d'un domaine dans lequel il se retrouve côte à côte avec d'autres économies nationales, cela deviendra une preuve pour ces dernières, que la transition vers la *Dreigliederung* est à la fois un progrès économique en même temps d'un progrès général pour l'humanité.

On insiste aujourd'hui de divers côté — et à bon droit — que le sauvetage de l'économie devrait advenir par le relèvement de la disponibilité au travail qui a reculé en masse à cause de la catastrophe mondiale. Celui qui connaît la nature humaine peut savoir que cette disponibilité au travail ne peut venir que si la conviction se répand que le travail se retrouvera à l'avenir sous des circonstances sociales, qui assurent à tous une existence humaine. Que les anciennes conditions sociales puissent encore l'apporter, cette croyance est ébranlée dans de larges milieux. Et au sein de certains domaines, la catastrophe mondiale l'a complètement anéantie. L'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social aura une force convaincante dans la direction indiquée. Par les perspectives qu'elle ouvre dans l'avenir social de l'être humain, elle engendre une impulsion au travail. La répandre ainsi, de sorte que l'on puisse l'accepter dans une compréhension totale et réduire au silence les réflexions qui la combattent, cela apparaît comme une partie essentielle de la tâche dévolue dans le présent à la question sociale.

Note :

- (1) *Le problème de Bagdad* : La construction entreprise à partir de 1899, avec une forte participation allemande, d'une voie ferrée de l'Asie Mineure par Bagdad vers le golf persique, mena à des tensions politiques à cause de la redoutée influence allemande au Moyen-Orient.

Vie spirituel, ordre juridique, économie

Au sein du mouvement social actuel, on parle beaucoup d'institutions sociales, mais moins d'êtres humains sociaux et antisociaux. C'est tout juste si la « question sociale » rencontre de l'attention lorsqu'on fait valoir que des institutions sociales reçoivent leurs empreintes sociales ou antisociales au travers des êtres humains qui agissent en elles. Des penseurs socialistes croient même devoir voir dans l'administration des moyens de production par les communautés, ce qui satisfera les revendications de larges couches populaires. Ils présupposent sans plus que, par une telle gestion des moyens de production, celle-ci organiserait la coopération humaine dans un sens social. Ils ont vu que l'ordre économique du capitalisme privé a mené à des conditions antisociales. Ils sont donc d'avis que lorsque cet ordre économique disparaîtra, ses effets antisociaux cesseront aussi.

C'est sûr qu'avec la forme économique du capitalisme moderne des nuisances sociales ont apparu dans une dimension plus vaste. Mais pour autant, est-il donc bien établi d'une manière quelconque que c'est là une conséquence nécessaire de cet ordre économique ? Car un ordre économique, de par sa nature même, ne peut rien provoquer d'autre que d'amener les hommes dans des situations de vie, par lesquelles, pour eux-mêmes et pour d'autres, ils produisent des biens de manière conforme à un objectif ou non conforme à un objectif. L'ordre économique moderne a remis les moyens de production au pouvoir de quelques individus ou groupes de personnes. Les conquêtes techniques se laissent utiliser par la concentration de la puissance économique de la manière la plus appropriée. Aussi longtemps que cette puissance ne reste que sur le domaine de la production des biens, elle a un effet social essentiellement différent que celui qu'elle a en empiétant sur le domaine juridique ou spirituel. Et cet empiètement a entraîné, au cours de ces derniers siècles, les nuisances sociales, à l'écartement desquelles le mouvement social moderne presse. Celui qui entre en possession des moyens de production, reçoit au-delà des autres, une surpuissance économique. Celle-ci conduit en outre à ce qu'il a rencontré des énergies auxiliaires dans les administrations et représentations populaires par lesquelles il a pu se procurer aussi d'autres positions de pouvoir social, contre ceux qui lui sont économiquement dépendants, lesquelles positions lui confèrent aussi un caractère pratique de droit dans l'ordre de l'État démocratique. Pareillement, la surpuissance économique a donc mené à une monopolisation de la vie spirituelle par les économiquement puissants.

La chose la plus simpliste à présent, c'est d'écarter la surpuissance économique de l'individu, pour en éliminer aussi sa surpuissance juridique et spirituelle. On en vient à cette « simplification » du penser social, lorsqu'on ne réfléchit pas que dans l'alliance entre activité technique et activité économique, offerte par la vie moderne, repose la nécessité de laisser se déployer le plus fructueusement possible, dans l'activation de la vie économique, l'initiative et l'aptitude des individus. La manière dont on doit produire sous les conditions modernes rend cela nécessaire. L'individu ne peut pas faire valoir ses aptitudes dans l'économie, lorsque dans son travail et dans ses décisions il se retrouve lié à la volonté de la communauté. Il se peut que cette idée aveugle fortement ; l'individu ne doit pas produire pour lui, mais pour la collectivité ; la justesse de cette vérité au sein de certaines limites, ne devrait pas empêcher de reconnaître aussi l'autre vérité, à savoir qu'à partir de la collectivité, aucune décision économique ne peut provenir qui puisse se laisser réaliser de la manière la plus souhaitable par les individus. C'est pourquoi un penser économique conforme à la réalité ne peut pas rechercher la guérison des nuisances sociales dans une réorganisation de la vie économique par laquelle une production sociale remplace une gestion des moyens de production par des individus. On doit beaucoup plus chercher à empêcher ces nuisances, qui peuvent apparaître par l'initiative et l'aptitude des individus, sans endommager préférentiellement pour autant cet agissement individuel. Cela n'est possible que si les rapports juridiques des hommes réalisant l'économie ne sont pas influencés par des intérêts économiques, et si aussi ce qui doit être produit spirituellement par les hommes au travers de la vie spirituelle reste indépendant également de ces intérêts.

On ne peut pas dire que les administrateurs de la vie économique peuvent, malgré leur mise à contribution dans les intérêts économiques, conserver un jugement sain sur les conditions juridiques ; et puisqu'ils connaissent bien les besoins de la vie économique à partir de leurs expériences et de leur travail, ils pourront aussi développer au mieux la vie juridique qui doit se déployer à l'intérieur du circuit économique. Celui qui a une telle opinion, ne prend pas en compte que l'être humain, à partir d'un certain domaine de vie, ne peut que développer les intérêts de ce domaine. De la vie économique elle-même, il ne peut développer que des intérêts économiques. S'il doit aussi en développer des intérêts juridiques, ceux-ci ne seront que des intérêts économiques déguisés. D'authentiques intérêts juridiques ne peuvent naître que sur un terrain sur lequel la vie du droit trouve une culture séparée. Sur un tel terrain, on ne s'interrogera que sur ce qu'est le droit. Et lorsque, dans le sens de telles interrogations, on aura examiné des réglementations de droit, ce qui en a ainsi résulté agira ensuite sur la vie économique. On n'aura plus besoin d'imposer à l'individu aucune restriction en rapport à son penchant au pouvoir économique ; car ce pouvoir ne mènera qu'à ce qu'il accomplisse ses facultés conformément aux productions économiques, et non pas cependant à ce qu'il acquière par elles un avantage juridique.

L'objection est facile à concevoir que les conditions du droit se manifestent pourtant dans le commerce des êtres humains faisant des affaires, et qu'elles ne peuvent donc pas être comprises comme quelque chose de particulier existant en dehors de la vie économique. Cela est certes théoriquement juste, mais cela ne rend pas indispensable, qu'au plan pratique aussi, les intérêts économiques soient déterminants pour la régulation des circonstances du droit. Le dirigeant spirituel d'une entreprise doit se tenir dans une relation juridique vis-à-vis des ouvriers de cette entreprise : cela ne conditionne pas le fait que lui, en tant que dirigeant spirituel, ait voix au chapitre lors de l'établissement de cette relation. Il prendra voix au chapitre, au contraire, et jettera tout son pouvoir économique sur le plateau de la balance, si la collaboration économique et la réglementation des relations juridiques s'accomplissent sur un terrain commun d'administration. Ce n'est que si le droit est ordonné sur un terrain sur lequel l'économie ne peut absolument pas être prise en compte, et sur lequel l'économie ne peut acquérir aucun pouvoir sur cette ordonnance du droit, que tous deux pourront collaborer de sorte que le sentiment du droit de l'être humain ne soit pas lésé et que la faculté de production économique de l'être humain, qui est une bénédiction pour la totalité, n'en devienne pas une malédiction pour celle-ci.

Si les économiquement puissants sont en situation d'utiliser leur pouvoir pour conquérir des avantages juridiques, alors, chez les économiquement faibles, la résistance se développera contre ces avantages. Et cette résistance, lorsqu'elle sera devenue suffisamment forte, mènera à des bouleversements révolutionnaires. Si, par l'existence d'un terrain juridique particulier, l'émergence de tels avantages juridiques est impossible, alors de tels bouleversements n'interviendront pas. Ce qui se produit constamment à partir de ce terrain juridique, sera un vie ordonnée des forces qui sans celle-ci s'accumulent chez les êtres humains et mènent à des décharges de violence. Qui veut éviter des révolutions, celui là doit penser à ériger un ordre social au travers duquel veuille s'accomplir dans le cours du temps ce qui autrement veut se faire en un instant de l'histoire universelle.

On dira que dans le mouvement social moderne, il ne s'agit tout d'abord pas, de relations juridiques, mais de surmonter effectivement les inégalités économiques. On devra rétorquer à cette objection que des revendications qui vivent chez les êtres humains ne peuvent aucunement être toujours correctement exprimées par la pensée que la conscience se forme de telles exigences. Ces idées conscientes sont en effet des résultats de ce qui est immédiatement vécu. Mais ce que ces exigences produisent, ce sont de profondes interdépendances de la vie qui ne peuvent être immédiatement vécues. Celui qui pense à l'avènement de conditions de vie, par lesquelles de telles exigences peuvent être satisfaites, celui-là doit essayer d'abord de pénétrer profondément dans ces interdépendances. L'observation des circonstances existantes récemment entre le droit et l'économie démontre que la vie juridique de l'être humain en est arrivée à être dépendante de l'économie. Si l'on ne s'efforçait à présent que d'éliminer les inégalités économiques qui ont

résultat de cette dépendance, d'une manière extérieure, par une modification unilatérale des formes économiques, alors il en résulterait brièvement des inégalités analogues, si on laissait de nouveau à ces nouvelles formes économiques la possibilité de créer d'elles-mêmes leurs formes juridiques. Ce n'est que si l'on fait venir des conditions de la vie sociale par lesquelles, outre les exigences et intérêts économiques, celles juridiques puissent être vécues et satisfaites, que l'on approchera réellement ce qui pousse à la surface de l'existence humaine moderne.

Et l'on devra approcher de la même façon les relations de la vie spirituelle avec ce qui relève du droit et de l'économie. Dans les circonstances qui ont résulté de ces derniers siècles, la culture de l'esprit ne put exercer d'elle-même son effet que dans une mesure très restreinte sur la vie politico-juridique et sur la vie économique. À partir des intérêts du pouvoir juridique de l'État, s'est organisée l'une des branches les plus importantes de la culture de l'esprit : l'instruction publique et l'enseignement. Ainsi l'être humain est-il éduqué et enseigné comme cela correspond aux besoins de l'État. Et au pouvoir étatique vint s'adjoindre celui économique. Celui qui devrait développer ses facultés en tant qu'être humain, au sein des institutions d'enseignement et d'éducation, celui là doit désormais le faire sur la base du pouvoir économique qui résulte de son environnement de vie. Ainsi ces forces spirituelles, qui purent se confirmer au sein de la vie politico-juridique et économique, dans leur caractère sont pleinement une reproduction de cette vie. Une libre vie de l'esprit devrait renoncer à introduire ses productions dans la vie politico-juridique de l'État. Et dans l'économien elle ne pourrait le faire que dans la mesure où celle-ci se maintiendrait indépendante du politico-juridique. Au sein de l'économie, la nécessité se révèle en effet, de laisser se faire valoir les facultés, parce que sa fécondité dépérirait si l'inaptitude régnait seule, mais aussi par les circonstances imposées par les économiquement puissants. Mais si la tendance de nombreux penseurs socialistes se réalisait, d'administrer la vie économique selon le modèle du politico-juridique, alors les soins d'une libre vie de l'esprit serait pleinement évacués de la dimension publique. Mais une vie de l'esprit qui doit se développer à côté de la réalité politico-juridique et de celle économique devient ainsi étrangère à la vie. Elle doit aller chercher son contenu à des sources qui ne dépendent plus pleinement de la vie de cette réalité ; et ce contenu s'organise ensuite au cours du temps de manière telle qu'une abstraction devenue vivante se met à courir à côté de cette réalité, sans engendrer en elle l'activité conforme à sa nature. Deux courants surgissent de cette façon dans la vie de l'esprit. L'un va chercher son contenu des exigences qui apparaissent chaque jour de la vie politico-juridique et de la vie économique et cherche à rencontrer des institutions, qui résultent de ces exigences mêmes. De ce fait, il ne pénètre pas les besoins de l'entité spirituelle de l'être humain. Il rencontre des institutions extérieures et y attèle les hommes à celles-ci, sans écouter pour autant ce que la nature intérieure de l'être humain a elle-même à dire en propre. L'autre courant émane des besoins cognitifs intérieurs et des idéaux de volonté. Il configure ceux-ci de manière telle que l'exige l'être humain intérieur. Mais ces connaissances proviennent de l'observation. Elles ne sont pas la précipitation de ce qui est éprouvé dans la pratique de la vie. Et ces idéaux ont pris naissance à partir des représentations de ce qui est vrai, bien et beau. Mais ils n'ont pas la force d'organiser la pratique de la vie. Que l'on pense à ce qui vivent intérieurement, à côté de leur pratique de vie, le commerçant, l'industriel, l'employé d'État, en tant que représentations d'âme de leurs idéaux religieux, de leurs intérêts artistiques, et de ce qui est contenu en idées de cette activité qui s'exprime dans leur comptabilité, ou bien pour préparer leur éducation, et leur cours de formation conditionnant leur fonction. Entre ces deux courants spirituels, s'ouvre un abîme. Il fut encore particulièrement approfondi dans les temps modernes, de sorte que cette manière de se représenter les relations humaines à l'égard de la réalité est conforme à celle qui a trouvé sa pleine justification dans les sciences naturelles. Cette façon de se représenter part de la connaissance des lois des objets et des processus qui se trouvent extérieurs aux domaines de l'activité et de l'efficacité humaines. De ce fait, l'être humain n'est plus pour ainsi dire que le spectateur de ce qu'il appréhende dans les lois de la nature. Et lorsqu'il met en œuvre les lois de la nature dans la technique, il n'est alors que celui qui est cause de ce qui se produit et est provoqué par des énergies qui reposent à l'extérieur de son entité propre. La connaissance par laquelle il s'active de cette façon, porte un caractère différent de celui de sa nature propre. Elle ne lui révèle

rien sur ce qui se trouve dans les processus universels, auxquels sa propre essence est intimement liée. Pour une telle connaissance, il a besoin d'une intuition intellectuelle, qui intègre en une unité l'univers extra humain et l'univers humain.

C'est à une telle connaissance que tend la science de l'esprit anthroposophiquement orientée. Elle reconnaît pleinement l'importance de la façon scientifique de se représenter la nature pour le progrès de l'humanité. Mais elle est aussi au clair sur le fait que ce qui est communiqué par la connaissance scientifique de la nature n'appréhende jamais que l'être humain extérieur. Elle reconnaît aussi la réalité essentielle des manières religieuses de voir le monde ; mais elle est consciente que ces conceptions du monde, au cours du développement des temps modernes, sont devenues une affaire intérieure de l'âme, à côté desquelles la vie extérieure s'écoule, sans en être configurée par elles au moyen de l'être humain.

Et pour en venir à ces connaissances, la science de l'esprit pose à vrai dire des exigences à un être humain, qui a développé au fond peu d'inclination pour ces connaissances, parce qu'il s'est acclimaté à vivre sa pratique de vie et son intériorité d'âme, depuis ces derniers siècles, comme au sein de deux domaines de vie séparés l'un de l'autre. De cette habitude est né le point de vue qui actuellement oppose l'incrédibilité à tout effort entrepris en vue d'une configuration sociale de la vie à partir d'un discernement spirituel. On a en vue ce qu'on a éprouvé en tant qu'idées sociales, qui sont nées d'une vie de l'esprit étrangère à la vie. On se rappelle, lorsqu'il est question de telles idées, *Saint Simon, Fourier* et autres. C'est pourquoi le sentiment, que l'on a gagné sur de telles idées, est justifié, parce que celles-ci se sont développées à partir d'une orientation cognitive qui n'est pas vécue dans la réalité mais fabriquée de toutes pièces. Et de ce sentiment c'est généralisée l'opinion qu'aucun type d'esprit n'est propre à produire des idées, qui soient si apparentées à la pratique de vie qu'elles puissent être réalisées. De ce sentiment généralisé sont nées les manières de voir qui ramènent dans leur forme actuelle plus ou moins à Marx. Leurs porteurs n'apprécient rien des idées qui doivent être actives dans la mise en œuvre de conditions socialement satisfaisantes, mais ils affirment que l'évolution des faits économiques devrait mener à des objectifs desquels ont résulté de telles conditions. On veut pour ainsi dire laisser la pratique de vie suivre son cours, parce que des idées au sein de cette pratiques seraient impuissantes. On a perdu confiance dans l'énergie de la vie de l'esprit. On ne croit pas qu'il puisse y avoir une telle vie de l'esprit qui surmonte l'aliénation à la vie qui s'est faite généralement prévaloir ces derniers siècles. Mais une telle sorte de vie de l'esprit est à présent ardemment aspirée par la science spirituelle d'orientation anthroposophique. Celle-ci veut puiser aux sources qui sont en même temps les sources de la réalité. Les énergies qui règnent au plus profond de la nature humaine, sont celles-là mêmes qui s'activent dans la réalité extra-humaine. La manière de se représenter des sciences naturelles ne descend pas jusqu'à ces énergies, en élaborant ses expériences conquises à partir des faits extérieurs et, conformément à la raison, en lois naturelles. Mais les intuitions universelles reposant plutôt sur des fondements religieux ne se relient plus actuellement à ces énergies. Elles adoptent et suivent les traditions, sans pénétrer jusqu'à leur origine primordiale en l'intériorité humaine. Mais la science spirituelle cherche quant à elle, à pénétrer jusqu'à cette origine primordiale. Elle développe des méthodes cognitives, par lesquelles on descend dans les puits de l'intériorité humaines, dans lesquels l'événement extra-humain se poursuit dans l'intériorité humaine. Les connaissances de cette science de l'esprit exposent une réalité vécue dans l'intériorité humaine. Elles confluent en idées, qui ne sont pas inventées, mais qui sont saturées des énergies de la réalité. De telles idées sont aussi pour cette raison en situation de porter ensuite en elle l'énergie de la réalité lorsqu'elles veulent piloter le vouloir social. Il est concevable de ressentir de la méfiance d'abord à l'égard de cette science spirituelle. Mais on ne ressentira de la méfiance qu'aussi longtemps que l'on ne reconnaîtra pas combien elle est différente, par essence, du courant scientifique qui s'est constitué à l'époque moderne, et dont il est actuellement généralement admis qu'il fût le seul possible. Que l'on acquière de haute lutte la connaissance de cette différence essentielle, alors on ne croit plus que l'on doit éviter des idées sociales, lorsqu'on veut configurer en pratique les faits sociaux ; mais on s'apercevra que l'on ne peut conquérir des idées socialement pratiques qu'à partir d'une science de

l'esprit, qui peut prendre son cheminement aux racines mêmes de l'entité humaine. On percera à jour, la manière dont, dans les temps modernes, les faits sociaux sont en désordre pour la raison que les êtres humains tentèrent de les maîtriser avec des idées auxquelles les faits concrets se dérobaient constamment.

Une intuition intellectuelle de l'esprit, qui pénètre dans l'entité de l'être humain, trouve en effet des incitations à l'action, qui dans un sens directement moral sont aussi bonnes. Car l'impulsion au mal ne naît chez l'être humain que du fait qu'il réduit au silence les profondeurs de son être dans ses idées et sentiments. Si les idées sociales étaient gagnées par l'intuition intellectuelle de l'esprit que l'on veut dire ici, alors elles devraient être aussi des idées morales de par leur propre nature. Et comme ce sont des idées qui ne sont pas seulement pensées, mais encore éprouvées, elles ont donc l'énergie d'appréhender la volonté et de continuer à vivre dans l'action. Le penser social et le penser moral convergent et s'unissent dans une vraie intuition intellectuelle de l'esprit. La vie qui déploie une telle contemplation de l'esprit est intérieurement apparentée à chaque agissement de la vie, que l'être humain déploie aussi dans l'action pratique la plus indifférente. Ainsi par la manière de penser le social, des instigations morales et des attitudes de vie pratique sont si étroitement unies qu'elles forment une unité.

Un telle sorte d'esprit ne peut cependant prospérer que s'il se déploie en pleine indépendance des pouvoirs qui ne proviennent pas directement de la vie de l'esprit. Des réglementations juridico-étatiques de la culture de l'esprit enlèvent aux forces de la vie de l'esprit toute leur vigueur. Au contraire, une vie de l'esprit, qui est abandonnée totalement aux intérêts et impulsions qui lui sont propres, s'étend jusqu'à tout ce que l'être humain accomplit dans la vie sociale — On objecte toujours que les êtres humains devraient d'abord être totalement différents si l'on voulait édifier le comportement social sur des lois morales. À l'occasion on ne prend pas en considération quelles incitations morales s'étiolent, lorsqu'on ne les laisse pas naître d'une libre vie de l'esprit, mais qu'on leur donne une telle orientation, dont une formation sociale politique et juridique peut laisser se charger ses domaines de travail marqués. Un être humain qui a été élevé et formé dans une libre vie de l'esprit apportera beaucoup dans son travail, de sa propre initiative, laquelle porte un caractère déterminé par son être. Il ne se laissera pas insérer dans les rouages sociaux comme la roue dans une machine. Mais en définitive, ce qui sera apporté ainsi ne fera pas dépérir l'harmonie de l'ensemble, au contraire cela la haussera d'autant plus. Ce qui se produit aux lieux particuliers de la vie sociale, sera l'émanation de ce qui vit dans les esprits des êtres humains, qui agissent en ces lieux.

Des hommes et des femmes qui respirent l'atmosphère qui est ainsi façonnée par la sorte d'esprit caractérisée ici, animeront des institutions dans un sens exigé par la convenance aux moyens et à la nature de l'économie qui satisferont les exigences sociales. Avec des êtres humains dont la nature profonde ne se sait pas unie avec leur activité extérieure, des institutions, dont on croit qu'elles répondent à ces exigences, ne pourront pas agir socialement. Car ce ne sont pas les institutions qui peuvent agir socialement, mais des êtres humains socialement déterminés dans une organisation du droit, qui est créée à partir des intérêts juridiques vivants, qui engendrent de la manière la plus convenable les biens satisfaisant les besoins.

Maint penseur socialiste se débarrassera d'une intuition spirituelle comme celle caractérisée ici avec ces paroles : la *Gliederung* de l'organisme social ne peut amener d'états économiques auxquels il soit digne de tendre, mais uniquement une organisation économique correspondante. Celui qui parle ainsi, celui-là ne tient pas compte que, dans l'organisation économique, ce sont des hommes dotés de volonté qui sont actifs. Si on lui dit cela, il se met à rire, car il trouve que cela va de soi. Et nonobstant, il pense à une structure de société, dans laquelle cette « chose qui va de soi » ne doit rencontrer aucune prise en considération. Dans l'organisation économique, c'est une volonté communautaire qui doit régner. Mais laquelle doit être le résultat de la volonté individuelle qui est dans l'organisation des hommes et des femmes réunis. Ces volontés individuelles ne se feront pas

valoir, si la volonté de la communauté vient entièrement de l'organisation des idées économiques. Elles se développeront sans s'étioler si, à côté du domaine économique, se trouve un domaine juridique sur lequel aucun des points de vue économique, mais uniquement ceux de la conscience du droit font autorité ; et si à côté de ces deux domaines, une vie de l'esprit trouve un espace, qui ne suit que des impulsions spirituelles. Alors ce n'est pas un ordre de société mécanique qui en naîtra, auquel, à la longue, les volontés individuelles humaines ne pourraient pas être adaptées ; mais les êtres humains trouveront la possibilité d'organiser constamment les états de la société à partir de leurs volontés individuelles orientées sur le social. Dans la libre vie de l'esprit, la volonté individuelle recevra son orientation sociale ; dans l'état constitutionnel autonome, la volonté commune agissante naîtra à partir des volontés individuelles socialement disposées. Et les volontés sociales individuelles socialement orientées, organisées par l'ordre juridique autonome, prendront part à la production et la distribution des biens dans le circuit économique, conformément aux exigences sociales.

À la plupart des êtres humains fait encore aujourd'hui défaut la foi dans la possibilité, à partir des volontés individuelles, de fonder un ordre social satisfaisant. Cette foi fait défaut, parce qu'elle ne peut pas naître d'une vie de l'esprit qui s'est développée indépendamment de la vie économique et de la vie de l'État. Une sorte d'esprit, qui ne se développe pas lui-même, en liberté, à partir de la vie de l'esprit, mais au contraire à partir d'une organisation extérieure, ne sait justement pas ce que l'esprit permet réellement. Il est en quête d'une conduite pour lui-même, parce qu'il ne perçoit pas la manière dont il se conduit lui-même, lorsqu'il peut puiser son énergie à ses propres sources seulement. Il voudrait laisser naître une conduite de l'esprit comme un effet secondaire à partir de l'organisation économique et juridique et ne prend pas en compte que l'économie et l'ordre du droit ne peuvent vivre que si l'esprit, qui se suit lui-même, les pénètre.

À une réorganisation sociale n'appartient pas seulement une bonne volonté, mais aussi le courage qui s'oppose à l'incrédulité dans les forces de l'esprit. Ce courage peut animer une vraie conception de l'esprit ; car elle se sent capable de produire des idées, qui ne servent pas seulement une orientation intérieure de l'âme, mais qui en naissant portent déjà les germes de l'organisation de la vie. La volonté à renforcer dans les profondeurs spirituelles, peut devenir si forte qu'elle agit en tout ce que l'être humain accomplit.

Quand on parle d'une conception de l'esprit enracinée dans la vie, on est compris alors aussi par beaucoup comme si l'on voulait signifier la somme des impulsions auxquelles l'être humain est poussé, qui se meuvent en lui sur les chemins de vie qui lui sont habituels, et ce que tout un chacun tient comme une fausseté idéaliste d'une intervention émanant de l'esprit dans ce qui est habituel. L'intuition intellectuelle de l'esprit signifiée ici ne doit pas être confondue avec la spiritualité abstraite, qui n'a pas la possibilité de prolonger ses intérêts à la pratique de la vie, ni cette orientation-là de l'esprit qui, en vérité, disconvient aussitôt à l'esprit lorsqu'elle pense à l'orientation pratique de la vie. Ces deux genres de représentations ne se rendent pas compte de la manière dont l'esprit règne dans les faits de la vie extérieure ; et elles n'en ressentent à cause de cela aucun besoin véritable de pénétrer consciemment dans cette action de l'esprit. Mais seul ressent un tel besoin, cependant, celui qui engendre aussi cette connaissance, qui voit la « question sociale » sous un éclairage judicieux. Les tentatives actuelles de résoudre la question sociale apparaissent pour cette raison insuffisantes, car à beaucoup de gens fait encore défaut la possibilité de voir ce qu'est le vrai contenu de cette question. On voit la question naître sur le domaine économique ; on recherche des institutions économiques, qui doivent en être les réponses. On croit trouver la solution dans des réorganisations économiques. On ne reconnaît pas que ces réorganisations ne peuvent venir qu'au travers d'énergies qui peuvent être libérées à partir de la nature humaine dans l'épanouissement de la vie autonome de l'esprit et du droit.

Dreigliederung et confiance sociale (Capital et crédit)

Il a été dit de divers côtés, en particulier par le théoricien de la finance Hartley Withers (dans ses exposés sur « *Money and Credit* » (1)), que pour toutes les questions ayant trait à l'argent, aussi embrouillées soient-elles, leur compréhension pénétrante en idées déterminées rencontre d'extraordinaires difficultés.

On pourra faire valoir cette manière de voir pour de nombreux problèmes de la vie sociale. Mais on devrait aussi réfléchir sur quelles conséquences doit avoir dans la vie sociale le fait que les hommes et femmes organisent leur collaboration sur des pulsions qui s'enracinent dans des idées indéterminables ou, pour le moins, difficilement déterminables. Ce ne sont pas simplement des manques d'intelligence, qui perturbent la connaissance de telles idées ; ce sont des forces actives dans la vie. Leur indétermination continue de vivre dans les institutions qui prennent naissance sous leur influence. Et à partir de telles institutions proviennent ensuite des conditions sociales impossibles à vivre.

Sur la reconnaissance, que l'humanité civilisée du présent vit dans des conditions qui prennent naissance à partir de tels mouvements d'idées entraînant la confusion, devra dépendre un sain discernement dans la « question sociale ». Cette question découle en effet tout d'abord de la perception des détresses, dans lesquelles les êtres humains se trouvent. Et l'on est peu enclin à suivre, d'une manière plus conforme aux faits, le cheminement qui part de la perception de ces détresses et mène aux idées humaines, dans lesquelles ces détresses ont leur origine. On ne voit que trop aisément dans la continuation de ce chemin — du pain aux idées — un idéalisme dépourvu de pratique. On ne reconnaît pas le non-aboutissement d'une pratique de vie, à laquelle on est habitué, qui repose nonobstant sur des idées avec lesquelles il est impossible de vivre.

De telles idées qui rendent la vie impossible sont contenues dans l'existence sociale actuelle. Si l'on s'efforce d'en venir réellement à la base du « problème social », alors on devra voir la manière dont aujourd'hui les exigences de la vie la plus matérielle qui soit ne peuvent être saisies en pratique que si l'on progresse jusqu'aux idées, à partir desquelles s'ensuit la collaboration des êtres humains d'une communauté sociale.

À la vérité, on ne manque pas d'indications sur de telles idées, à partir des cercles de vie particuliers. Des êtres humains, dont l'activité est liée à la nature du foncier et du sol, disent que sous l'influence des impulsions de la nouvelle économie nationale, les biens-fonds sont traités en terme d'achats et ventes, comme des marchandises. Et ils sont d'avis que ceci est nuisible à la vie sociale. De tels jugements ne mènent pas aux conséquences pratiques, car les hommes et femmes appartenant à d'autres cercles de vie ne veulent pas en admettre le bien fondé à partir de leurs propres intérêts.

L'observation conforme à la réalité d'un tel fait concret devrait mener à une ligne de force en direction d'une tentative de résolution de la « question sociale ». Car une telle observation peut montrer comment celui qui contredit les exigences justifiées de la vie sociale, parce qu'à partir de son propre cercle de vie, il donne son assentiment à des idées qui ne sont pas en accord avec celles-là, et donc, à la fin des fins, il sape aussi les fondements sur lesquels ses propres intérêts sont édifiés.

À partir de la signification sociale des biens-fonds, on peut faire ce genre d'observation. On la fera, si l'on envisage comment la simple orientation capitaliste de l'économie nationale agit sur la mesure de la valeur du bien-fonds. Cette orientation a pour conséquence que le capital se crée lui-même des lois pour son accroissement qui, dans certains domaines de vie, ne correspondent plus aux conditions qui autorisent d'une manière saine une augmentation du capital.

Cela est particulièrement évident avec les biens-fonds. Qu'un territoire déterminé soit rendu fertile d'une certaine manière, cela peut être absolument nécessaire à partir des conditions de la vie. De telles conditions peuvent être d'ordre moral. Elles peuvent reposer sur des circonstances de la culture spirituelle. Mais il peut aussi absolument arriver que l'accomplissement de ces conditions fournisse un maigre produit du capital, comparé au placement du capital dans une autre entreprise. La simple orientation capitaliste amène ensuite, à renoncer à l'exploitation du sol, selon des points de vues caractérisés qui n'ont rien de purement capitalistes, et à le mettre à profit de sorte que son rendement capitaliste se tienne au rang du rapport obtenu à partir d'autres entreprises. La production de valeurs qui peuvent s'avérer très nécessaires à la vraie civilisation, s'en trouve ainsi réprimée. Et sous les influences de cette orientation, prend naissance une mesure de valeur des biens de la vie, qui ne peut plus s'enraciner dans le contexte conforme à la nature que les êtres humains doivent entretenir avec la nature et la vie spirituelle, si ceux-ci doivent être satisfaits tant au plan du corps qu'à celui de l'âme.

Il est facile de concevoir à présent qu'on en arrive ainsi à la conclusion que si l'orientation capitaliste de l'économie nationale a ces effets caractérisés, elle doit donc être écartée. Seulement, la question se pose de savoir si cette mise à l'écart ne mettrait pas également de côté, les fondements, sans lesquels la civilisation moderne ne peut plus exister.

Celui qui considère l'orientation capitaliste comme une simple intrusion dans la vie économique moderne, celui-là en exigera la mise à l'écart. Mais celui qui reconnaît la manière dont la vie des temps modernes agit par la division du travail et son articulation dans l'organisme social, celui-là ne peut que penser à exclure les côtés ombrageux, en tant que phénomènes d'apparition secondaire, de l'ensemble de la vie communautaire. Car il est clair pour lui que la méthode de travail capitaliste est une conséquence de cette vie, et que les mauvais côtés ne peuvent se présenter qu'aussi longtemps que dans l'estimation des biens de vie on ne fait valoir que le point de vue du capital.

Il importe de travailler en direction d'une telle structure de l'organisme social, par laquelle le jugement sur l'accroissement du capital ne soit pas le seul et unique pouvoir sous lequel les branches de production soient contraintes, mais au contraire, dans lequel l'accroissement du capital soit l'expression en vue d'une configuration de cette vie qui tienne compte de toutes les exigences de la corporativité et de la spiritualité humaines.

Celui qui pense selon le point de vue unilatéral de l'augmentation du capital ou bien, ce qui en est une conséquence nécessaire, selon l'augmentation de revenu, à celui-là échappe le coup d'œil direct sur les effets des domaines de production particuliers sur le circuit économique. Qu'il s'agisse d'augmenter le capital ou de relever le salaire, c'est égal dans quel secteur de la production cela se produit. Le rapport conforme à la nature des hommes avec ce qu'ils produisent en est ainsi sapé. La hauteur d'une somme de capital ou de salaire reste la même lorsqu'on acquiert en échange une certaine catégorie de denrées ou une autre, ou bien lorsque l'on fournit en échange un type de travail ou un autre. Mais de ce fait les biens ne deviennent seulement des « denrées », du fait qu'on les acquiert par des sommes de capital, dans lesquelles leur propre caractéristique naturelle ne rencontre plus aucune expression ou ne peut être acquise ou vendue.

Mais ne tolèrent ce caractère de denrée que ces biens de vie qui sont immédiatement consommés par l'être humain. Car pour leur valeur, l'être humain dispose d'une mesure directe dans ses besoins corporels ou spirituels. Une telle mesure ne se présente ni pour les biens-fonds, ni pour les moyens de production artificiels. Dont la mesure de valeur est dépendante de nombreux facteurs, qui ne deviennent évidents que lorsqu'on envisage l'entière structure sociale de la vie humaine.

S'il est indispensable, partir des intérêts culturels, qu'un territoire soit traité d'une manière telle qu'on laisse se manifester un produit, du point de vue du capital, plus faible que celui d'une autre

entreprise, ainsi ce produit plus faible ne pourra pas amener de dommages à la longue dans le communauté. Car le produit moindre d'une branche de production doit, après quelque temps, agir sur les autres de manière telle que, chez celles-ci aussi, les prix de leurs productions diminuent. C'est seulement au point de vue instantané, qui ne peut rien faire d'autre que de prendre en compte la valeur de l'égoïsme, que ce contexte échappe. Ce n'est que lors du simple comportement du marché où ne règnent en maître que l'offre et la demande, que la prise en compte de cette valeur d'égoïsme est seulement possible. Ce rapport n'est à surmonter que si des associations régulent les besoins humains à partir d'une observation conforme à la raison de l'échange et de la production des biens de consommations. En lieu et place de la simple loi de l'offre et de la demande, de telles associations peuvent établir des pourparlers entre cercles de consommateurs et cercles de producteurs d'une part, et entre les cercles de producteurs isolés, d'autre part. S'il est exclu, lors de ces observations, que l'un puisse s'élever en juge sur l'autre pour autoriser ce dont peut disposer ce dernier en besoins, alors dans les fondements de tels pourparlers n'aura son mot à dire que ce qui se réalise à partir des conditions naturelles de l'économie et de la possibilité humaine du travail.

La domination du circuit économique par la simple orientation capitaliste et salariale rend la vie impossible sur de telles bases. Au travers de cette orientation, on échange dans la vie, ce pour quoi il n'y a pas en vérité d'échelle de comparaison : biens-fonds, moyens de production et biens, qui servent à l'immédiate consommation. En effet, la force de travail et l'exploitation des facultés spirituelles sont aussi assujetties à quelque chose d'abstrait, une échelle de mesure du capital et du salaire qui, dans le jugement humain et dans l'activité humaine, laisse disparaître les relations conformes à la nature de l'être humain vis-à-vis de son champ d'activité.

À présent, dans la vie moderne de l'humanité, la relation de l'être humain aux biens vitaux, qui était possible sous la domination de l'économie naturelle, n'est plus à restaurer, sous le gouvernement d'une économie naturelle ou bien seulement par l'administration d'une finance plus élémentaire. L'articulation du travail et du social, qui est devenue nécessaire dans les temps modernes, sépare l'être humain du consommateur du produit de son travail. On ne peut pas oeuvrer à l'encontre de ce fait concret et de ses conséquences, la paralysie de l'intérêt immédiat à la production, sans miner la vie de la civilisation moderne. La disparition d'un certain type de prises d'intérêt dans le travail doit être acceptée comme un résultat de cette vie. Mais ces intérêts ne doivent pas s'évanouir sans que d'autres intérêts prennent leur place. Car l'être humain doit travailler en participant à la communauté sociale et en vivant en elle.

À partir de la vie autonome de l'esprit et de celle du droit, naîtront les nouveaux intérêts indispensables. À partir de ces deux domaines rendus autonomes, les impulsions viendront, qui correspondront à d'autres points de vue que ceux de la simple prolifération du capital ou du montant du salaire.

Une libre vie de l'esprit crée des intérêts au plus profond de l'entité humaine, lesquels, dotés d'objectif et de contenu, s'introduisent dans le travail et dans toute l'activité au sein de la communauté. Une telle vie de l'esprit engendre chez les êtres humains la conscience qu'ils se trouvent, avec leurs facultés, d'une manière sensée dans l'existence parce que celle-ci cultive ces facultés par amour. Sous l'influence de telles facultés ainsi cultivées, la communauté adoptera constamment le caractère dans lequel celles-ci peuvent s'exercer. La vie du droit et celle de l'esprit en recevront une empreinte qui correspondra aux facultés développées. Dans une vie de l'esprit, qui reçoit sa régulation à partir du domaine politico-juridique, ou qui cultive les facultés humaines à partir de leur résultat économique et a recours à ceux-ci, des intérêts personnels ne pourront jamais parvenir pleinement se développer.

Une telle vie de l'esprit fournira dans ses applications artistiques et cognitives des suppléments de vie « idéalistes » ou bien des contenus satisfaisants de conception du monde, pour des sollicitudes qui débouchent, au-delà de la vie sociale, dans un domaine plus ou moins étranger à la vie. Or, seule

une vie de l'esprit libre peut pénétrer la vie, parce que la possibilité lui est donnée de configurer la vie à partir d'elle-même. Dans mes « *Points essentiels de la question sociale* », j'ai tenté de montrer comment, dans une telle vie de l'esprit, les instigations peuvent être découvertes qui positionnent la gestion du capital sur un terrain social sain. Ne peuvent gérer de manière féconde une masse de capital que des personnes ou des groupes de personnes disposant personnellement des aptitudes humaines pour accomplir ces productions au service de la communauté humaine, pour laquelle on a eu recours au capital. C'est pourquoi il est nécessaire que de telles personnes ou groupe de personnes ne gèrent une masse de capital qu'aussi longtemps qu'elles peuvent le faire à partir de leurs facultés. Lorsque cela n'est plus le cas, la masse de capital doit être remise à l'administration d'autres personnes qui possèdent les facultés pour ce faire. Étant donné maintenant que dans une libre vie de l'esprit le développement des facultés humaines prend naissance entièrement à partir de cette vie même de l'esprit, ainsi la gestion du capital dans le circuit économique devient le résultat d'un épanouissement d'énergie spirituel. Et celui-ci apporte à l'intérieur de la vie économique tous ces intérêts-là qui prospèrent à partir du terrain de la vie de l'esprit.

Une vie juridique indépendante crée des rapports entre des êtres humains vivant dans une communauté sociale, qui laissent les uns travailler pour les autres, même si l'individu dans la fabrication de son produit du travail ne peut y trouver d'intérêt direct. Ces intérêts se transforment en ce qu'il peut avoir en échange, en travaillant pour la communauté humaine, à l'édification du droit de laquelle il prend part. La participation à la vie juridique autonome peut, à côté des intérêts économiques et spirituels, devenir le fondement d'une impulsion de vie et de production personnelles. L'être humain peut regarder au-delà de ses productions vers la communauté humaine, dans laquelle il se trouve à vivre, avec tout ce qui émane simplement de son humanité, du fait qu'il est devenu un homme ou une femme majeur(e), sans déférence à ses facultés spirituelles, et sans que la position économique dans laquelle il se trouve, ait une action sur cet état des choses. Le produit du travail rayonnera sa valeur sur le travail, si l'on domine du regard la manière dont il sert la communauté humaine, dans laquelle on se trouve si immédiatement et humainement intimement uni. Rien d'autre qu'une vie juridique autonome ne peut cependant provoquer cette union si intime, car seule celle-ci est un domaine dans lequel tout homme peut rencontrer autrui, dans le même intérêt unanime. Chacun des autres domaines doit, selon sa nature, provoquer des séparations selon des facultés individuelles ou selon des contenus du travail ; celui-ci par contre jette des ponts entre toutes les séparations.

Pour la gestion du capital, on produit à partir de l'autonomie de la vie de l'esprit, le fait qu'une augmentation du capital n'est pas une incitation directe, mais ne peut seulement surgir que comme une conséquence naturelle d'autres impulsions, qui résultent d'une interdépendance concrète des facultés humaines d'avec les domaines de production.

Ce n'est que sur la base de tels points de vue, qui ne se trouvent pas au sein de l'orientation capitaliste, que l'organisme social peut recevoir une structure dans laquelle la production humaine et le service rendu en échange peuvent trouver un équilibre. Et comme sur le domaine de l'orientation capitaliste, cela peut se trouver sur d'autres domaines, sur lesquels la vie moderne a détourné l'être humain du contexte conforme à la nature d'avec les conditions de vie.

Par l'autonomisation de la vie de l'esprit et de celle du droit, des moyens de production artificiels et des biens-fonds seront dépouillés de leur caractère de marchandise, ainsi que la force du travail humaine. (La voie, sur laquelle cela advient, on la trouvera exposée de manière plus exacte qu'ici, dans mon ouvrage « *Les Points fondamentaux de la question sociale* ».) Dans un domaine juridique autonome et dans une vie spirituelle autonome, les impulsions s'enracineront à partir desquelles les biens-fonds seront transposés sans relation d'achat et à partir desquelles on s'acquittera d'un travail humain.

Ainsi les formes d'interaction sociale adaptées à la vie civilisatrice actuelle seront créées à partir des énergies humaines. Et ce n'est qu'à partir de telles formes que peut naître la meilleure satisfaction possible des besoins humains. Dans une communauté simplement organisée d'une façon capitaliste et conforme au salaire, l'individu ne peut faire valoir ses facultés et ses énergies que dans la mesure où celles-ci rencontrent leur contre-valeur dans l'acquisition de capital. Une confiance, par laquelle l'un met ses énergies à la disposition des productions de l'autre, ne s'y fondera que sur la perspective que cet autre vit dans des conditions qui peuvent instiller une confiance à une manière de penser capitaliste. Dans la vie sociale, travailler dans la confiance sur les productions des autres est un octroi de crédit. La complexité de la vie moderne a sans cesse mené à ce que, comme pour des cultures plus anciennes, une transition eut lieu de l'économie naturelle à la finance, de même, pour la plus récente, envers un travail sur la base d'un octroi de crédit. Nous nous trouvons dans une époque, dans laquelle la vie rend indispensable que l'un travaille avec les moyens qu'un autre ou qu'une autre communauté lui remet en confiance de sa capacité de production. Pour l'action capitaliste, le contexte humain satisfaisant les conditions de vie a été complètement perdu par l'économie du crédit. Un octroi de crédit avec la perspective d'une augmentation correspondante du capital et le travail sous le point de vue que la confiance, à laquelle on a eu recours, apparaissant justifiée conformément au capital, deviennent les impulsions de la circulation du crédit. Cela ruine cependant des résultats dans l'organisme social, du fait que les hommes sont soumis au pouvoir d'un stockage de capital étranger au vivant, qu'ils ressentent dans l'instant indigne de l'être humain, ce dont ils prennent pleinement conscience.

Que du crédit soit accordé sur les biens-fonds, cela ne peut advenir dans un organisme social sain qu'à partir du point de vue, qu'à un être humain doté des facultés nécessaires ou bien à un groupe humain, la possibilité soit donnée de déployer un exercice de production qui apparaît justifié à partir de toutes les conditions culturelles à prendre en considération. Qu'à partir de l'orientation purement capitaliste, du crédit soit octroyé sur le bien-fonds, cela ne peut advenir que du fait qu'à celui-ci doit lui être retirée sa détermination d'ordinaire désirable, de sorte qu'il reçoive une valeur marchande qui corresponde à l'octroi du crédit.

Un sain octroi de crédit sous-entend une structure sociale par laquelle les biens de vie rencontrent une estimation qui s'enracine dans leur relation à la satisfaction des besoins corporels et spirituels. Une vie spirituelle et une vie juridique autonomes conduisent les êtres humains à une reconnaissance et à un faire valoir conforme à la vie de cette relation. Ainsi le circuit économique est-il configuré de sorte qu'il met en dépendance le jugement de la production d'avec ce dont les êtres humains ont besoin et qu'il ne se laisse pas dominer par des puissances, dans lesquelles les besoins humains concrets apparaissent étouffés par l'échelle d'évaluation abstraite du capital et du gain.

La vie économique se réalise dans l'organisme social *dreigliederig* par la collaboration des associations se formant à partir des exigences de production et des intérêts de consommation. Celles-ci auront à décider sur l'octroi de crédit et l'acceptation de crédit. Dans les négociations de telles associations, les impulsions qui agissent au sein de la vie économique à partir du domaine spirituel et du domaine du droit, joueront un rôle décisif. Pour ces associations, la nécessité d'une orientation simplement capitaliste n'existe pas. Car les associations se trouveront en relations d'échanges réciproques. De ce fait, les intérêts unilatéraux de l'un des secteurs de production sont régulés par ceux de l'autre.

La responsabilité de l'octroi et de l'acceptation du crédit reviendra aux associations. De ce fait, l'importance des facultés individuelles des personnalités individuelles ne sont pas préjudiciables, et au contraire elles se mettent seulement à valoir pleinement. L'individu est responsable vis-à-vis de sa propre association pour la meilleure production possible ; et l'association est responsable vis-à-vis des autres associations pour l'utilisation efficiente des productions. Dans un tel partage de responsabilité repose la garantie que l'activité de production a lieu à partir de points de vue

unilatéraux se corrigeant mutuellement. On ne produit plus à partir des instigations au gain de l'individu dans le sein de la vie de la communauté, mais au contraire, à partir de besoins objectifs agissant à partir de la communauté. Dans le besoin que l'association constate, pourra reposer le motif à la garantie de crédit pour une autre.

Celui qui n'est suspendu qu'aux cheminements d'idée ordinaire, celui-là dira : « ce sont des « belles » pensées ; mais comment doit-on, à partir de la vie actuelle, en arriver dans une autre qui repose sur ces mêmes idées ? Il s'agit de comprendre que ce qui est effectivement proposé ici peut être transposé directement dans la réalité. On a seulement besoin d'accomplir le premier pas avec les associations caractérisées. Que cela soit possible, sans plus, personne, doté de quelque bon sens sain pour les réalités, ne devrait en douter. De telles associations, qui reposent sur la base de l'idée de la *Dreigliederung*, sont pourtant en vérité tout aussi bien à former que des consortiums, des sociétés et autres, au sens des anciennes institutions. Toutes sortes d'échanges économiques entre les nouvelles associations et les anciennes institutions sont cependant aussi possibles. On n'a absolument pas besoin de s'y creuser la tête dans le but que l'ancien dût être détruit et remplacé avec art par le nouveau. Le nouveau continue de se maintenir à côté de l'ancien. Chacun a ensuite à se maintenir par ses propres force intérieure et justification ; cela s'émiette ainsi à partir de l'organisation sociale. L'idée du *Dreigliederung* n'est pas un programme destiné à l'entière détermination de l'organisme social, exigeant que la totalité de l'ancien cesse et que toutes les choses soient « arranger » de neuf. Cette idée peut prendre son départ de la formation des institutions sociales particulières. La transformation d'une totalité résultera ensuite de la vie progressant à partir des formations sociales particulières. Parce que cette idée peut agir dans une telle direction, elle n'est pas une utopie, mais une force adaptée à la réalité.

L'essentiel c'est qu'au travers de l'idée de la *Dreigliederung* une compréhension sociale objective soit apportée aux êtres humains réunis dans l'organisme social. Par les instigations qui proviennent de la vie autonome de l'esprit et la vie du droit, les points de vue économiques sont fécondés d'une manière pratique. L'individu devient, dans un certain sens, un co-travailleur aux productions de la totalité. Par sa participation à une libre vie de l'esprit, par les intérêts engendrés sur le terrain juridique, cette communauté de coopération se voit conciliée par les relations d'échanges des associations économiques.

L'activité de l'organisme social est pour ainsi dire refondue sous l'influence de l'idée de la *Dreigliederung*. Actuellement l'être humain doit voir dans l'accroissement du capital et dans l'élévation du salaire les signes distinctifs par lesquels il se trouve inséré en correspondance dans l'organisme social. Dans l'organisme social *dreigliederig* les facultés individuelles des hommes isolés fourniront — en harmonie avec les relations humaines provenant du terrain juridiques et avec la production économique reposant sur l'activité associative, la circulation et de la consommation — la meilleure fécondité possible du travail de la communauté. Et l'accroissement du capital ou selon le cas, la compensation de production avec le service rendu en échange, apparaîtront comme des conséquences des activités et institutions sociales.

Loin de réformer dans le domaine, dans lequel ne jouent que les interactions sociales, l'idée de la *Dreigliederung* veut conduire l'activité de transformation et d'édification au domaine des causes. Avec l'acceptation ou le refus de cette idée surgit la question de savoir si l'on veut avoir la volonté de travailler en remontant jusqu'à ce domaine des causes. Et cette volonté doit mener, loin de l'observation des institutions extérieures, vers les êtres humains qui sont agissant dans les institutions. La vie des temps modernes a apporté la division du travail dans de nombreux domaines. Celle-ci est une nécessité des institutions extérieures. Ce qui est provoqué par les domaines partagés du travail, doit trouver une compensation dans les réciprocitys des échanges humains pleins de vie. La division du travail divise les êtres humains ; les énergies, qui leur viendront à partir des trois domaines devenus autonomes de l'organisme social, les réuniront de nouveau. Notre vie sociale a reçu son empreinte du fait que la séparation des êtres humains a atteint

le point culminant de son évolution. Cela doit être reconnu par l'expérience de la vie. Pour celui qui reconnaît cela, cela devient une nécessité de penser les voies qui conduisent à l'association.

De tels phénomènes sociaux concrets de la vie économique, telle la manière dont la circulation du crédit s'intensifie, éclairent cette revendication urgente de l'époque. Plus forts sont les inclinations vers l'orientation capitaliste, plus la finance est développée, davantage s'active l'esprit d'entreprise, d'autant plus se déploie la circulation du crédit. Mais pour un penser sain, cela devrait faire naître le besoin de la percer à jour avec une réelle compréhension de la production de biens réels et des besoins humains en direction de biens déterminés. En définitive, elle ne pourra agir sagement que si celui qui accorde un crédit se sent responsable de ce qui arrive au travers de son autorisation de crédit ; et si celui qui souscrit un crédit fournit, au travers des interdépendances économiques — par les associations —, dans lesquelles il se tient, des fondements de responsabilité à celui qui lui a accordé ce crédit. Il ne peut pas s'agir simplement, pour une saine économie nationale, que le crédit de l'esprit d'entreprise ait une bonne influence en tant que tel, mais au contraire que des institutions existent par lesquelles l'esprit d'entreprise s'exerce d'une façon qui soit favorable au social.

Au plan théorique, presque personne ne voudra douter qu'une élévation du sentiment de responsabilité est nécessaire dans la circulation économique actuelle [Ceci est écrit en 1921, *ndt*]. Ce relèvement dépend cependant de la naissance d'associations, par l'activité desquelles soit placé réellement devant les yeux des êtres humains individuels ce qui arrive dans la communauté sociale au travers de leur façon d'agir.

De la part des personnalités, dont la tâche de toute leur vie dépend de la mise en exploitation du sol et qui ont, pour cette raison, une expérience dans ce domaine, on affirme à bon droit que celui qui a à gérer le foncier, ne devrait pas le considérer comme une marchandise quelconque, et que le crédit rural devrait être administré d'une autre façon que le crédit marchand. Mais il est impossible, que dans l'actuel circuit économique, de telles connaissances gagnent en importance pratique, s'il ne se trouve pas derrière l'individu des associations qui, à partir des relations des domaines économiques isolés confèrent une autre empreinte à l'économie foncière que celle d'un autre secteur de production.

Il est absolument concevable que maintes personnes disent au sujet de tels exposés : à quoi bon tout cela, puisque finalement et nonobstant, le besoin humain est le maître de toute production, et par exemple, personne ne peut en venir à l'octroi de crédit ou bien à l'acceptation de crédit, si à partir d'un recoin quelconque un besoin ne vient pas justifier la chose. On pourrait même dire : finalement, tout ce qui a été controuvé là sur les institutions sociales, n'est rien de plus qu'une remise en forme consciente de ce que régule assurément « l'offre et la demande » d'une manière automatique. Mais pour celui qui y regarde d'une manière plus précise, il est clair que lors des confrontations sur la question sociale, qui émanent de l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme social, il n'importe pas de remplacer le libre échange sous le signe de l'offre et de la demande par une économie de contrainte, mais de configurer les valeurs mutuelles des biens de vie de manière telle que, pour l'essentiel, à la valeur d'une production humaine corresponde la valeur des autres biens, dont le producteur a actuellement besoin et qu'il emploie dans sa fabrication. Soit on veut produire un bien dans l'orientation capitaliste, il se peut alors que la demande en décide ; soit un bien peut être produit à un prix dont la valeur corresponde au sens caractérisé, alors là-dessus la demande seule ne peut plus décider. Cette décision ne peut qu'être provoquée par des institutions, par lesquelles à partir de la totalité de l'organisme social, on vienne à bout de l'estimation de la valeur des biens particuliers de la vie. Celui qui veut mettre en doute que de telles institutions soient dignes de s'y efforcer, celui là, ne voit pas que le simple règne de la loi de l'offre et de la demande porte atteinte aux besoins humains, dont la satisfaction desquels rehausse la civilisation d'un organisme social ; et l'esprit lui fait défaut pour un effort qui veut insérer la satisfaction de tels besoins dans les mouvements de l'organisme social. L'effort vers la *Dreigliederung* de l'organisme

social voit son contenu dans la création d'un accommodement entre les besoins humains et la valeur des productions humaines.

Note :

(1) Hartley Withers, auteur de *The Meaning of Money*, en Allemand « *Argent et Crédit en Angleterre* », Iéna 1911.

Au peuple allemand et au monde de la culture ! (1)
Appel, Mars 1919

Le peuple allemand croyait emboîté et assuré pour un temps illimité son édifice impérial, édifié depuis un demi siècle. En août 1914, il pensait que la catastrophe de la guerre, au début de laquelle il se vit placé, révélerait cet édifice comme invincible. Aujourd'hui, il ne peut qu'en contempler les ruines. Après une telle aventure, il faut que survienne la raison et la connaissance de soi. Car cette aventure a l'intention d'un demi-siècle, elle a en particulier révélé les idées régnantes des années de guerre comme une erreur tragiquement agissante. Où se trouvent donc les raisons de cette erreur funeste ? Cette question doit pousser les âmes de ceux qui appartiennent au peuple allemand à la conscience et à la connaissance de soi. Quant à savoir si à présent l'énergie existe pour une telle réflexion sur soi, cela dépend de la possibilité de vie du peuple allemand. Son avenir en dépend, s'il a la capacité de poser la question d'une manière sérieuse : comment suis-je donc tombé dans cette erreur ? S'il se pose aujourd'hui cette question, alors la connaissance s'illumine d'un éclat subit, que voici un demi-siècle, il a fondé un empire, mais il a nonobstant négligé de donner une mission à cet empire qui prenne naissance du contenu essentiel de ce qui est la qualité propre au peuple allemand. — L'empire fut fondé. Dans les premiers temps de son existence, on s'était efforcé de mettre en ordre ses possibilités de vie internes selon les exigences qui se manifestèrent d'année en année à partir d'anciennes traditions et de nouveaux besoins. Plus tard, on procéda en outre à la consolidation et à l'agrandissement de la position d'une puissance politique fondée extérieurement par des énergies matérielles. Avec cela, on associa des mesures en relation avec des exigences sociales nées de l'époque moderne, qui certes tenaient bien compte de ce que l'époque révélait en nécessités, mais auxquelles manquait pourtant un grand objectif, comme cela eût dû s'ensuire d'une connaissance des forces évolutives vers lesquelles l'humanité moderne doit diriger ses pas. Ainsi l'empire se vit-il placé dans le contexte mondial, sans but visé qui eût une réalité légitimant son existence. Le déroulement de la catastrophe de la guerre a révélé ceci d'une triste manière. Jusqu'à l'éruption de celle-ci, même le monde extérieur n'avait rien pu voir dans le comportement de l'empire, de ce qui eût pu éveiller chez lui l'opinion que les administrateurs de cet empire remplissent une mission de l'histoire universelle, qui ne dût pas être balayée. La non-découverte d'une mission de ce genre par ces administrateurs a nécessairement engendré l'opinion dans le monde extra-allemand qui, pour ceux qui comprennent le réel, est la raison profonde de l'effondrement allemand.

Incommensurablement beaucoup dépend à présent, pour le peuple allemand, de son jugement sans prévention de cet état de cause. Dans le malheur devrait émerger le discernement qui n'a pas voulu se manifester durant ces dernières cinquante années. À la place du penser mesquin sur les exigences du présent les plus immédiates, devrait à présent apparaître un appel vigoureux de la conception de la vie qui s'efforce quant à elle de reconnaître les énergies évolutives de l'humanité moderne, et qui veut courageusement se consacrer à elles. Devrait cesser la tendance mesquine, qui met hors d'état de nuire ceux qui, en tant qu'idéalistes dépourvus de sens pratique, dirigent leurs regard sur ces forces évolutives. Devaient cesser aussi la présomption et la morgue de ceux qui se croient praticiens, et qui ont nonobstant occasionné le malheur par leur l'esprit étroit déguisé par eux en sens pratique. On devrait prendre en considération ce qu'ont à dire ceux qui, en tant qu'idéalistes décriés, sont en vérité les véritables praticiens des besoins de l'évolution des temps modernes. Les « praticiens » de toutes orientations voyaient bien certes depuis longtemps l'avènement d'exigences toutes nouvelles pour l'humanité. Mais ils voulurent satisfaire ces exigences dans le cadre des habitudes du penser et des institutions transmises par d'anciennes traditions. La vie économique des temps modernes a amené des revendications. Leur satisfaction au moyen d'initiatives privées sembla impossible. Le passage du travail privé au travail inséré dans la société s'imposa nécessairement à l'une des classes humaines sur des domaines isolés ; et elle fut réalisée là où cela sembla profitable, selon la conception de la vie de cette classe humaine. Un transfert radical de tout travail individuel dans la société devint l'objectif d'une autre classe qui, au travers du développement de la vie économique, n'avait aucun intérêt dans le maintien des objectifs privés

transmis. À la base de tous les efforts, qui sont apparus jusqu'à présent, en considération des exigences de l'humanité, se trouve quelque chose de commun. Ils poussent à la mis en société du privé et compte sur la prise en charge de ce dernier par les communautés (état, commune), qui proviennent de conditions préalables qui n'ont plus rien à voir avec les nouvelles exigences. Ou bien encore, on compte sur de nouvelles communautés récentes (par exemple des coopératives), qui ne sont pas apparues pleinement non plus dans l'esprit de ces nouvelles exigences et ont été structurées selon d'anciennes formes, à partir des habitudes du penser transmises.

La vérité c'est qu'aucune de ces coopératives formées dans l'esprit d'anciennes habitudes du penser ne peut être à la hauteur des tâches que l'on veut savoir lui faire prendre. Les énergies de l'époque poussent à la connaissance d'une structure sociale de l'humanité, qui envisage d'une tout autre manière ce qu'on l'on envisage communément. Les communautés sociales se sont formées jusqu'à présent en grande partie à partir d'instincts sociaux propre à l'humanité. Percer à jour en pleine conscience leurs forces inhérentes, devient la tâche de l'époque.

L'organisme social est articulé comme celui naturel. Et de la même façon que l'organisme naturel doit prendre soin du penser par la tête et non pas par les poumons, ainsi l'articulation en système est indispensable à l'organisme social, dont aucun d'eux ne peut se charger des tâches des autres, chacun devant oeuvrer cependant avec les autres dans le maintien de son autonomie.

La vie économique ne peut prospérer que si elle se forme en membre autonome de l'organisme social, selon ses propres énergies et lois, et si elle ne se laisse pas absorber par une autre membre de l'organisme social ; celui politique agissant en provoquant des perturbations dans son ordonnancement. Ce membre agissant politiquement dans l'organisme social doit exister, quant à lui dans sa parfaite autonomie, à côté de l'économique de la même façon que dans l'organisme naturel, le système respiratoire existe à côté du système de la tête. Leur collaboration salutaire ne peut pas être atteinte si l'on veille à l'existence de ces deux membres au moyen d'un seul et unique organe législatif et administratif, mais si chacun dispose de ses propres législation et administration, collaborant d'une manière vivante. Car le système politique doit nécessairement anéantir l'économie, s'il veut l'assumer ; et le système économique perd nécessairement ses énergies stimulantes de vie, s'il veut devenir politique.

À ces deux membres de l'organisme social doit s'ajouter un troisième, lui-même pleinement autonome, formé à partir de ses propres possibilités de vie : celui de la production spirituelle, et auquel appartient aussi la partie spirituelle de chacun des deux autres domaines, auquel il doit leur être remis équipé de ses propres réglementations de fonctionnement et d'administration, sans être géré cependant par eux seuls, mais qui peut être autrement influencé, en tant que membre de l'organisme existant influencé par les autres, d'un organisme naturel d'ensemble.

On peut dès aujourd'hui déjà fonder et édifier scientifiquement dans ses moindres détails ce qui est dit ici sur les nécessités d'une organisme social. Dans ces exposés, on ne peut qu'en poser les lignes directrices, pour tous ceux qui veulent s'occuper de ces nécessités.

La fondation de l'empire allemand tomba dans une époque dans laquelle ces nécessités s'approchaient de l'humanité moderne. Son administration n'a pas compris comment poser une mission à l'empire au moyen d'un regard sur ces nécessités. Ce regard ne lui eût pas seulement donné une structure interne ; elle lui eût octroyé aussi une orientation justifiée pour sa politique extérieure. Avec une telle politique, le peuple allemand eût pu vibrer harmonieusement avec les peuples extérieurs au peuple allemand.

On devrait mûrir le discernement surgissant du malheur. On devrait développer la volonté vers cet organisme social possible. Ce n'est plus une Allemagne, qui n'existe plus, qui devrait faire face au monde extérieur — mais un système spirituel, politique et économique, dont les administrations respectives devraient y travailler et reconquérir une relation possible avec ceux par qui l'Allemagne a été jeté à bas et n'a pas reconnu qu'au contraire des autres organisations populaires, elle a été réduite à reconquérir son énergie à partir de la *Dreigliederung* de l'organisme social (*).

Dans l'esprit des praticiens qui se répand sur la complexité de ce qui a été dit ici et trouvent malcommode, ne serait-ce que de penser sur la collaboration d'une triple structuration corporelle, parce qu'ils ne veulent rien savoir des exigences réelles de la vie, mais veulent tout configurer à

partir des exigences commodes de leur penser. Il doit être clair pour eux : ou bien on s'adaptera commodément, avec son penser, aux exigences de la réalité, ou bien on n'aura rien appris du malheur, au contraire, on aura continué à le multiplier d'une manière illimitée celui qui en est né.

Le rédacteur de cet appel : Dr. Rudolf Steiner

Le comité : Pr. Dr. W.v. Blume, Conseiller de commerce E. Molt, Dr. Ing. C. Unger

Alliance pour la *Dreigliederung* de l'organisme social

Bureau de Stuttgart, Champignystraße 17

(*) Cette phrase avait, dans l'appel qui fut publié en mars 1919 qui conservait sinon la même teneur, la formulation suivante : « Ce n'est plus une Allemagne, qui n'existe plus, qui devrait faire face au monde extérieur, mais un système spirituel, politique et économique avec leurs représentants en tant que délégations autonomes avec qui veulent négocier avec ceux par qui l'Allemagne a été jetée bas, cette Allemagne dont la confusion des trois systèmes, a fait une formation sociale impossible. » Simplement à partir des nécessités du cours des événements, il ressort que le rédacteur de l'appel constate, aujourd'hui exactement quand au contenu, le point de vue adopté en mars.

Note :

(1) *Appel au peuple allemand* d'abord publié en mars 1919. La modification du dernier paragraphe eut lieu quelques mois plus tard, après la signature du traité de paix en juin 1919. À cet appel succédaient les explications suivantes.

« La publication de cet appel dans la presse d'Allemagne, de l'Autriche allemande et la Suisse en mars conduisit à la fondation d'une Alliance pour le *Dreigliederung* de l'organisme social, avec son siège à Stuttgart, pour l'Allemagne. Suite à une rapide diffusion du mouvement, des groupes locaux ont surgi dans les grandes villes d'Allemagne qui se sont proposés de diffuser les idées de la *Dreigliederung* et de les porter à la connaissance d'un vaste public.

En Autriche allemande, Suisse, Scandinavie, Hollande et Tchécoslovaquie, ont été créées des organisations associatives avec leurs sièges centraux respectifs à Vienne, Zurich, Copenhague, Stockholm, La Haye et Prague, d'où le mouvement est dirigé. Dans d'autres pays d'Europe, d'autres collaborateurs s'emploient également à diffuser les idées de la *Dreigliederung*.

L'évolution des choses en Allemagne, depuis la première parution de cet appel, révèle combien peu le discernement existe sur les fondements nécessaires à une prise en compte d'une réorganisation saine et féconde de la totalité de notre ordre social. Les autres tentatives, qui ont été entreprises jusqu'à présent, ne se sont pas révélées porteuses. Parce qu'elles sont sans espoir, elles paralysent la volonté populaire et renforcent les opposants de l'Allemagne.

De l'idée de la *Dreigliederung*, il résulte que ce n'est pas seulement l'économie qui doit être réorganisée, mais aussi le spirituel. L'alliance a lancé un appel à la fondation d'un conseil culturel, qui doit permettre une association avec ces personnalités de la vie de l'esprit pour qui l'administration autonome est une question de responsabilité à l'égard de la persistance de l'Allemagne. Les travaux préparatifs à ce conseil de la culture ont débuté à Stuttgart. L'appel fut ajouté en annexe à l'ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale* ». Cet ouvrage fournit la sous-structure cognitive de ce qui est récapitulé dans l'appel. Sur le recueil des signatures et autres, voir les conférences de Rudolf Steiner de février et mars 1919, en particulier celle du 15 février (1^{ère} conférence dans « *La question sociale en tant que question de conscience* »).

Postface de l'éditeur (en guise d'introduction)

En 1898, Rudolf Steiner rédigea un essai, dans le « *Magazin für Literatur* » édité par lui, intitulé « *La question sociale* », dans lequel il signalait l'erreur, si communément répandue du jugement sur les affaires sociales de l'humanité, d'employer directement les idées et les méthodes du penser des sciences naturelles — à l'époque, le darwinisme était parvenu à la considération la plus élevée, sous l'impulsion en particulier de Haeckel.

En 1905, il publia dans sa revue « *Lucifer-Gnosis* » un essai intitulé « *Théosophie et question sociale* », initialement prévu en trois parties devant successivement paraître. Cependant, la suite ne fut jamais publiée parce que, comme Rudolf Steiner le dit plus tard, les lecteurs ne comprirent pas ses exposés et ceux-ci restèrent donc pour cette raison sans écho. Il formulait dans cet essai la « loi sociale fondamentale » désignée ainsi par lui même (1).

Lorsqu'au cours de l'année 1917, quelques personnalités proches des milieux gouvernementaux demandèrent conseil à Rudolf Steiner sur ce qui pouvait être fait dans la situation qui ne cessait de devenir désespérée, afin de sauver l'Europe du centre d'une catastrophe, il rédigea ses propositions en deux « *Mémoires* ». Il y exposait, entre autre, que les empires centraux avaient négligé de poser des objectifs d'avenir digne d'être atteints et pour lesquels cela valait la peine de lutter. En 1871, on avait bien fondé à Versailles l'Empire allemand, mais on ne s'était pas entendu pour lui donner un contenu spirituel adapté à l'essence allemande et à l'Europe centrale. Aux yeux de Rudolf Steiner, ceci était un fait concret d'un poids bien plus grand que celui des armées qui s'affrontaient, et que du succès ou de l'échec, sur le théâtre des opérations militaires. Les empires centraux devaient présenter au monde, en tant que forme à laquelle ils aspiraient pour l'Europe à venir, un ordre social dans lequel — au contraire de l'estampage qui avait eu lieu jusqu'alors des états nationaux unitaires — l'élément spirituel, celui étatique-juridique et celui économique de l'organisme social, seraient devenus autonomes et séparés l'un l'autre. La vie de l'esprit devait pouvoir se déployer de manière autonome, la vie économique de manière librement associative. La vie étatique-juridique devait être administrée selon des principes démocratiques et s'abstenir de toute intervention dans les deux autres domaines. — Sous ces conditions, l'Europe centrale eût pu prospérer en dépit de ses diversités nationales. Ce n'est que si l'on s'efforçait de réaliser un tel ordre qu'il serait reconnu et respecté par les autres peuples. Pour la plupart des praticiens de Berlin et de Vienne, qui se virent placés devant ces idées, celles-ci furent interprétées comme une utopie.

Le première Guerre mondiale s'acheva en 1918, avec la paix de Versailles, extrêmement funeste pour l'Europe. La défaite apportait détresse, agitations sociales, profond embarras dans les esprits et les âmes. À ce moment-là, Rudolf Steiner répéta ce qui n'avait été adressé, dans les mémoires, qu'à quelques-uns, sous la forme d'un « *Appel au peuple allemand et au monde de la culture* » (2). Les circonstances, immédiatement après la guerre perdue, étaient devenues suffisamment relâchées, de sorte que l'appel rencontra alors une compréhension dans de vastes milieux et fut fortement pris en considération. Il fut signé par de nombreuses personnalités de la vie de l'esprit. S'ensuivit bientôt l'ouvrage « *Les points essentiels de la question sociale* » (3). Naquit ainsi le mouvement de la *Dreigliederung*, qui voulut répandre des idées qui eussent pu mener, au contraire de celles du Traité de paix de Versailles, à une vraie entente entre les peuples. Rudolf Steiner tint d'innombrables conférences publiques, parmi lesquelles de très nombreuses devant des assemblées d'ouvriers. D'autres conférenciers aussi déployèrent une activité intense, l'hebdomadaire « *Die Dreigliederung des Sozialen Organismus* » fut édité, pour lequel Rudolf Steiner rédigea une partie des essais publiés ici. Ainsi le mouvement intéressa fortement, en particulier dans le Württemberg, de vastes milieux.

De nombreuses êtres humains apprirent à connaître l'anthroposophie en rapport avec un problème brûlant de l'époque. Il va de soi que les efforts en vue d'un ordre social sain et les bases d'une connaissance de l'essence humaine véritable et de la revendication de l'époque, entrèrent en conflit avec ces pouvoirs qui, avant tout, s'en tenaient au maintien de l'existant. En tant qu'institution de la libre vie de l'esprit, fut fondée à Stuttgart, en 1919, la Libre École

Waldorf. Ce germe a entre temps largement porté et répandu ses fruits dans le monde entier, sous la forme du *Mouvement scolaire Waldorf*. Des efforts dans le domaine économique rencontrèrent peu de succès. Les catastrophes dont l'Allemagne fut frappée : inflation, occupation de la Ruhr, famine, ainsi que les groupes d'opposants mentionnés, empêchèrent qu'une entreprise économique — le « *Kommende Tag* » à Stuttgart — pût se développer.

Les essais et articles de ce livret sont ainsi replacés dans le contexte de l'époque. La « *Dreigliederung des sozialen Organismus* » n'est pas une sorte quelconque de mouvement de réforme, mais il est né d'une investigation spirituelle des forces sociales effectivement existantes et agissantes. C'est la raison pour laquelle les idées qui reposent à sa base, sont indépendantes des circonstances dans lesquelles ce mouvement fut apporté au monde pour la première fois, la « *Dreigliederung des sozialen Organismus* » est devenue aujourd'hui plus actuelle que jamais.

Robert Fiedenthal

Note :

- (1) *Conférez*, Rudolf Steiner, *Lucifer-Gnosis* 1903-1908, Dornach 1960, ainsi que le livre de poche « *Réincarnation et Karma et autres essais* ».
- (2) *Conférez*, Rudolf Steiner, « *Essais sur la Dreigliederung de l'organisme social et au sujet de la situation de l'époque* », Édition complète des œuvres de Rudolf Steiner, Dornach 1961.
- (3) Cinquième édition, Édition complète des œuvres de Rudolf Steiner, Dornach 1961.